



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 23 du 23 août 2013

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 23 août 2013

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	880
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE.....	880
Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles.....	880
Arrêté du 1er août 2013 portant règlement d'office du budget primitif 2013 de la commune de MERVILLER.....	880
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	881
CABINET.....	881
Bureau du cabinet.....	881
Arrêté du 14 juin 2013 portant attribution de la médaille de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles - Promotion du 14 juillet 2013.....	881
Arrêté du 28 juin 2013 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports - Promotion du 14 juillet 2013.....	882
Arrêté du 25 juillet 2013 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement.....	882
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	883
Bureau de la citoyenneté.....	883
Arrêté du 19 août 2013 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire à LONGWY.....	883
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	883
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	883
Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Moselle) du 2 août 2013 autorisant l'adhésion des communes de BETTAINVILLERS, FONTOY, KÉDANGE-SUR-CANNER, PUXIEUX, ROUSSY-LE-VILLAGE, SAINT-MARCEL, UCKANGE et VOLSTROFF au Syndicat Interdépartemental à Vocation Unique (SIVU) Fourrière du Joli-Bois de Moineville ainsi que le retrait des communes de CHESNIÈRES, CONS-LA-GRANDVILLE, HUSSIGNY-GODBRANGE et PLESNOIS de ce même syndicat.....	883
Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Vosges) du 9 août 2013 autorisant l'extension des compétences de la communauté de communes du pays de Colombey et du Sud Toulous à la gestion et l'entretien du gymnase sis chemin du Clesson à COLOMBEY-LES-BELLES à compter du 1er septembre 2013.....	884
Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Vosges) du 9 août 2013 autorisant la transformation du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1er cycle dans le secteur de COLOMBEY-LES-BELLES en syndicat mixte à compter du 1er septembre 2013.....	885
Bureau des procédures environnementales.....	886
Arrêté du 19 juillet 2013 portant prescription du plan de prévention des risques technologiques du site de la Société Française Donges-Metz à LIMEY-REMEAUVILLE.....	886
Arrêté du 31 juillet 2013 portant prescription du plan de prévention des risques technologiques du site du Service national des oléoducs interalliés à VILCEY-SUR-TREY.....	887
Arrêté n° 54-2012-00119 du 2 août 2013 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant la demande d'autorisation de prélèvement d'eau dans la nappe des Grès du Trias Inférieur à partir du nouveau forage F2 sur la commune de VARANGEVILLE par le SIVOM du Val de Meurthe.....	888
Arrêté du 8 août 2013 donnant acte à la Compagnie des salins du midi et des salines de l'est de sa déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de sel gemme et sources salées de Bosserville selon les plans et modalités produits à l'appui de sa déclaration et prescrivant des procédures complémentaires.....	890
Arrêté du 8 août 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 10 mai 2012 donnant acte à la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville - SHFM - de la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer d'AMANCE et prescrivant des mesures complémentaires.....	891
Arrêté du 12 août 2013 autorisant l'occupation temporaire de parcelles privées à LESMENILS.....	892
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	892
Bureau de l'interministérialité.....	892
Arrêté N° 13.BI.20 du 20 août 2013 accordant délégation de signature à M. Jean-François RAFFY, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.....	892
Arrêté N° 13.BI.21 du 19 août 2013 accordant délégation de signature à M. François PROISY, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY.....	893
Arrêté N° 13.BI.22 du 20 août 2013 accordant délégation de signature à M. Luc VILAIN, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle.....	896
Arrêté du 20 août 2013 portant organisation des services de la préfecture.....	896
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	900
DIRECTION INTERREGIONALE.....	900
DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG.....	900
Centre de Détention d'ECROUVES - Décision du 11 juin 2013 portant délégations de signature pour des décisions administratives individuelles.....	900
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	902
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	902
Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-065 en date du 2 août 2013 ANNULE ET REMPLACE l'arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-060 du 5 juillet 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'élargissement de la bretelle de Brabois sur A33.....	902
Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-066 du 8 août 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de la RD590a au niveau d'AZERAILLES.....	905
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	907
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	907
Cellule habitat - santé.....	907
Arrêté N° 686/2013/ARS/DT54 du 22 juillet 2013 portant déclaration d'insalubrité rémissible de l'immeuble situé Chemin du Moulin Noir - 54690 LAY-SAINT-CHRISTOPHE.....	907
Etablissements de santé.....	908
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0635 du 19 juin 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU au 1er juillet 2013.....	908
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0649 du 25 juin 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Service de soins de suite de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE au 1er juillet 2013.....	908
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0659 du 2 juillet 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables au COCEE de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE au 1er juillet 2013.....	909
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0683 du 11 juillet 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier Intercommunal de POMPEY-LAY-SAINT-CHRISTOPHE au 1er juillet 2013.....	909
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0688 du 16 juillet 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Institut Régional de Réadaptation de NANCY au 1er juillet 2013.....	910
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0739 du 25 juillet 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de LUNEVILLE au 1er juillet 2013.....	911
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0753 du 30 juillet 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) au 1er juillet 2013.....	911
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0756 du 31 juillet 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON au 1er août 2013.....	912
Arrêté ARS N° 2013-0763 du 6 août 2013 fixant les règles générales de modulation et les critères d'évolution des tarifs des prestations des activités de soins de suite ou de réadaptation et de psychiatrie des établissements de santé mentionnés au d) de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale.....	912
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0766 du 7 août 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Institut de Cancérologie de Lorraine A. VAUTRIN au 1er août 2013.....	913

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0767 du 7 août 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables à la Maternité Régionale au 1er août 2013.....	914
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0783 du 19 août 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2013.....	914
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0784 du 19 août 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2013.....	915
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0785 du 19 août 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2013.....	916
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0786 du 19 août 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2013.....	917
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0787 du 19 août 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2013.....	918
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0788 du 19 août 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2013.....	919
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0789 du 19 août 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2013.....	920
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0790 du 19 août 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2013.....	920
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0791 du 19 août 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Institut de Cancérologie Lorrain Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE-LES-NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2013.....	921
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0792 du 19 août 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2013.....	922
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0793 du 19 août 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2013.....	923
Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0794 du 19 août 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2013.....	924
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	925
Produits de santé et biologie.....	925
Arrêté N° 2013-0744 du 26 juillet 2013 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyse de biologie médicale du centre de médecine préventive sis 2 rue du Doyen Jacques Parisot à VANDOEUVRE-LES-NANCY (54500) - autorisation N° 54-45.....	925
Arrêté N° 2013-0758 du 1er août 2013 constatant la cessation définitive d'activité d'une officine de pharmacie sise 30 rue de Sète à LONGUYON (54260).....	926
Décision ARS N° 2013-0874 du 2 août 2013 portant refus à M. Denis SZCZYRK de créer et d'exploiter un site de commerce électronique de médicaments.....	926
Décision ARS N° 2013-0876 du 6 août 2013 portant autorisation à Mme ANDERLINI Isabelle et M. WALTER Jean-Bernard de créer et d'exploiter un site de commerce électronique de médicaments.....	927
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	927
Arrêté du 13 août 2013 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du département de Meurthe-et-Moselle (IDCC n° 9541).....	927
Arrêté du 13 août 2013 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations horticoles et pépinières du département de Meurthe-et-Moselle (IDCC n° 9542).....	930
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	932
Décision du 5 juillet 2013 SP/2013-02 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne à ECROUVES.....	932
Récépissé du 26 juillet 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne à SAINT-NICOLAS-DE-PORT enregistrée sous le N° SAP/752667295 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	932
Décision du 29 juillet 2013 d'agrément d'une entreprise solidaire à NANCY au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	932
Arrêté SAP/501905392 du 5 août 2013 portant renouvellement et extension de l'agrément d'un organisme de services à la personne à JOEUF.....	933
Récépissé du 6 août 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne à JOEUF enregistrée sous le N° SAP/501905392 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	933
Décision du 6 août 2013 portant retrait de déclaration d'un organisme de services à la personne à AZERAILLES.....	934
Décision du 13 août 2013 portant retrait de déclaration d'un organisme de services à la personne à SAINT-NICOLAS-DE-PORT.....	935
Arrêté du 12 août 2013 fixant la liste des conseillers du salarié du département de Meurthe-et-Moselle.....	935
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	939
SECRETARIAT DE DIRECTION.....	939
PACTE - Fiche de déclaration des offres de recrutement (Agent technique).....	939
PACTE - Fiche de déclaration des offres de recrutement (Agent administratif).....	939
Arrêté du 2 septembre 2013 portant délégation de signature.....	940
Arrêté du 2 septembre 2013 portant délégation permanente de signature.....	941
POLE GESTION FISCALE.....	941
Arrêté de conservation cadastrale en date du 22 juillet 2013 se rapportant à la mise à jour du plan.....	941
Arrêté du 24 juillet 2013 portant remplacement du magistrat du siège chargé d'assurer les fonctions de président titulaire de la commission de conciliation du département de Meurthe-et-Moselle prévue par l'article 1653 A du code général des Impôts.....	942
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....	942
ACTEURS, VILLE ET TERRITOIRES.....	942
Arrêté du 12 août 2013 portant agrément d'un espace de rencontre à LAXOU.....	942
Arrêté du 12 août 2013 portant agrément d'un espace de rencontre à LUNEVILLE.....	942
Arrêté du 12 août 2013 portant agrément d'un espace de rencontre à LONGWY et à HOMECOURT (antenne).....	943
Arrêté n° 2013/15 du 13 août 2013 - Intégration et accès à la nationalité française - Programme 104 - Actions liées au programme régional d'intégration des populations immigrées de Lorraine - PRIPI - Axe 3-2.....	943
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	944
AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....	944
Unité forêt - chasse.....	944
Arrêté n° 312 du 4 juillet 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 9 septembre 1978 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de TIERCELET.....	944
Arrêté n° 313 du 4 juillet 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 mars 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de VILLERS-LA-MONTAGNE.....	945
Arrêté n° 314 du 4 juillet 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 17 janvier 1973 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de DENEUVRE.....	945
Arrêté n° 315 du 4 juillet 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 13 septembre 1984 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de BIONVILLE.....	946
Arrêté n° 320 du 11 juillet 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1971 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de LALOEUF.....	947
Arrêté n° 321 du 11 juillet 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 mars 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de GELAU COURT.....	948
Projet : Arrêté n° 319 du 15 juillet 2013 relatif à la régulation de l'Ouette d'Egypte (alopochen aegyptiacus L) en Meurthe-et-Moselle - 2013/2014.....	949
Arrêté n° 330 du 6 août 2013 prononçant une distraction du régime forestier territoire communal de VILLERS-LA-MONTAGNE.....	950
Arrêté n° 331 du 6 août 2013 prononçant une distraction du régime forestier territoire communal de VILCEY-SUR-TREY.....	950
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....	951

Arrêté du 12 juillet 2013 portant approbation de la modification du plan de prévention des risques miniers (PPRM) sur les communes de ANDERNY, BETTAINVILLERS, MAIRY-MAINVILLE, MANCIEULLES et TRIEUX.....	951
Unité procédures d'urbanisme.....	951
Commune de CHAOUILLEY - Arrêté N° 2013/DDT54/ADUR/007 du 6 août 2013 portant rectificatif de l'arrêté n° 06 DE 009 PFU relatif à la carte communale de CHAOUILLEY en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme.....	951
AUTRES SERVICES.....	952
TRIBUNAL INTERREGIONAL DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE	
DE NANCY.....	952
Contentieux N° 12-023 NC 54 : Association Départementale d'Aide aux Personnes Agées de Meurthe-et-Moselle contre Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (arrêtés du 9 mai 2012).....	952
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	954
DIRECTION GENERALE - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES.....	954
Délégation de signature du 24 juillet 2013.....	954
Délégation de signature du 8 août 2013.....	954

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE***Bureau de l'action locale et des affaires interministérielles***Arrêté du 1er août 2013 portant règlement d'office du budget primitif 2013 de la commune de MERVILLER**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'article L. 1612-14 du code général des collectivités territoriales ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
 VU le décret n° 95-944 du 23 août 1995, relatif aux chambres régionales des comptes ;
 VU la saisine de la chambre régionale des comptes de Champagne-Ardenne, Lorraine, effectuée le 29 mai 2013, au motif que le compte administratif 2012 de la commune de Merviller a été voté, globalement, avec un déficit supérieur aux limites fixées par ce même article ;
 VU les avis en date des 24 juillet 2009 et 27 mai 2010 émis par la chambre régionale des comptes de Lorraine ;
 VU l'avis en date du 17 juillet 2012 émis par la chambre régionale des comptes de Champagne-Ardenne, Lorraine qui avait confirmé l'existence d'un déficit de 31 %, supérieur au taux de 10% fixé par la loi, constaté qu'après reprise du déficit, le budget primitif 2012 n'avait pas été adopté en équilibre réel et déclaré en conséquence, que des mesures de redressement devaient être prises dans le cadre du budget primitif 2013, qu'elle avait, à cet effet, demandé au conseil municipal de la commune de voter le compte administratif 2012 avant le vote du budget 2013, d'y affecter les résultats 2012, et d'adopter le budget 2013 en équilibre réel en veillant à la sincérité des dépenses et des recettes et en assurant cet équilibre par une augmentation des taux de fiscalité directe ;
 VU l'avis de la chambre régionale des comptes de Champagne-Ardenne, Lorraine du 26 juin 2013, reçu en préfecture le 8 juillet 2013, proposant de régler le budget primitif principal de la commune de Merviller ;
 CONSIDÉRANT que les comptes administratifs 2012 de la commune présentent un déficit de 15,42 %, supérieur au seuil de 10 % fixé à l'article L.1612-14 du code général des collectivités territoriales ;
 CONSIDÉRANT que les mesures de redressement visant à la résorption du déficit 2012 n'ont pas été prises par le conseil municipal et que le budget primitif 2013 de la commune n'a pas été adopté en équilibre réel ;
 CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de tenir compte d'une recette supplémentaire prévue de 34 000 € de ventes de coupes de bois pour 2014 (avec vente exceptionnellement en 2013 du fait des difficultés de la commune) confirmée par l'Office National des Forêts, le maire de Merviller ayant donné son accord sur ces coupes supplémentaires ;
 CONSIDÉRANT que la majoration des impôts locaux sera de ce fait limitée à due concurrence, une inscription de 107 737 € étant nécessaire sur cette ligne à l'article 7311 « contributions directes » pour équilibrer le budget ;
 CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, en conséquence, de s'écarter sur ce point de l'avis rendu par la chambre régionale des comptes ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Le budget primitif principal 2013 de la commune de Merviller est arrêté à la somme de 381 426 € en dépenses et 435 606 € en recettes.

Article 2 : Les dépenses de la section d'investissement sont fixées à 36 468 € et les recettes à 90 648 €. Les dépenses et les recettes de fonctionnement sont fixées à 344 958 €. Elles sont ventilées entre les différents chapitres et comptes comme suit :

BUDGET PRIMITIF PRINCIPAL 2013
SECTION DE FONCTIONNEMENT (en euros)

DÉPENSES		RECETTES	
		013 Atténuations de charges	11 000
011 Charges à caractère général	115 970	70 Produits des services	104 412
012 Charges de personnel et frais assimilés	70 000	73 Impôts et taxes	123 416
014 Atténuation de produits	25 832	74 Dotations, subventions et participations	94 330
65 Autres charges de gestion courante	24 868	75 Autres produits de gestion courante	6 000
Total des dépenses de gestion courante	236 670	Total des recettes de gestion courante	339 158
66 Charges financières	8 600	76 Produits financiers	100
67 Charges exceptionnelles (675-676)	815	77 Produits exceptionnels	5 700
68 Dotations aux provisions semi-budgétaires	0		
Total des dépenses réelles de fonctionnement	246 085	Total des recettes réelles de fonctionnement	344 958
023 Virement à la section d'investissement	0		
042 Opérations d'ordre de transferts entre sections	0	042 Opérations d'ordre de transferts entre sections	0
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	0	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	0
D002 Résultat reporté	98 873	R002 Résultat reporté	0
TOTAL	344 958	TOTAL	344 958

SECTION D'INVESTISSEMENT (en euros)

DÉPENSES		RECETTES	
20 Immobilisations incorporelles	0	10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	9107
204 Subventions d'équipement	0	13 Subventions d'investissement reçues	8 041
21 Immobilisations corporelles	12005	16 Emprunts	0
22 Immobilisations reçues en affectation	0		
23 Immobilisations en cours	0		
Total des dépenses d'équipement	12 005	Total des recettes d'équipement	17 148
16 Remboursement d'emprunt	10 122	1068 Excédent de fonctionnement capitalisé	0
		165 Dépôts et cautionnements	73 500
		024 Produits de cessions d'immobilisations	0
Total des dépenses financières	10 122	Total des recettes financières	73 500
Total des dépenses réelles d'investissement	22 127	Total des recettes réelles d'investissement	90 648
		021 Virement de la section de fonctionnement	0
040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	0	040 Opérations d'ordre de transfert entre sections	0
041 Opérations patrimoniales	0	041 Opérations patrimoniales	0
Total des dépenses d'ordre d'investissement	0	Total des recettes d'ordre d'investissement	0
D001 Solde d'exécution négatif Reporté n-1	14 341 €		
TOTAL	36 468	TOTAL	90648

Article 3 : Le produit attendu de la fiscalité locale à inscrire au chapitre 73 « impôts et taxes », à l'article 7311 « contributions directes » peut être arrêté à la somme de 107 737 € au titre des impôts locaux correspondant au produit fiscal, à savoir 27,19 % pour la taxe d'habitation, 11,08 % pour la taxe foncière sur les propriétés bâties, 37,07 % pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties et 31,08 % pour le taux de CFE.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de Merviller, la trésorière de Baccarat-Badonviller sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Champagne-Ardenne, Lorraine et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 1er août 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET

Bureau du cabinet

Arrêté du 14 juin 2013 portant attribution de la médaille de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles - Promotion du 14 juillet 2013

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté du 14 mars 1957, instituant la médaille de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles,
VU l'arrêté du 16 février 1970 donnant délégation des pouvoirs aux préfets pour décerner cette distinction,
SUR proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet,

ARRETE

Article 1er : Au titre de l'année 2013, la médaille de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles est décernée aux personnes dont les noms suivent :

Médaille de bronze

- M. Michaël SIMONET
- M. Dany GINTZ
- M. Sébastien GUIOT
- M. Alexandre LINTZ
- M. Philippe URVOY
- M. Gérard GEGOUT

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.
Nancy, le 14 juin 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 28 juin 2013 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports - Promotion du 14 juillet 2013

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 83-1035 du 22 novembre 1983 portant modification du décret n° 69-942 du 14 octobre 1969 modifié, relatif aux caractéristiques et aux modalités d'attribution de la médaille de la jeunesse et des sports,
VU l'arrêté ministériel du 5 octobre 1987 fixant les modalités d'application des dispositions du décret n° 83-1035 du 22 novembre 1983 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports,
VU l'avis émis par la commission départementale de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports le 18 juin 2013,
VU l'instruction ministérielle du 19 septembre 2000 relative au nouveau contingent pour chacun des échelons de la médaille de la jeunesse et des sports à compter du 1er janvier 2001,
SUR proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet,

ARRETE

Article 1er : La médaille de bronze de la jeunesse et des sports est décernée aux personnes suivantes :

Monsieur Maurice NOWAKOWSKY
11 rue Georges Rolland
54910 VALLEROY
Monsieur René SAADA
17 rue de Lorraine 7 rue de la Moselle
54440 HERSERANGE
Monsieur Jean-Yves NICOLAS
3 rue Gaston Levy
54135 MEXY
Monsieur Didier ESCH
173 cité Saint Rosent
57780 ROSSELANGE
Monsieur Roger MUNIER
55 rue du Maréchal Foch
57140 WOIPPY
Monsieur Frédéric GIARDI
4 impasse du Bois de Châ
54400 HERSERANGE
Madame Bénédicte DIDRY
Les terrasses de Montaigu bât W
12 av. du Gal de Gaulle
54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE
Monsieur Jean-Paul CLERC
8 rue Chantereine
57120 ROMBAS
Monsieur Denis GALLOT
6 rue des Affouages
54520 LAXOU
Monsieur Michel HERTER
11 Cour des Cristalleries
54120 BACCARAT
Monsieur Jean FUNCK
229 rue du Régina Kricq
54200 PAGNEY-DERRIERE-BARINE

Monsieur Rodolphe VALENTINI
26 rue René Cassin
54190 VILLERUPT
Monsieur Nando LEVANTI
57390 AUDUN-LE-TICHE
Monsieur Jacky DUPUIS
15 rue de la Réole
54260 LONGUYON
Madame Laurence FRANCOIS
29 rue Jean Mermoz
54710 LUDRES
Monsieur Denis GENOT
2 rue Robespierre
54800 JARNY
Monsieur Christian TELLAROLI
45 avenue de la République
54800 JARNY
Monsieur Alexandre CORBET
12 rue Louis Barthou
54130 SAINT-MAX
Madame Marie-Anne LAMBERT
9 rue des Paturins
54280 SEICHAMPS
Monsieur Didier NOËL
49 rue de l'Abbaye
54136 BOUXIERES-AUX-DAMES
Madame Bernadette FETY
70 Cours des Cristalleries
54120 BACCARAT
Monsieur Philippe JOUVENEL
Bâtiment Lamartine c/25 rue du Pont Bernon
54200 TOUL

Article 2 : La sous-préfète, directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont copie sera adressée à la Ministre des Sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.

Nancy, le 28 juin 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 25 juillet 2013 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924 ;
VU le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour actes de courage et de dévouement ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
SUR proposition du directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La médaille de bronze pour actes de courage et de dévouement est décernée à :

- Mme Catherine FOX, gardien de la paix ;
- M. William PIERRON, gardien de la paix.

Le 15 juillet 2013, à Conflans-en-Jarnisy, une personne, suicidaire, a enjambé le parapet du pont SNCF puis posé un pied sur les câbles électriques. Les gardiens de la paix FOX et PIERRON, appelés sur les lieux, ont demandé à la victime de saisir leur TONFA afin qu'ils puissent la ramener en sécurité sur le pont. Tétanisé, sans force, l'homme est incapable de produire un effort. Devant l'urgence de la situation, les deux fonctionnaires n'ont pas hésité à enjamber le parapet et à rejoindre la victime sur les grilles de protection des câbles électriques des voies ferrées. Avec beaucoup de difficultés, ils parviennent à hisser le corps au dessus de la rambarde du pont. Leur courage, leur sang froid et leur grand professionnalisme ont permis de sauver cet homme.

Article 2 : Le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 25 juillet 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau de la citoyenneté

Arrêté du 19 août 2013 portant renouvellement d'habilitation dans le domaine funéraire à LONGWY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire ;

VU l'arrêté préfectoral d'habilitation dans le domaine funéraire délivré en date du 26 avril 2012 pour une durée d'un an, à M. Mathieu SERVAGI, gérant de la SARL « POMPES FUNEBRES SERVAGI NL » située au n° 11 rue de l'Abbé Friclot à LONGWY (54400) ;

VU la demande de renouvellement d'habilitation présentée par M. Mathieu SERVAGI ;

CONSIDÉRANT que le dossier présenté est complet ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'entreprise « POMPES FUNEBRES SERVAGI NL » est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière ;
- Le transport de corps après mise en bière ;
- L'organisation des obsèques ;
- Les soins de conservation par sous-traitance ;
- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires ;
- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil ;
- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire.

Article 2 : La présente habilitation est renouvelée pour un an.

Article 3 : Le numéro d'habilitation est le 2012-54-182.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Mathieu SERVAGI gérant de l'entreprise susvisée et dont une copie sera adressée aux :

- Sous-Préfet de BRIEY ;
- Maire de LONGWY ;
- Directeur de l'agence régionale de santé (Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle).

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 19 août 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

La présente décision administrative peut être contestée dans les conditions suivantes :

- recours gracieux adressé dans les 2 mois de sa notification au Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érnac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX.

- recours hiérarchique adressé dans les 2 mois de sa notification au Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.

NB: En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- recours contentieux adressé à la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX dans les mêmes délais ou dans les deux mois de la décision implicite ou explicite de rejet de l'éventuel recours gracieux ou hiérarchique.

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Moselle) du 2 août 2013 autorisant l'adhésion des communes de BETTAINVILLERS, FONTOY, KÉDANGE-SUR-CANNER, PUXIEUX, ROUSSY-LE-VILLAGE, SAINT-MARCEL, UCKANGE et VOLSTROFF au Syndicat Interdépartemental à Vocation Unique (SIVU) Fourrière du Joli-Bois de Moineville ainsi que le retrait des communes de CHESNIÈRES, CONS-LA-GRANDVILLE, HUSSIGNY-GODBRANGE et PLESNOIS de ce même syndicat

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le Préfet de la Région Lorraine,
Préfet de la Zone de Défense Est,
Préfet de la Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-18, L5211-19 et L5211-5 ;

VU le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté interpréfectoral des 27 octobre et 2 novembre 1987 autorisant la création du syndicat intercommunal à vocation unique du chenil de Serry ;

VU l'arrêté interpréfectoral des 16 mars et 3 avril 1992 autorisant la modification du titre de l'établissement en « Syndicat intercommunal à vocation unique du chenil du Joli Bois » ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 30 septembre 2008 autorisant la modification du titre de l'établissement en "Syndicat interdépartemental à vocation unique (SIVU) Fourrière du Joli-Bois de Moineville" ;

VU les délibérations des communes de Fontoy (23 septembre 2011), Kédange-sur-Canner (6 novembre 2011), Roussy-le-Village (17 juin 2011), Saint-Marcel (21 juillet 2011) et Volstroff (3 février 2011) demandant leur adhésion au SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville ;
VU la délibération de la commune d'Hussigny-Godbrange (14 septembre 2011) demandant son retrait du SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville ;
VU les délibérations du comité syndical du SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville en date du 15 décembre 2011 acceptant ces demandes ;
VU la lettre de notification aux communes membres du syndicat en date du 16 décembre 2011 ;
VU les délibérations des communes membres du syndicat telles que répertoriées dans un tableau joint en annexe 1 ;
VU les délibérations des communes de Puxieux (13 janvier 2012) et d'Uckange (8 février 2012) demandant leur adhésion au SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville ;
VU la délibération de la commune de Cons-la-Grandville (23 janvier 2012) et la délibération de la commune de Plesnois (9 février 2012) demandant leur retrait du SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville ;
VU les délibérations du comité syndical du SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville en date du 29 mars 2012 acceptant ces demandes ;
VU la lettre de notification aux communes membres du syndicat en date du 1er avril 2012 ;
VU les délibérations des communes membres du syndicat telles que répertoriées dans un tableau joint en annexe 2 ;
VU la délibération de la commune de Bettainvillers (2 octobre 2012) demandant son adhésion au SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville ;
VU la délibération de la commune de Chenières (3 décembre 2012) demandant son retrait du SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville ;
VU les délibérations du comité syndical du SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville en date du 13 décembre 2012 acceptant ces demandes ;
VU la lettre de notification aux communes membres du syndicat en date du 17 décembre 2012 ;
VU les délibérations des communes membres du syndicat telles que répertoriées dans un tableau joint en annexe 3 ;
VU les avis favorables de la sous-préfète de Briey en date du 11 juin 2012 et du 5 juin 2013 ;
VU les avis favorables du sous-préfet de Metz-Campagne en date du 26 mars 2012 ; 26 juillet 2012 et 25 mars 2013 ;
VU l'avis favorable du sous-préfet de Thionville en date du 14 juin 2013 ;
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5, L5211-18 et L 5211-19 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;
SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle ;

ARRESENT

Article 1er : L'adhésion des communes Bettainvillers (54), Fontoy (57), Kédange-sur-Canner (57), Puxieux (54), Roussy-le-Village (57), Saint-Marcel (54), Uckange (57) et Volstroff (57) au Syndicat interdépartemental à vocation unique (SIVU) Fourrière du Joli-Bois de Moineville est autorisée.

Article 2 : Les communes de Bettainvillers, Kédange-sur-Canner, Puxieux, Roussy-le-Village, Saint-Marcel et Volstroff sont représentées au sein du comité syndical, chacune, par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

Les communes de Fontoy et Uckange sont représentées au comité syndical, par deux délégués titulaires et un délégué suppléant.

Article 3 : Le retrait de la commune d'Hussigny-Godbrange (54) du SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville est autorisé.

La commune d'Hussigny-Godbrange est redevable au syndicat de la somme de 3427,20 € (trois mille quatre cent vingt-sept euros et vingt centimes).

Article 4 : Le retrait de la commune Cons-la-Grandville (54) du SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville est autorisé.

La commune de Cons-la-Grandville est redevable au syndicat de la somme de 690,30 € (six cent quatre-vingt-dix euros et trente centimes).

Article 5 : Le retrait de la commune de Plesnois (57) du SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville est autorisé.

La commune de Plesnois est redevable au syndicat de la somme de 945,18 Euros (neuf cent quarante-cinq euros et 18 centimes).

Article 6 : Le retrait de la commune Chenières (54) du SIVU Fourrière du Joli-Bois de Moineville est autorisé.

La commune de Chenières est redevable au syndicat de la somme de 675,80 € (six cent soixante-quinze euros et quatre-vingts centimes).

Article 7 : Les statuts du syndicat, modifiés en conséquence, resteront annexés au présent arrêté.

Article 8 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, les sous-préfets de Briey, Metz-Campagne et Thionville et le président du syndicat interdépartemental à vocation unique Fourrière du Joli-Bois de Moineville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et directeurs départementaux des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

Nancy, le 2 août 2013

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Le Préfet de la Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Olivier du CRAY

Les statuts du syndicat ainsi que les annexes récapitulatives des délibérations sont consultables en préfecture à la Direction de l'Action Locale - Bureau du contrôle de légalité de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités, à la sous-préfecture de Briey et au siège du syndicat.

Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Vosges) du 9 août 2013 autorisant l'extension des compétences de la communauté de communes du pays de Colombey et du Sud Toulinois à la gestion et l'entretien du gymnase sis chemin du Clesson à COLOMBEY-LES-BELLES à compter du 1er septembre 2013

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le Préfet des Vosges,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5214-1 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté interpréfectoral des 20 et 29 décembre 2000 autorisant la transformation du district de l'EPCI du pays de Colombey et du Sud Toulinois en communauté de communes dénommée « EPCI du pays de Colombey et du Sud Toulinois » ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 février 2011 portant changement de dénomination de la communauté de communes en « communauté de communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois » ;

VU la délibération du conseil de la communauté de communes du pays de Colombey et du Sud Toulinois du 14 novembre 2012 décidant de modifier ses statuts ;

VU la lettre de notification de cette délibération aux collectivités concernées en date du 26 novembre 2012 ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :

- Allain (14/12/12), Allamps (16/11/12), Aroffe (19/12/12), Bagneux (11/01/13), Barisey-au-Plain (14/12/12), Barisey-la-Côte (21/12/12),

Battigny (01/02/13), Beuvezin (13/02/13), Blénod-les-Toul (27/11/12), Colombey-les-Belles (30/12/12), Courcelles (01/02/13), Crépey (07/02/13), Dolcourt (13/12/12), Favières (14/11/12), Gémonville (14/12/12), Germiny (25/01/13), Gibeauville (06/12/12), Grimonville (17/12/12), Mont-L'Etrout (19/12/12), Mont-le-Vignoble (23/11/12), Moutrot (21/12/12), Ochey (18/12/12), Pulney (01/12/12), Selaincourt (18/12/12), Sexey-aux-Forges (21/12/12), Thuilley-aux-Groseilles (15/02/12), Tramont-Saint-André (30/11/12), Vandœuvre (21/12/12), Vannes-le-Châtel (01/02/13) et Vicherey (20/12/12) ;

VU les délibérations défavorables des conseils municipaux des communes de :

- Bulligny (18/12/12), Tramont-Lassus (27/12/12), Uruffe (07/12/12) ;

CONSIDÉRANT que l'absence de délibération, dans le délai de trois mois, des collectivités suivantes :

- Aboncourt, Crézilles, Férocourt, Gélaucourt, Saulxures-les-Vannes, Tramont-Émy, Villey-le-Sec, vaut avis favorable ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application des articles L 5211-17 et L 5211-5 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges ;

AR R E T E N T

Article 1er : Les compétences de la communauté de communes du pays de Colombey et du Sud Toulinois sont étendues à la gestion et l'entretien du gymnase sis chemin du Clesson à Colombey-les-Belles à compter du 1er septembre 2013.

Article 2 : Les nouveaux statuts de la communauté de communes du pays de Colombey et du Sud Toulinois sont approuvés.

Un exemplaire de ces statuts restera annexé au présent arrêté.

Article 3 : Les secrétaires généraux de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, les sous-préfets de Toul et Neufchâteau et le président de la communauté de communes du pays de Colombey et du Sud Toulinois, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et aux directeurs départementaux des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et des Vosges et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Nancy, le 9 août 2013

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Le Préfet des Vosges,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Vincent BERTON

Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la Direction de l'Action Locale - Bureau du contrôle de légalité de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités, à la sous-préfecture de Toul et au siège de la communauté de communes.

Arrêté interpréfectoral (Meurthe-et-Moselle/Vosges) du 9 août 2013 autorisant la transformation du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1er cycle dans le secteur de COLOMBEY-LES-BELLES en syndicat mixte à compter du 1er septembre 2013

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le Préfet des Vosges,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5214-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 1961 autorisant la création du syndicat intercommunal de ramassage et activités post et périscolaires de Colombey-les-Belles ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 mars 1966 portant changement de dénomination du syndicat en « syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1er cycle dans le secteur de Colombey-les-Belles », et autorisant la modification de l'article 8 des statuts ;

VU l'arrêté préfectoral de ce jour autorisant l'extension des compétences de la communauté de communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois à la gestion et l'entretien du gymnase sis chemin du Clesson à Colombey-les-Belles ;

CONSIDÉRANT que les communes de Allain, Allamps, Bagnex, Barisey-au-Plain, Barisey-la-Côte, Battigny, Colombey-les-Belles, Crépey, Dolcourt, Favières, Gélaucourt, Gémonville, Germiny, Gibeauville, Mont-L'Etrout, Saulxures-les-Vannes, Selaincourt, Thuilley-aux-Groseilles, Tramont-Émy, Tramont-Lassus, Tramont-Saint-André, Uruffe, Vandœuvre et Vannes-le-Châtel, membres de la communauté de communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois, adhèrent syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1er cycle dans le secteur de Colombey-les-Belles ;

CONSIDÉRANT que la communauté de communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois exerce la compétence « gestion et entretien du gymnase sis chemin du Clesson à Colombey-les-Belles », également dévolue au syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1er cycle dans le secteur de Colombey-les-Belles, et que le principe de substitution prévu au dernier alinéa de l'article L. 5214-21 du code général des collectivités territoriales s'applique ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges ;

AR R E T E N T

Article 1er : Le syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1er cycle dans le secteur de Colombey-les-Belles est transformé en syndicat mixte à compter du 1er septembre 2013.

Les statuts sont modifiés en conséquence.

Article 2 : La communauté de communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois se substitue aux communes d'Allain, Allamps, Bagnex, Barisey-au-Plain, Barisey-la-Côte, Battigny, Colombey-les-Belles, Crépey, Dolcourt, Favières, Gélaucourt, Gémonville, Germiny, Gibeauville, Mont-L'Etrout, Saulxures-les-Vannes, Selaincourt, Thuilley-aux-Groseilles, Tramont-Émy, Tramont-Lassus, Tramont-Saint-André, Uruffe, Vandœuvre et Vannes-le-Châtel au sein du comité syndical.

Article 3 : Le syndicat est composé des collectivités suivantes :

Communauté de communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois,

Communes d'Autreville, Harmonville, Punerot, Saulxerotte et Ruppes.

Article 4 : La communauté de communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois est représentée au sein du comité syndical par 48 délégués titulaires.

Article 5 : Les secrétaires généraux de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, les sous-préfets de Toul et Neufchâteau, le président du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1er cycle dans le secteur de Colombey-les-Belles et le président de la communauté de communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et aux directeurs départementaux des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et des Vosges et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Nancy, le 9 août 2013

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Le Préfet des Vosges,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Vincent BERTON

*Bureau des procédures environnementales***Arrêté du 19 juillet 2013 portant prescription du plan de prévention des risques technologiques du site de la Société Française Donges-Metz à LIMEY-REMENAUVILLE**

Le Ministre de la Défense,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 515.15 à L. 515.25 (partie législative) ;
VU le code de l'environnement, livre V.- titre I. relatif aux installations classées (partie réglementaire) et notamment les articles R. 515-39 à R. 515-50 (1) relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;
VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 211-1, L. 230-1 et L. 300.2 ;
VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L. 15-6 à L.15-8 ;
VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définie aux articles R. 511-9 et R. 511-10 du code de l'environnement ;
VU le décret n° 2013-4 du 2 janvier 2013 modifiant diverses dispositions du code de l'environnement en matière de prévention des risques ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril, 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du 24 février 1995 confiant l'exploitation du système d'oléoduc Donges-Melun-Metz à la Société Française Donges-Metz ;
VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation ;
VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
VU la circulaire interministérielle du 27 juillet 2005 relative au rôle des services de l'équipement dans les domaines de la prévention des risques technologiques et naturels ;
VU la circulaire du 10 mai 2010, récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de danger, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;
VU le rapport de l'inspection des installations classées de la défense en date du 26 novembre 2012, établi en application de la circulaire ministérielle du 10 mai 2010 proposant la liste des phénomènes dangereux à retenir pour le plan de prévention des risques technologiques en ce qui concerne le parc B de stockage de liquides inflammables de la Société Française Donges-Metz (SFDM) à Limey-Remenauville ;
VU l'étude de dangers de la Société Française du Donges Metz de décembre 2011 ;
VU l'avis du conseil municipal de la commune de Limey-Remenauville en date du 26 juin 2013 ;
ATTENDU que tout ou partie de la commune de Limey-Remenauville est susceptible d'être soumise aux effets de plusieurs phénomènes dangereux, générés par le parc B de stockage de liquides inflammables de la SFDM, établissement soumis à autorisation avec servitudes d'utilité publique (établissement classé << AS >>) au sens de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, induisant des effets thermiques et des effets de surpression n'ayant pu être écartés pour la maîtrise de l'urbanisation selon les critères en vigueur définis au niveau national ;
CONSIDERANT que le parc B de stockage de liquides inflammables de la SFDM de Limey-Remenauville appartient à la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;
CONSIDERANT la liste des phénomènes dangereux issus des études de dangers de cet établissement classé << AS >> et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

ARRETE**Article 1er** : Périmètre d'étude

L'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) est prescrite sur le territoire de la commune Limey-Remenauville. Le périmètre d'étude du PPRT est délimité par la carte figurant à l'annexe du présent arrêté.

Article 2 : Nature des risques pris en compte

Le territoire inclus dans le périmètre d'étude est susceptible d'être impacté par des effets thermiques et des effets de surpression.

Article 3 : Services instructeurs

L'équipe de projet interministérielle, composée de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle, du bureau des procédures environnementales de Meurthe et Moselle et de l'inspection des installations classées de la défense élabore le plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article premier.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle assurera la coordination administrative du projet.

Article 4 : Personnes et organismes associés

1. Conformément à l'article L. 515-22 du code de l'environnement, sont associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques :

- monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale ou son représentant ;
- monsieur le directeur du service départemental d'incendie et de secours ou son représentant ;
- monsieur le maire de la commune de Limey-Remenauville ou son représentant ;
- monsieur le directeur de la SFDM ou son représentant ;
- monsieur le délégué militaire départemental ou son représentant ;

2. Une réunion à laquelle participent les personnes et organismes visés au point 1 du présent article, est organisée dès le lancement de la procédure.

Le projet de plan est soumis, avant enquête publique, aux personnes et organismes associés. A défaut de réponse dans un délai de deux mois à compter de la saisine, leur avis est réputé favorable.

Article 5 : Évaluation environnementale

Par décision du préfet de département, autorité environnementale, le plan de prévention des risques technologiques peut faire l'objet d'une évaluation environnementale, au plus-tard avant sa mise en enquête publique, en application de la procédure "du cas par cas".

Article 6 : Modalités de concertation

1. Les documents d'élaboration du projet de PPRT sont adressés aux personnes associées par l'État, sous forme de bulletins d'information. La collectivité se charge de tenir à disposition du public ou de diffuser ces bulletins à la population. Des réunions publiques d'information sont organisées, en tant que de besoin, par l'État, à son initiative ou sur proposition des personnes associées.

Une rubrique dédiée au PPRT est créée sur le site Internet de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle. Elle propose des informations générales sur les PPRT, en lien avec le site du ministère de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie. Des informations spécifiques au PPRT du parc B de Limey-Remenauville y sont également disponibles.

2. Le bilan de la concertation est communiqué aux personnes et organismes associés, définis à l'article 4 du présent arrêté, et mis à disposition du public à la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et de la mairie de Limey-Remenauville.

Article 7 : Mesures de publicité

Un exemplaire du présent arrêté est notifié aux personnes et organismes associés définis dans l'article 4.

Il doit être affiché pendant un mois à la mairie de Limey-Remenauville.

Mention de cet affichage sera insérée, par les soins du préfet, dans un journal diffusé dans le département.

Il sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Il sera, en outre, publié au bulletin officiel des armées.

Article 8 : La cheffe de l'inspection des installations classées de la défense, le préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Paris, le 19 juillet 2013

Pour le Ministre de la Défense et par délégation,
L'Ingénieur en chef des Ponts, des Eaux et des Forêts,
Le sous directeur de l'immobilier et de l'environnement,
Stanislas PROUVOT

Arrêté du 31 juillet 2013 portant prescription du plan de prévention des risques technologiques du site du Service national des oléoducs interalliés à VILCEY-SUR-TREY

Le Ministre de la Défense,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 515.15 à L. 515.25 (partie législative) ;

VU le code de l'environnement, livre V.- titre 1. relatif aux installations classées (partie réglementaire) et notamment les articles R. 515-39 à R. 515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 211-1, L. 230-1 et L. 300.2 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L. 15-6 à L. 15-8 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définie aux articles R. 511-9 et R. 511-10 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2013-4 du 2 janvier 2013 modifiant diverses dispositions du code de l'environnement en matière de prévention des risques ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU la circulaire interministérielle du 27 juillet 2005 relative au rôle des services de l'équipement dans les domaines de la prévention des risques technologiques et naturels ;

VU la circulaire du 10 mai 2010, récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de danger, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la défense en date du 13 décembre 2012, établi en application de la circulaire ministérielle du 10 mai 2010 proposant la liste des phénomènes dangereux à retenir pour le plan de prévention des risques technologiques en ce qui concerne le dépôt de stockage de liquides inflammables du Service national des oléoducs interalliés (SNOL) à Vilcey-sur-Trey ;

VU l'étude de dangers déposée par le Service national des oléoducs interalliés en décembre 2012 ;

VU l'avis du conseil municipal de la commune de Vilcey-sur-Trey en date du 5 juillet 2013 ;

ATTENDU que tout ou partie de la commune de Vilcey-sur-Trey est susceptible d'être soumise aux effets de plusieurs phénomènes dangereux, générés par le dépôt de stockage de liquides inflammables du SNOL, établissement soumis à autorisation avec servitudes d'utilité publique (établissement classé << AS >>) au sens de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, induisant des effets thermiques et des effets de surpression n'ayant pu être écartés pour la maîtrise de l'urbanisation selon les critères en vigueur définis au niveau national ;

CONSIDÉRANT que le dépôt de stockage de liquides inflammables du SNOI de Vilcey-sur-Trey appartient à la liste prévue au paragraphe IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT la liste des phénomènes dangereux issus des études de dangers de cet établissement classé << AS >> et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

ARRETE**Article 1er : Périmètre d'étude**

L'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) est prescrite sur le territoire de la commune Vilcey-sur-Trey (Meurthe-et-Moselle).

Le périmètre d'étude du PPRT est délimité par la carte figurant en annexe du présent arrêté.

Article 2 : Nature des risques pris en compte

Le territoire inclus dans le périmètre d'étude est susceptible d'être impacté par des effets thermiques et des effets de surpression.

Article 3 : Services instructeurs

L'équipe de projet interministérielle, composée de la direction départementale des territoires de la Meurthe-et-Moselle, du bureau des procédures environnementales de la Meurthe-et-Moselle et de l'inspection des installations classées de la défense élabore le plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article premier.

Le préfet de la Meurthe et Moselle assurera la coordination administrative du projet.

Article 4 : Personnes et organismes associés

1. Conformément à l'article L. 515-22 du code de l'environnement, sont associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques :

- monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie départemental ou son représentant ;
- monsieur le directeur du service départemental d'incendie et de secours ou son représentant ;
- monsieur le maire de la commune de Vilcey-sur-Trey ou son représentant ;
- monsieur le directeur du SNOI ou son représentant ;
- monsieur le délégué militaire départemental ou son représentant.

2. Une réunion à laquelle participent les personnes et organismes visés au point 1 du présent article, est organisée dès le lancement de la procédure.

Le projet de plan est soumis, avant enquête publique, aux personnes et organismes associés. A défaut de réponse dans un délai de deux mois à compter de la saisine, leur avis est réputé favorable.

Article 5 : Évaluation environnementale

Par décision du préfet de département, autorité environnementale, le plan de prévention des risques technologiques peut faire l'objet d'une évaluation environnementale, au plus-tard avant sa mise en enquête publique, en application de la procédure "du cas par cas".

Article 6 : Modalités de concertation

1. Les documents d'élaboration du projet de PPRT sont adressés aux personnes associées par l'Etat, sous forme de bulletins d'information. La collectivité se charge de tenir à disposition du public ces bulletins ou de les diffuser à la population.

Des réunions publiques d'information sont organisées, en tant que de besoin, par l'Etat, à son initiative ou sur proposition des personnes associées.

Une rubrique dédiée au PPRT est créée sur le site Internet de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle. Elle propose des informations générales sur les PPRT, en lien avec le site du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie. Des informations spécifiques au PPRT du dépôt de stockage de liquides inflammables de Vilcey-sur-Trey y sont également disponibles.

2. Le bilan de la concertation est communiqué aux personnes et organismes associés, définis à l'article 4 du présent arrêté, et mis à disposition du public à la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et de la mairie de Vilcey-sur-Trey.

Article 7 : Mesures de publicité

Un exemplaire du présent arrêté est notifié aux personnes et organismes associés définis dans l'article 4.

Il doit être affiché pendant un mois à la mairie de Vilcey-sur-Trey.

Mention de cet affichage sera insérée, par les soins du préfet, dans un journal diffusé dans le département.

Il sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Il sera, en outre, publié au bulletin officiel des armées.

Article 8 : La cheffe de l'inspection des installations classées de la défense, le préfet de la Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des territoires de la Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Paris, le 31 juillet 2013

Pour le Ministre de la Défense et par délégation,
L'Ingénieur en chef des Ponts, des Eaux et des Forêts,
Sous-directeur de l'immobilier et de l'environnement,
Stanislas PROUVOT

Arrêté n° 54-2012-00119 du 2 août 2013 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant la demande d'autorisation de prélèvement d'eau dans la nappe des Grès du Trias Inférieur à partir du nouveau forage F2 sur la commune de VARANGEVILLE par le SIVOM du Val de Meurthe

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 241-6 et R. 123-1 à R. 123-27 ainsi que R. 214-1 à R. 214-56 ;
VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature définie au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement.

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhin-Meuse approuvé le 27 novembre 2009 ;

VU le rapport GEODERIS E2007/303DE-07EST7000 - Abandon du forage AEP de Varangéville (54)- Recommandations en vue d'éviter la dissolution de sel du Keuper inférieur par des remontées d'eau des GTI du 29 juin 2007 ;

VU le courrier d'accord émis le 17 octobre 2008 au dossier de déclaration concernant la réalisation du nouveau forage F2 ; VU le dossier de demande d'autorisation déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement le 1^{er} août 2012 par le SIVOM VAL DE MEURTHE représenté par son Président, Monsieur BINSINGER, enregistré sous le n° 54-2012-00119 et relatif à la demande d'autorisation du prélèvement d'eau du nouveau forage F2 sur la commune de Varangéville ;

VU le dossier jugé complet et régulier par le service police de l'eau le 14/01/2013 suite à une demande de complément ;

VU l'avis de l'autorité environnementale en date du 15 mars 2013 ;

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 8 avril 2013 au 10 mai 2013 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 6 juin 2013 ;

VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 25 juin 2013 ;

VU l'avis du CODERST en date du 11 juillet 2013 ;

CONSIDERANT

Que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

Que les risques d'effondrement/affaissement que pourrait engendrer une détérioration du forage F1 sur les travaux miniers de la mine de sel de Varangéville voisine ;

Que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

ARRETE

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1er : Volume maximum prélevé

Le SIVOM VAL DE MEURTHE représenté par son Président est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : **prélèvement d'eau sur le nouveau forage F2 situé sur la commune de VARANGEVILLE pour :**

- un volume annuel maximum de 1 500 000 m³/an,

- un débit maximal d'exploitation de 250 m³/h.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1° Supérieur ou égal à 200.000 m3/an (A) 2° Supérieur à 10.000 m3/an mais inférieur à 200.000 m3/an (D)	Autorisation

Article 2 : Caractéristiques des ouvrages de prélèvements

Date de réalisation : 2010

Situation : commune Varangéville, Section ZB – parcelle 314

Propriétaire de la parcelle : SIVOM du Val de Meurthe

Coordonnées géographiques (Lambert étendu) : X=892 067 m ; Y=2 411 977 m

N° d'identification nationale : 0230-7X-1019

Acquifère capté : Nappe des Grès du Trias Inférieur (GTI)

Caractéristique du forage : le forage a une profondeur de 593 m.

La tête de forage est abritée dans une chambre de pompage à géométrie carrée de largeur 4.5m*longueur 4.5m et d'une hauteur de 2.5 m de façon à rester au-dessus de la crue centennale de la Meurthe.

Le forage sera équipé d'une pompe immergée de débit unitaire 250 m³/h.

Population desservie : le nouveau forage F2 sera destiné à alimenter exclusivement les trois communes adhérentes au SIVOM Val de Meurthe : Saint-Nicolas-de-Port, Varangéville, Dombasle-sur-Meurthe soit 20 993 habitants.

Article 3 : Prescriptions spécifiques relatives au rebouchage du forage actuel F1 qui sert à l'alimentation en eau potable du SIVOM jusqu'à la mise en service du forage F2, objet de l'autorisation

1. Suivi analytique : au titre de la protection de la nappe souterraine, un suivi analytique renforcé sur l'eau brute sera mis en place sur le forage F1 à raison d'une analyse par mois, jusqu'à l'obturation du forage F1. Ce suivi analytique portera sur les teneurs en chlorure, en sodium et sur la conductivité.

2. Obturation du forage F1 : L'ancien forage F1 se trouvant à proximité des travaux souterrains de la mine de Varangéville, des précautions particulières devront être prises lors de son obturation, afin que soit évitée toute remontée future d'eau des grès du Trias Inférieur pouvant dissoudre le sel.

Ceci pour préserver la stabilité de l'ouvrage minier et prévenir toute pollution de la nappe des GTI par les chlorures.

Un diagnostic de cet ouvrage réalisé en 1999, a mis en évidence une mauvaise qualité de la cimentation du forage ainsi que des perforations des tubages intérieurs pouvant induire des circulations d'eau dans l'espace inter-annulaire voire annulaire.

Comme le préconise le rapport de Géodéris E2007/303DE-07EST7000 du 29 juin 2007 (voir pièce jointe), **un protocole de rebouchage** devra être élaboré après l'établissement d'un **diagnostic précis de l'état du forage**. Ce diagnostic devra notamment pouvoir localiser les fuites entre tubages, identifier et évaluer les circulations parasites, localiser et estimer les vides existants entre les différents tubages ainsi qu'entre le tubage extérieur et le terrain.

Le protocole devra être transmis au préfet de Meurthe-et-Moselle pour validation par les services de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, service prévention des risques, division risques miniers et sous sol, pôle exploitations minières et sous sol et de la Direction Départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle.

Ce protocole devra être élaboré dans un délai de 6 mois à compter de la prise du présent arrêté et **le rebouchage devra être effectif dans un délai de 6 mois** après validation du protocole.

Le service chargé de la police de l'eau est informé, au minimum 8 jours francs avant, la date de début des travaux.

Un mémoire, établi en 5 exemplaires, décrivant les travaux réalisés, sera transmis dans un délai de deux mois à l'issue de la fin des travaux.

Article 4 : Prescriptions spécifiques concernant la surveillance du nouveau forage F2

Le forage F2 fera l'objet d'une surveillance renforcée : deux ans après sa mise en service une inspection sera réalisée en vue de vérifier l'étanchéité de l'installation et l'absence de communication entre les eaux d'autres formations aquifères interceptées par l'ouvrage. Cette inspection portera notamment sur l'état de corrosion des matériaux tubulaires (cuvelage, tubage, ...).

Le pétitionnaire adresse au préfet, **dans les 3 mois suivant l'inspection**, le compte rendu de cette inspection. En fonction des résultats de cette inspection, la fréquence d'inspection (tous les 2 ans) pourra être maintenue ou modifiée.

Article 5 : Prescriptions générales relatives à certaines rubriques

Pour le prélèvement : le pétitionnaire devra respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature définie au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement, ci joint.

Pour le rebouchage de l'ancien forage : Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1.0 de la nomenclature définie au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement, ci-joint et notamment **la section 3 conditions de surveillance et d'abandon**.

Titre II : DISPOSITIONS GENERALES

Article 6 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, **avant sa réalisation** à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 7 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 8 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 9 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités

autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 10 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 11 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 12 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de MEURTHE-ET-MOSELLE.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune de :

- VARANGEVILLE

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies dont la liste est annexée au présent arrêté pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, ainsi qu'à la mairie de la commune de VARANGEVILLE.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 13 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 14 : Exécution – Diffusion

Le secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE, le directeur départemental des territoires de MEURTHE-ET-MOSELLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE et une copie sera tenue à la disposition du public dans la mairie de Varangéville.

Une copie de l'arrêté sera transmise au maire de la commune de Varangéville, à l'ARS, l'ONEMA, à la DREAL, service prévention des risques, division risques miniers et sous sol, pôle exploitations minières et sous sol et au Commandant du Groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 août 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

PJ : - étude Géodéris E2007/303DE-07EST7000 du 29 juin 2007 sur l'abandon du forage AEP de Varangéville ;

- l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature définie au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

- l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1.0 de la nomenclature définie au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

Arrêté du 8 août 2013 donnant acte à la Compagnie des salins du midi et des salines de l'est de sa déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de sel gemme et sources salées de Bosserville selon les plans et modalités produits à l'appui de sa déclaration et prescrivant des procédures complémentaires

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code minier, notamment ses articles 163-1 à 9 (ex 91) ;

VU le décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 modifié relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains, notamment son article 46;

VU l'arrêté ministériel du 8 septembre 2004 définissant les modalités techniques d'application de l'article 44 du décret n° 95-696 du 9 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines ;

VU l'acte du 27 février 1889 portant institution de la concession de mines de sel gemme et sources salées de BOSSERVILLE au profit de Messieurs Charles Désiré AUBRY, François Ignace SCHABAUER, Henri de HULSTER et Edmond COIGNET,

VU l'acte du 28 septembre 1959 portant mutation de la concession de mines de sel gemme et sources salées de BOSSERVILLE au profit de la société Salinière de Lorraine,

VU l'acte du 13 septembre 1968 portant mutation de la concession de mines de sel gemme et sources salées de BOSSERVILLE au profit de la Compagnie des Salins du Midi,

VU le décret du 16 juin 1999 portant mutation de la concession de mines de sel gemme et sources salées de BOSSERVILLE au profit de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est – CSME,

VU la demande de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est en date du 3 août 2012, enregistrée le 7 août 2012 en préfecture de Meurthe-et-Moselle, portant déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de sel gemme et sources salées de Bosserville, située dans le département de Meurthe-et-Moselle;

VU le rapport GEODERIS E2013/010DE-13LOR3401 du 24 janvier 2013 portant avis sur le dossier de déclaration d'arrêt définitif de travaux miniers liés à la concession de mines de sel gemme et sources salées de Bosserville;

VU le courrier du 20 mars 2013 de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est portant réponse à l'avis GEODERIS du 24 janvier 2013;
VU l'arrêté préfectoral du 22 mars 2013 prolongeant le délai pour statuer sur la demande ;
VU les résultats de la consultation réglementaire ;
VU l'avis en date du 10 juillet 2013 de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est sur le projet d'arrêté préfectoral prenant acte de la déclaration et prescrivant des mesures techniques complémentaires transmis par la DREAL Lorraine le 9 juillet 2013;
VU les rapport et avis de la DREAL Lorraine en date du 15 juillet 2013;
CONSIDERANT que les derniers travaux d'exploitation du sel dans la concession de mines de sel gemmes et de sources salées de Bosserville remontent à 1932, qu'aucune reprise de l'exploitation n'est envisagée par le titulaire du titre et que ce dernier se propose de renoncer à ladite concession;
CONSIDERANT que la procédure d'arrêt définitif de travaux miniers impose à l'exploitant d'exécuter, dans la mesure du possible, tous les travaux de mise en sécurité requis pour assurer l'arrêt de l'exploitation dans le respect des intérêts mentionnées à l'article L161-1 (ex 79) du code minier;
CONSIDERANT la nécessité de conserver l'information relative à la position des anciens sondages d'exploitation;
CONSIDERANT l'avis de GEODERIS sur le dossier de déclaration.
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Il est donné acte à la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est – CSME, dont le siège social est à LEVALLOIS-PERRET (92532) - 137 rue Victor Hugo, de la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de sel gemme et sources salées de Bosserville située dans le département de Meurthe-et-Moselle, sous réserve des dispositions complémentaires énoncées dans le présent arrêté.

Article 2 : La Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est procédera à l'exécution des mesures projetées par elle selon les modalités produites à l'appui de sa déclaration d'arrêt définitif de travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de sel gemme et sources salées de Bosserville.

La Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est fera connaître un mois à l'avance au préfet de Meurthe-et-Moselle la date prévue pour le démarrage effectif des travaux ainsi que leur durée prévisionnelle.

En outre, elle adressera au préfet de Meurthe-et-Moselle en trois (3) exemplaires, un mémoire descriptif des travaux réalisés. Ce mémoire précisera la nature, les moyens mis en oeuvre et les résultats obtenus. Il sera accompagné de plans, photos, coupes, illustrations et de toutes justifications sur la consistance des travaux réalisés.

Ces travaux devront être menés dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 : Mesures complémentaires :

Dans un délai d'un an à compter de la présente notification, la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est produira au préfet de Meurthe-et-Moselle, en cinq (5) exemplaires, plus un exemplaire par communes concernées:

un document positionnant l'emplacement des sondages d'exploitation, comportant:

les coordonnées dans le système de références géographiques et planimétriques (RGF93) des sondages,

les références cadastrales de la parcelle d'assise des sondages,

un plan cadastral (ou un extrait) sur lequel sont implantés les sondages.

un plan, sur base IGN25, à l'échelle minimale 1/5000ème, positionnant les zones d'aléa autour des sondages d'exploitation, avec indication du type et de la dimension de l'aléa retenu.

Article 4 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé des mines ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy, dans le délai de deux (2) mois à compter de sa notification.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département de Meurthe-et-Moselle. Il sera affiché dans les communes visées à l'article 6 selon les usages. L'accomplissement de cette formalité sera justifié par un certificat du maire.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de présent arrêté qui sera notifié à la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est et dont une copie sera adressée pour information à :

- MM. les Maires de Art-sur-Meurthe, Laneuveville-devant-Nancy et Saulxures-lès-Nancy,
 - M. le Directeur régional des Affaires culturelles,
 - M. le Général, commandant de la région Terre Nord-Est ;
 - M. le Directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle,
 - M. le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence régionale de Santé Lorraine
- Nancy, le 8 août 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Les annexes (plans) sont consultables à la préfecture, direction de l'action locale, bureau des procédures environnementales et à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Lorraine, service prévention des risques, division des risques miniers et sous-sol.

Arrêté du 8 août 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 10 mai 2012 donnant acte à la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville - SHFM - de la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer d'AMANCE et prescrivant des mesures complémentaires

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code minier ;

VU le décret n°2006-649 du 2 juin 2006 modifié relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains ;

VU l'arrêté du 8 septembre 2004 définissant les modalités techniques d'application de l'article 44 du décret n°95-696 du 9 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines;

VU le décret ministériel en date du 13 avril 1893 instituant la concession des mines de fer d'Amance au profit de la société anonyme de Vezin-Aulnoye ;

VU le décret ministériel en date du 28 décembre 1874 instituant la concession des mines de fer de Blanzey au profit des Sieurs de Bourges et Guyot ;

VU le décret ministériel en date du 24 novembre 1896 autorisant la fusion en une seule concession sous le nom d'Amance, des concessions d'Amance et de Blanzey au profit de la société anonyme de Vezin-Aulnoye ;

VU la vente en date du 29 octobre 1902 de la concession détenue par la société anonyme de Vezin-Aulnoye au profit de la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville ;

VU le dossier déposé le 2 mars 2011, complété le 31 mai 2011, par la Société des Hauts Fournaux de Maxéville, portant déclaration d'arrêt des travaux miniers de la concession d'Amance située sur le territoire du département de Meurthe-et-Moselle et dont la Société des Hauts Fournaux de Maxéville est titulaire ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2012 prorogeant le délai pour statuer sur la demande de la Société des Hauts Fournaux de Maxéville en vue de l'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation des installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer d'Amance ;

VU les résultats de la consultation réglementaire ;

VU le rapport et l'avis de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine en date du 17 avril 2012 ;

VU le courrier en date du 25 juin 2013 de la Société des Hauts Fournaux de Maxéville sollicitant un délai supplémentaire de six (6) mois pour réaliser les travaux de mise en sécurité de la galerie de Blanzey ;

VU l'avis de la DREAL Lorraine en date du 15 juillet 2013 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : A l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2012, les mots « dans un délai d'un an » sont remplacés par « dans un délai de dix-huit mois », le reste sans changement.

Article 2 : Le présent arrêté ne vaut qu'au titre de la police des mines et peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours administratif ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la Société des Hauts Fournaux de Maxéville, publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont copie est adressée pour information à :

- M. le Directeur régional des Affaires Culturelles ;
- M. le Général, commandant de la Région Terre Nord-Est ;
- M. le Directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle ;
- M. le Délégué territorial de l'Agence régionale de Santé ;
- Mme et MM. les Maires de Amance, Bouxières-aux-Chênes et Montenois.

Nancy, le 8 août 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 12 août 2013 autorisant l'occupation temporaire de parcelles privées à LESMENILS

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU la décision d'approbation ministérielle du 1er juillet 2013 ;

VU la lettre du 22 juillet 2013 par laquelle le Directeur interdépartemental des Routes de l'Est a demandé l'autorisation d'occuper temporairement des terrains privés pour la réalisation d'une piste de chantier ;

CONSIDÉRANT que les travaux publics précités sont nécessaires pour la réalisation des travaux d'extension de l'aire du Bois du Juré dans des conditions de sécurité renforcées pour les usagers ;

CONSIDÉRANT que les aménagements projetés présentent un caractère provisoire ; qu'il convient dans ces conditions d'accorder cette autorisation destinée à permettre l'exécution de travaux publics ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les agents et mandataires de la Direction Interdépartementale des Routes de l'Est (DIR Est) sont autorisés à pénétrer dans les propriétés privées situées sur le territoire de la commune de Lesmenils pour y occuper temporairement les parcelles qui sont désignées sur l'état et les plans parcellaires annexés au présent arrêté dans le cadre de la réalisation des travaux d'extension de l'aire du Bois du Juré.

Article 2 : Cette occupation temporaire est destinée à permettre la construction d'une piste de chantier, permettant l'exécution des travaux de l'extension de l'aire du Bois du Juré.

Elle est consentie pour une durée maximale de deux (2) ans étant observé que le présent arrêté sera périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans un délai de six (6) mois à compter de la date de signature du présent arrêté.

Article 3 : La notification du présent arrêté, complété par ses annexes, sera faite par les soins de M. le Maire de Lesmenils aux propriétaires intéressés ou autres ayants-droits sur les bans de la commune.

Article 4 : Après accomplissement de cette formalité et à défaut d'accord amiable, le Directeur Interdépartemental des Routes de l'Est engagera, dans les formes prévues par les articles 5 et suivants de la loi susvisée, la procédure tendant à la constatation de l'état des lieux avant occupation.

Article 5 : Les indemnités dues au titre de cette occupation seront à la charge de la Direction Interdépartementale des Routes de l'Est. A défaut d'accord amiable, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Nancy par la partie la plus diligente.

Article 6 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication dans le recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 7 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le Directeur Interdépartemental des Routes de l'Est et M. le Maire de LESMENILS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 12 août 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Arrêté N° 13.BI.20 du 20 août 2013 accordant délégation de signature à M. Jean-François RAFFY, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 6 juillet 2011 nommant M. Luc VILAIN en qualité de sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 4 janvier 2012 nommant M. Jean-François RAFFY secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 27 juin 2013 nommant M. Michel PROSIC sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;
SUR proposition du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation est donnée à M. Jean-François RAFFY, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer tous les arrêtés, décisions, circulaires, rapports, documents et correspondances relevant des attributions de l'État dans le département de Meurthe-et-Moselle, à l'exception des arrêtés de conflit.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François RAFFY, la délégation définie à l'article 1 de l'arrêté susvisé est dévolue dans les mêmes conditions à M. Michel PROSIC, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle et à M. Luc VILAIN, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle..

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement du préfet de Meurthe-et-Moselle, M. Jean-François RAFFY, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle assure la suppléance du préfet conformément aux dispositions de l'article 45 du décret du 29 avril 2004 susvisé.

Article 4 : L'arrêté n°12.BI.36 du 10 juillet 2012 accordant délégation de signature à M. Jean-François RAFFY, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et l'arrêté modificatif n°13.BI.16 du 1er juillet 2013 sont abrogés.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours à la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée aux sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, au directeur de cabinet, au sous-préfet chargé de mission, au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 20 août 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 13.BI.21 du 19 août 2013 accordant délégation de signature à M. François PROISY, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2010-783 du 8 juillet 2010 portant modifications diverses du code général des collectivités territoriales, notamment son article 5 ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 4 janvier 2012 nommant M. Jean-François RAFFY secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 8 février 2013 nommant M. Éric MEYNARD sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;

VU le décret du président de la République en date du 8 juillet 2013 nommant M. François PROISY sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est accordée, à compter du 19 août 2013, à M. François PROISY, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE

1) Octroi du concours de la force publique :

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière ;
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale.

2) Réquisition de logements ;

3) Police des débits de boissons :

- Décisions de sanctions administratives concernant :

- * les débits de boissons,

- * les établissements fixes ou mobiles de vente de boissons alcoolisées à emporter, ou d'aliments assemblés et préparés sur place, destinés à une remise immédiate au consommateur,

- * toutes correspondances relatives à ces procédures ;

- Autorisations d'ouverture tardive

4) Manifestations sportives sur la voie publique hors aériennes, aquatiques, équestres, à moteur, homologations de circuits et combats de boxe :

- refus et délivrance des arrêtés portant autorisation des épreuves sportives se déroulant sur la voie publique ouverte à la circulation publique dans la limite de l'arrondissement,

- refus et délivrance des récépissés pour les manifestations sportives ne comportant pas de caractère compétitif, se déroulant sur la voie publique ouverte à la circulation publique dans la limite de l'arrondissement.

5) Police funéraire :

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur ;
- autorisation de transport de corps en territoire étranger (laissez-passer ou arrêté en fonction du pays de destination).

6) Professions et activités réglementées :

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers ;
- autorisation des ventes en liquidation (code de commerce, articles L310-1 à L. 310-7) ;
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (article R.321-1 et suivants du Code pénal) ;
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

7) Police des armes :

- attestation de délivrance initiale des permis de chasser en vue de l'obtention d'un duplicata délivré par l'office national de la chasse et de la faune sauvage.
- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap.

II - ÉTAT CIVIL ET ASSOCIATIONS

1) Laissez-passer pour les enfants français de moins de quinze ans ;

2) Associations loi 1901 (récépissés de création, modification et dissolution).

III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

1) Délivrance des titres de permis de conduire aux candidats admis aux examens

2) Délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul

3) Arrêtés concernant la commission médicale pour l'arrondissement de BRIEY et mesures administratives consécutives à un examen médical

4) Suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route.

5) Signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route.

IV - ÉLECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES

1) Affaires électorales :

- créations ou suppressions de bureaux de vote ;
- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral) ;
- fixation des dates limites :
 - * du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande ;
 - * de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale ;
 - * de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche.

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints.

3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de BRIEY.

4) Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales ;
- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune.

5) Intercommunalité :

- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement ;
- autres modifications statutaires desdits EPCI ;
- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement ;
- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements ;
- acceptation des démissions de vice-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement.

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales ;

2) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation ;
- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif.

3) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation ;
- mandatement d'office des dépenses obligatoires conformément à l'article L.1612-16 du code général des collectivités territoriales.

4) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes.

5) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.**VI - AFFAIRES FONCIÈRES ET URBANISME**

Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

VII - ENVIRONNEMENT

1) Police des forêts :

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier) ;
- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes ;
- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier) ;
- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12) ;
- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du code rural).

2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et de la loi sur l'eau.

VIII - SUBVENTIONS D'ÉTAT ET FONDS EUROPÉENS

1) Accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :

- des fonds structurels européens ;
- des subventions d'Etat ;

- de subventions de la convention après-mines du contrat de plan État – Région.
- 2) Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR).

IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis.
- 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement.
- 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation).
- 4) Signature au nom de l'État des contrats éducatifs locaux.
- 5) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées.

Article 2 : Délégation de signature est accordée, dans le cadre des permanences des samedis, dimanches, jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle de la préfecture, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. François PROISY, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique) ;
- les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et les établissements hospitaliers ;
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire ;
- la signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route ;
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence ;
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001) ;
- toutes décisions en matière de mesures d'éloignement en application du livre V du CESEDA (code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) ;
- les décisions portant :
 - * refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour ;
 - * retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour ;
- les décisions portant mesure d'opposition à sortie du territoire d'un mineur.

Article 3 : Délégation est accordée à M. François PROISY, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de BRIEY pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de BRIEY pour l'accessibilité aux personnes handicapées. En cas d'absence ou d'empêchement de M. François PROISY, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, cette présidence est assurée par M. Olivier BECKER, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Annie LAVAUX, attachée, chef du du bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales et à M. Jean-Pierre DUPRÉ, attaché, adjoint au chef du bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales.

Article 4 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de la sous-préfecture de BRIEY, délégation de signature est donnée à M. François PROISY, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marchés,
- la constatation du service fait,
- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

Article 5 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,
- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général.

Article 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. François PROISY, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, délégation de signature est accordée à M. Olivier BECKER, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY, pour toutes les matières énumérées à l'article 1er :

- paragraphe I sauf alinéas 1 et 2,
- paragraphe II,
- paragraphe III sauf alinéas 5 et 6,
- paragraphe V sauf alinéas 1, 4 et 5,
- paragraphes VI, VII, VIII et IX.

Délégation de signature permanente est également accordée à M. Olivier BECKER pour signer tous documents relatifs aux matières énumérées à l'article 4.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier BECKER, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY, délégation de signature est accordée à Mme Annie LAVAUX, attachée, chef du du bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales, à M. Jean-Pierre DUPRÉ, attaché, adjoint au chef du bureau des réglementations et des relations avec les collectivités locales et à M. Marc CIRELLI, attaché, chef du bureau du pilotage des actions interministérielles, à l'effet de signer les matières déléguées à M. Olivier BECKER.

Article 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. François PROISY, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY sont exercées par M. Jean-François RAFFY, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ; en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. François PROISY et de M. RAFFY, la suppléance de M. François PROISY est assurée par M. Éric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL.

Article 8 : L'arrêté n°13.BI.11 du 7 juin 2013 chargeant M. Jean-François RAFFY, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, d'assurer l'intérim des fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY à compter du 10 juin 2013, est abrogé à compter du 19 août 2013.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. François PROISY, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de l'arrondissement de BRIEY et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 19 août 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 13.BI.22 du 20 août 2013 accordant délégation de signature à M. Luc VILAIN, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 6 juillet 2011 nommant M. Luc VILAIN en qualité de sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 4 janvier 2012 nommant M. Jean-François RAFFY secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 27 juin 2013 nommant M. Michel PROSIC sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est accordée à M. Luc VILAIN, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer les actes et décisions afférents au développement économique, aux relations économiques avec les entreprises, au suivi de la situation de l'emploi, ainsi qu'aux mesures de soutien à l'activité économique et à l'emploi.

Article 2 : Délégation de signature est accordée à M. Luc VILAIN, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer, pour l'ensemble du département, toutes correspondances et décisions en matière d'aménagement du territoire, d'animation de l'espace rural, de présence des services publics en milieu rural et à l'instruction des dossiers consécutifs à ces missions.

Article 3 : M. Luc VILAIN, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet, est chargé d'assurer la suppléance du préfet de Meurthe-et-Moselle à la commission départementale d'aménagement commercial.

Article 4 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches, jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle de la préfecture à M. Luc VILAIN sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation complète sans consentement pour soins psychiatriques (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du code de la santé publique) ;
- les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et les établissements hospitaliers ;
- les arrêtés de suspension administrative des permis de conduire ;
- la signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route ;
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),
- toutes décisions en matière de mesure d'éloignement en application du livre V du CESEDA (code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile),
- les décisions portant :
 - * refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour
 - * retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Luc VILAIN, les délégations qui lui sont consenties dans cet arrêté sont exercées par M. Jean-François RAFFY, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de MM. VILAIN et RAFFY, délégation est donnée à M. Michel PROSIC sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de la résidence du sous-préfet chargé de mission, délégation de signature est donnée à M. Luc VILAIN en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les factures,
- la constatation du service fait.

Article 6 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature du préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
 - aux ministres,
 - aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
 - au président du Conseil Général,
 - au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 7 : L'arrêté n°12.BI.32 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à M. Luc VILAIN, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, et l'arrêté n°12.BI.42 du 21 août 2012 accordant délégation de suppléance à M. Luc VILAIN, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, sont abrogés.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Luc VILAIN, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au sous-préfet, directeur de cabinet, au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 20 août 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 20 août 2013 portant organisation des services de la préfecture

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
VU la loi 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de l'État ;
 VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités publiques ;
 VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
 VU l'arrêté préfectoral du 11 juin 2012 portant organisation des services de la préfecture, modifié par arrêté du 31 mai 2013 ;
 VU l'avis du comité technique réuni le 24 juin 2013 ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : A compter du 1er septembre 2013, les services de la préfecture sont organisés comme suit :

A. Le cabinet :

Quatre bureaux ainsi que le service du garage sont placés sous l'autorité du directeur de cabinet :

1) Le bureau du cabinet a pour attributions :

- Préparation des déplacements ministériels,
- Protocole,
- Préparation des dossiers et des discours du préfet,
- Dossier territorial et notices biographiques,
- Synthèse hebdomadaire,
- Élections : saisie des résultats dans l'application, analyse politique, mise à jour du répertoire national des élus,
- Médailles et distinctions honorifiques, honorariat des maires et adjoints,
- Interventions des parlementaires et des élus,
- Interventions de la Présidence de la République, des ministères et des particuliers.

2) Le bureau de la prévention et de la sécurité a pour attributions :

- Pilotage des politiques de sécurité publique (relations avec les services de police et gendarmerie, état-major de sécurité.....),
- Ordre public (manifestations, gens du voyage, interdictions administratives de stade, forces mobiles, demande d'escortes, suivi des mesures de soins psychiatriques...),
- Secrétariat des instances paritaires de la police nationale,
- Suivi des affaires immobilières de la police nationale,
- Prévention de la délinquance (fonds interministériel de prévention de la délinquance, participation aux conseils intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance, groupements locaux de traitement de la délinquance),
- Financement de la vidéo-protection,
- Prévention des dérives sectaires,
- Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (M.I.L.D.T.),
- Comité local de lutte contre la fraude (C.O.D.A.F.).

3) Le bureau des polices administratives a pour attributions :

- Détention d'armes,
- Agrément de gardes particuliers,
- Agrément des armuriers,
- Professions réglementées relatives aux sociétés de gardiennage, aux agents de sécurité et de recherches privées hors délivrance des autorisations d'entrée en formation, de carte professionnelle et d'agréments,
- Autorisation des manifestations sportives sur la voie publique ainsi que des manifestations aériennes et nautiques,
- Débits de boissons,
- Vidéo protection.

4) Le service interministériel de défense et de protection civile a pour attributions :

- Dispositif ORSEC départemental : dispositions générales et spécifiques dont les plans particuliers d'intervention (P.P.I.), plan gestion crise routière, plan Grand Froid, grippe, ...
- Annuaire d'urgence,
- Gestion de crise : fonctionnement du C.O.D.,
- Catastrophes naturelles,
- Réseau national d'alerte, système d'alerte et d'information des populations (S.A.I.P),
- Prévention des risques : établissements recevant du public, dossier départemental sur les risques majeurs (D.D.R.M.), information des acquéreurs et des locataires (I.A.L.),
- Défense civile : plan Vigipirate, point d'importance vitale (P.I.V), habilitations,
- Déminage, explosifs,
- Secourisme.

5) Le service du garage est chargé de la conduite et de l'entretien des véhicules.

B. Le service interministériel de la communication :

Placé sous l'autorité directe du préfet, il a pour attributions :

- Communication interministérielle,
- Communication de crise,
- Relations presse; rédaction des projets de communiqués de presse,
- Publications,
- Intranet - Internet – Réseaux sociaux,
- Cellule multimédia.

Trois directions sont placées sous l'autorité du secrétaire général de la préfecture :

C. La direction de l'action locale (D.A.L.) :

Trois bureaux sont placés sous l'autorité du directeur de l'action locale :

1) Le bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales (DAL 1) a pour attributions :

- Contrôle budgétaire des collectivités locales, de leurs groupements et des établissements publics,
- Concours financiers de l'État et subventions aux collectivités et autres bénéficiaires (D.G.F., D.G.D. département, F.C.T.V.A., D.E.T.R., fonds européens, F.N.A.D.T.,...),
- Conseil aux collectivités dans les domaines budgétaires et financiers,
- Appui aux sous-préfets d'arrondissement dans leur mission de conseil aux élus en matière budgétaire et financière.

2) Le bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités (DAL 2) a pour attributions :

- Contrôle de légalité pour l'ensemble des collectivités locales, de leurs groupements et établissements publics (y compris contrôle des autorisations d'occupation du sol),
- Intercommunalité (mise en œuvre du volet intercommunalité de la loi du 16 décembre 2010 modifiée de réforme des collectivités territoriales, secrétariat de la commission départementale de coopération intercommunale, fonctionnement des collectivités),
- Conseil aux collectivités dans les domaines relevant du contrôle de légalité,

- Appui aux sous-préfets d'arrondissement dans leur mission de conseil aux élus en matière de contrôle de légalité et d'intercommunalité.
- Secrétariat du comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics (C.C.I.R.A.),

3) Le bureau des procédures environnementales (DAL 3) a pour attributions :

- Instruction des procédures d'utilité publique : expropriation pour cause d'utilité publique - autorisation de pénétrer et d'occuper temporairement une propriété privée,
- Organisation de l'ensemble des enquêtes publiques relevant de la compétence du préfet, dont notamment les demandes d'autorisation au titre de la loi sur l'eau, la protection des captages d'eau destinées à la consommation humaine, les autorisations "I.C.P.E.", les déclarations d'utilité publique, les permis de construire nécessitant la réalisation d'une étude d'impact,...
- Application du code minier : ouverture et arrêt de travaux miniers - police des mines - porté à connaissance des aléas miniers,
- Procédures relatives aux canalisations de gaz et lignes électriques : déclaration d'utilité publique et servitude d'utilité publique,
- Instruction des demandes d'agrément au titre de la protection de l'environnement et d'habilitation formulées par les associations,
- Instruction et suivi des dossiers "Installations Classées pour la Protection de l'Environnement" (déclaration, enregistrement et autorisation),
- Pilotage des procédures d'élaboration des Plans de Prévention des Risques Technologiques (P.P.R.T.),
- Instruction et délivrance de divers agréments au bénéfice de sociétés privées : destruction de véhicules hors d'usage (V.H.U.) - négoce, courtage et transports de déchets - collecteurs de pneumatiques usagés - collecteurs d'huiles usagées,
- Secrétariat des commissions administratives relatives à l'environnement : CODERST - Commission Départementale Nature, Paysage et Sites (C.D.N.P.S.) - Commission d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur - Commission de Suivi de Sites (C.S.S.) - Comité d'information et de concertation sur les risques miniers dans le bassins ferrifère de Nancy - Comité d'information et de concertation sur les risques miniers dans le bassin salifère de Nancy,
- Appui aux sous-préfets d'arrondissement dans leur mission de conseil aux élus en matière de procédures environnementales et de coordination interministérielle.

D. La direction des libertés publiques (D.L.P.) :

Un service de l'immigration et de l'intégration composé de trois bureaux, ainsi que deux autres bureaux et le service de pré-accueil du public sont placés sous l'autorité du directeur des libertés publiques.

1) Le bureau de la citoyenneté (DLP 1) a pour attributions :

- Correspondant label Marianne et fraude documentaire
- **Section identité :**
 - Cartes nationales d'identité,
 - Passeports,
 - Livrets de circulation pour les gens du voyage,
 - Récépissé de déclaration de revendeurs d'objets mobiliers.
- **Section élections :**
 - Organisation des élections politiques et professionnelles et gestion des crédits afférents,
 - Mise à jour des conseillers municipaux,
 - Jury d'assises,
 - Syndicats professionnels,
 - Cartes d'identité des maires.
- **Section activités réglementées :**
 - Associations (loi 1901, associations reconnues d'utilité publique, associations syndicales libres), congrégations, fondations, dons et legs,
 - Déclaration d'option pour les obligations militaires des binationaux,
 - Agents immobiliers, déclaration d'ouverture de succursales ou d'établissements secondaires,
 - Attestations négociateurs immobiliers,
 - Réglementation funéraire (habilitations des opérateurs funéraires - rapatriement de transport de corps et d'urnes), dérogation au délai légal d'inhumation ou de crémation, jury funéraire, chambres funéraires et crématoriums,
 - Liquidation des stocks,
 - Tourisme (titre et classement des offices du tourisme, des communes touristiques et des guides interprètes), carte de guide-conférencier, carte de voiture de tourisme avec chauffeur,
 - Hippodromes (ouverture annuelle, agrément des commissions de courses),
 - Quêtes sur la voie publique,
 - Loteries, lotos, tombolas,
 - Déclaration des foires et salons,
 - Autorisation de circulation des trains touristiques.

2) Le bureau des usagers de la route (DLP 2) a pour attributions :

- Correspondant label Marianne et fraude documentaire
- Régie de recettes
- **Section S.I.V. :**
 - Immatriculation des véhicules neufs, occasions et véhicules importés,
 - Enregistrement des cessions,
 - Agrément et habilitation des professionnels de l'automobile pour immatriculer,
 - Enregistrement des lots de cartes d'immatriculations établies par les professionnels de l'automobile,
 - Contrôle des procédures d'immatriculations des professionnels de l'automobile,
 - Établissement des cartes W garage,
 - Inscription et radiation de gage,
 - Opposition d'huissier et réponse aux demandes des administrations (police, D.D.F.I.P., etc...),
 - Procédure de destruction des véhicules hors d'usage.
- **Section permis de conduire :**
 - Délivrance des permis de conduire et mise en œuvre du projet FAETON et des titres sécurisés,
 - Échange des permis étrangers,
 - Arrêtés de suspension des permis,
 - Enregistrement des points suite aux stages de récupération,
 - Relevé d'informations sur le permis à points,
 - Annulation des permis de conduire,
 - Enregistrement des décisions judiciaires en matière d'infractions,
 - Secrétariat de la commission départementale médicale et agrément des médecins chargés du contrôle de l'aptitude médicale à la conduite,
 - Agrément des centres de sensibilisation à la sécurité routière et centres psychotechniques,
 - Enregistrement des dossiers d'auto école pour les candidats au permis de conduire,
 - Agrément des gardiens de fourrières et suivi de l'activité de service public fourrière,

- Agrément des centres de contrôles automobile,
- Contentieux des permis de conduire.
- **Section réglementation générale :**
 - Organisation des réunions de la commission départementale des taxis,
 - Organisation des examens de conducteur de taxis,
 - Délivrance des nouvelles cartes professionnelles ,
 - Relations avec la profession des conducteurs de taxis et les mairies pour les autorisations de stationnement de taxis,
 - Procédure et suivi de la délégation de service public pour le dépannage sur autoroute et voies rapides non concédées.

3) Le service de l'immigration et de l'intégration (SII) a pour attributions :

- Référent départemental fraude documentaire
- Correspondant label Marianne
- Formation continue / organisation et mise en œuvre du tutorat / veille juridique
- Le bureau « Plate-forme régionale de naturalisation de Lorraine » (SII - 1) a pour attributions :**
 - Réception et traitement des demandes de naturalisations par décret et par mariage,
 - Relation avec les préfets et secrétaires généraux de département et correspondant de la sous-direction de l'accès à la nationalité française pour l'ensemble de la région,
 - Organisation des commissions citoyenne d'assimilation,
 - Organisation des cérémonies de naturalisation pour les nouveaux français ayant leur domicile dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Le bureau du séjour (SII - 2) a pour attributions :

- Réception et traitement des demandes de titre de séjour à caractère familial,
- Réception et traitement des demandes de titre de séjour à titre professionnel,
- Traitement des demandes d'admission exceptionnelle au séjour.

Le bureau de l'asile - éloignement (SII - 3) a pour attributions :

- Asile,
- Éloignement du territoire,
- Contentieux spécifiques.

E. La direction de la coordination interministérielle et des moyens (D.C.I.M.) :

Trois bureaux sont placés sous l'autorité du directeur de la coordination interministérielle et des moyens.

1) Le bureau de l'interministérialité (DCIM 1) a pour attributions :

- Coordination avec la préfecture de région (préparation des pré CAR et CAR).
- Coordination des services de l'État dans le département, notamment :
 - réunion des chefs de services (collèges plénier et restreint, réunions bilatérales...),
 - délégations de signature,
 - suivi des documents mis en signature.
- Politique immobilière de l'État dans le département, notamment :
 - S.P.S.I.,
 - gestion du B.O.P. 723 - Ré.A.T.E.,
 - gestion du B.O.P. 309,
 - cité administrative de Nancy (conseil de cité, gestion du B.O.P. 723-C.I.P.I.),
 - enregistrement des actes liés à l'immobilier de l'État.
- Affaires économiques :
 - secrétariat de la C.D.A.C.,
 - cellule de veille économique et suivi de la mise en œuvre des politiques publiques en matière d'emploi et d'économie,
- Affaires culturelles (en lien avec le S.T.A.P., la D.R.A.C. et le S.G.A.R.).

2) Le bureau de la logistique et des finances (DCIM 2) a pour attributions :

Section finances et courrier :

- La plate-forme CHORUS (jusqu'à la date du 31 décembre 2013)
- La coordination du contrôle interne comptable
- La gestion du B.O.P. 307 et du B.O.P. 333 (action 2)
- Les relations avec le service des achats de l'État (S.A.E.) et la passation des marchés publics
- La tenue des inventaires des services administratifs et des résidences du corps préfectoral
- Le suivi et l'alimentation du stock des fournitures informatiques et de papier
- La mise en œuvre des recommandations « État exemplaire » et la recherche de la mutualisation des moyens inter services
- La cellule « courrier »
- La tenue du recueil des actes administratifs
- Le bureau est correspondant RE-FX (suivi immobilier dans l'application CHORUS).

Section logistique et reprographie :

Elle regroupe l'ensemble des fonctions soutien à l'exclusion de celles relevant du S.I.D.S.I.C., soit :

- Le service intérieur
- La reprographie

3) Le bureau des ressources humaines et de l'action sociale (DCIM 3) a pour attributions :

Section ressources humaines :

- Gestion du personnel,
- Budget des rémunérations,
- Gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences,
- Formation.

Section interministérielle d'action sociale :

- Gestion des prestations d'action sociale,
- Logement des fonctionnaires,
- Secrétariat du médecin de prévention.

F. Trois services sont placés sous l'autorité directe du secrétaire général de la préfecture :

1) Le contrôle de gestion et le contrôle qualité

2) Le pôle juridique interministériel :

- Expertise et conseil juridique pour les services de la préfecture et les services déconcentrés de l'État,
- Rédaction des mémoires contentieux en matière de contentieux étrangers (hors procédure d'éloignement),
- Veille juridique.

3) Le service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication (S.I.D.S.I.C.)

Ce service interministériel départemental est chargé d'assurer, pour le compte des ministères dans le périmètre REATE, le bon

fonctionnement des systèmes d'information des directions départementales interministérielles et de la préfecture.

Il exerce l'ensemble des précédentes attributions du service départemental des systèmes d'information et de communication (S.D.S.I.C.) :

- Permanence des liaisons gouvernementales,
- Analyse et développement des projets applicatifs locaux,
- Gestion technique des matériels et réseaux,
- Gestion administrative des matériels et logiciels,
- Standard téléphonique.

Article 2 : L'arrêté préfectoral du 11 juin 2012 portant organisation des services de la préfecture et l'arrêté préfectoral modificatif du 31 mai 2013 sont abrogés.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, les directeurs, les chefs de bureaux et de services sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Il en sera adressé copie au directeur départemental des finances publiques, au directeur académique des services de l'Éducation Nationale de Meurthe-et-Moselle, aux directeurs départementaux interministériels et aux chefs des services déconcentrés de l'État.

Nancy, le 20 août 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Extrait de décision du 20 août 2013 de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle

Réunie le 20 août 2013, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle a décidé d'accorder à la société SCI RDS l'autorisation de procéder à l'extension d'un ensemble commercial par la création d'un magasin spécialisé en meubles décoration électroménager exploité sous l'enseigne But et disposant de 4000 m² de surface de vente à Houdemont.

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de Houdemont.

Nancy, le 20 août 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet chargé de mission,
Luc VILAIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG

Centre de Détention d'ECROUVES - Décision du 11 juin 2013 portant délégations de signature pour des décisions administratives individuelles

Monsieur Alexandre BOUQUET, Directeur du Centre de Détention d'ECROUVES,

VU le code de procédure pénale, notamment son article R57-6-24 ;

VU l'article 7 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 ;

VU l'article 30 du décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 ;

VU l'arrêté du ministre de la justice en date du 27 février 2013 nommant Monsieur Alexandre BOUQUET en qualité de chef d'établissement du Centre de détention d'ECROUVES ;

DECIDE

Article 1er : Délégation permanente est donnée à Madame Katia SIRE-GELIS, Directrice des services pénitentiaires, adjointe au chef d'établissement, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à Monsieur DEMANGE Damien, Lieutenant pénitentiaire, chef de détention, aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 3 : Délégation permanente est donnée à Messieurs les officiers suivants :

- GUYOT Jean-Marc, lieutenant pénitentiaire
- FAZLIC Jasminko, lieutenant pénitentiaire
- LESUEUR Pascale, lieutenant pénitentiaire

aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 4 : Délégation permanente est donnée à Messieurs les personnels d'encadrement suivants :

- CAPITAN Yannick, 1er surveillant
- GUYOT Jean Pierre, major
- LECOLIER Philippe, major
- MARCHAL Emmanuel, 1er surveillant
- NOUE Pascal, 1er surveillant
- PIERSON Robert, 1er surveillant
- RIQUELME Didier, 1er surveillant
- ROUERS Marc, 1er surveillant
- ROUSSY Jean Claude, 1er surveillant

aux fins de signer au nom du chef d'établissement, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Ecrouves, le 11 juin 2013

Le Directeur,
Alexandre BOUQUET

Le Chef d'établissement du Centre de Détention d'ECROUVES donne délégation de signature, en application du code de procédure pénale (R.57-6-24 ; R.57-7-5) aux personnes désignées et pour les décisions ci-dessous :

Décisions administratives individuelles	Sources : code de procédure pénale	Directrice Adjointe	Chef de Détention	Officiers	Majors et premiers surveillants
Présidence et désignation des membres de la CPU	D.90	X	X		
Mesures d'affectation des personnes détenues en cellule	R. 57-6-24	X	X	X	X
Affectation des personnes détenues malades dans des cellules situées à proximité de l'UCSA	D. 370	X	X	X	

Désignation des personnes détenues autorisées à participer à des activités	D. 446	X	X	X	
Destination à donner aux aménagements faits par une personne détenue dans sa cellule, en cas de changement de cellule, de transfert ou de libération	D. 449	X	X	X	
Demande de modification du régime d'une personne détenue, de transfèrement ou d'une mesure de grâce	D. 254	X	X	X	
Décision en cas de recours gracieux des personnes détenues, requêtes ou plaintes	D. 259	X	X		
Usage des armes	D. 267	X			
Retrait à une personne détenue pour des raisons de sécurité, de médicaments, matériels et appareillages médicaux lui appartenant et pouvant permettre un suicide, une agression ou une évasion	D. 273	X	X		
Interdiction pour une personne détenue de participer aux activités sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité	D. 459-3	X	X	X	X
Décision de procéder à la fouille des personnes détenues	R. 57-7-79	X	X	X	
Demande d'investigation corporelle interne adressée au procureur de la République	R. 57-7-82	X			
Emploi des moyens de contrainte à l'encontre d'une personne détenue	D. 283-3	X	X	X	X
Placement à titre préventif en cellule disciplinaire ainsi qu'en cellule de confinement	R.57-7-18	X	X	X	X
Suspension à titre préventif de l'activité professionnelle	R.57-7-22	X	X	X	
Engagement des poursuites disciplinaires	R.57-7-15	X	X		
Présidence de la commission de discipline	R.57-7-6	X	X		
Désignation des membres assesseurs de la commission de discipline	R. 57-7-8	X	X		
Prononcé des sanctions disciplinaires	R.57-7-7	X	X		
Ordonner et révoquer le sursis à exécution des sanctions disciplinaires	R. 57-7-54 à R. 57-7-59	X	X		
Dispense d'exécution, suspension ou fractionnement des sanctions	R.57-7-60	X	X		
Désignation d'un interprète pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	R.57-7-25 ; R.57-7-64	X	X	X	
Autorisation pour une personne détenue placée à l'isolement de participer à une activité organisée pour les détenus soumis au régime de détention ordinaire	R. 57-7-62	X	X		
Autorisation pour une personne détenue placée à l'isolement de participer à une activité commune aux personnes placées au quartier d'isolement	R. 57-7-62	X	X		
Décision de ne pas communiquer les informations ou documents de la procédure d'isolement de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements pénitentiaires	R. 57-7-64	X			
Proposition de prolongation de la mesure d'isolement	R. 57-7-64 ; R. 57-7-70	X	X		
Placement provisoire à l'isolement des personnes détenues en cas d'urgence	R. 57-7-65	X	X		
Placement initial des personnes détenues à l'isolement et premier renouvellement de la mesure	R. 57-7-66 ; R. 57-7-70	X	X		
Levée de la mesure d'isolement	R. 57-7-72 ; R. 57-7-76	X	X		
Fixation de la somme que les personnes détenues placées en semi-liberté ou bénéficiant d'un placement extérieur, d'un placement sous surveillance électronique ou d'une permission de sortir, sont autorisés à détenir	D.122	X	X		
Autorisation pour les condamnés d'opérer un versement à l'extérieur depuis la part disponible de leur compte nominatif	D. 330	X	X		
Autorisation pour une personne détenue de retirer des sommes de son livret de Caisse d'Epargne	D. 331	X	X		
Autorisation pour les personnes détenues d'envoyer à leur famille, des sommes figurant sur leur part disponible	D. 421	X	X		
Autorisation pour une personne détenue hospitalisée de détenir une somme d'argent provenant de la part disponible de son compte nominatif	D. 395	X	X		
Autorisation pour les personnes détenues de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis permanent de visite	D. 422	X	X		
Retenue sur la part disponible du compte nominatif des personnes détenues en réparation de dommages matériels causés	D. 332	X	X	X	
Refus de prise en charge d'objets ou de bijoux dont sont porteurs les détenus à leur entrée dans un établissement pénitentiaire	D. 337	X	X	X	
Autorisation de remise à un tiers, désigné par la personne détenue, d'objets lui appartenant qui ne peuvent pas être transférés en raison de leur volume ou de leur poids	D. 340	X	X	X	
Suspension de l'habilitation d'un personnel hospitalier de la compétence du chef d'établissement	D. 388	X	X		
Suspension provisoire, en cas d'urgence, de l'agrément d'un mandataire agréé	R. 57-6-16	X			

Suspension de l'agrément d'un visiteur de prison en cas d'urgence et pour des motifs graves	D. 473	X			
Autorisation d'accéder dans l'établissement pénitentiaire	R. 57-6-24 ; D. 277	X	X		
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire des personnels hospitaliers non titulaires d'une habilitation	D. 389	X	X	X	
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnes intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé	D. 390	X	X		
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnels des structures spécialisées de soins intervenant dans le cadre de la prise en charge globale des personnes présentant une dépendance à un produit licite ou illicite	D. 390-1	X	X		
Autorisation pour des ministres du culte extérieur de célébrer des offices ou prêches	D. 439-4	X			
Autorisation donnée pour des personnes extérieures d'animer des activités pour les détenus	D. 446	X			
Délivrance des permis de communiquer aux avocats dans les autres cas que ceux mentionnés à l'alinéa 1 de l'article R57-6-5	R. 57-6-5	X			
Délivrance, refus, suspension, retrait des permis de visite des condamnés, y compris lorsque le visiteur est un auxiliaire de justice ou un officier ministériel	R. 57-8-10	X	X		
Décision que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation	R. 57-8-12	X	X	X	
Interdiction pour des personnes détenues condamnées de correspondre avec des personnes autres que leur conjoint ou leur famille	D. 414	X			
Rétention de correspondance écrite, tant reçue qu'expédiée	R. 57-8-19	X			
Autorisation – refus – suspension - retrait de l'accès au téléphone pour les personnes détenues condamnées	R. 57-8-23	X	X	X	
Autorisation de recevoir des colis par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, ou par voie postale pour les personnes détenues ne recevant pas de visite.	D. 431	X	X	X	
Autorisation de recevoir par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, des publications écrites et audiovisuelles	D. 443-2	X	X		
Interdiction d'accéder à une publication écrite-audiovisuelle contenant des menaces graves contre la sécurité des personnes et des établissements ou des propos ou signes injurieux ou diffamatoires à l'encontre des agents et collaborateurs du service public pénitentiaire ou des personnes détenues	R. 57-9-8	X	X		
Proposition aux personnes condamnées d'exercer une activité ayant pour finalité la réinsertion	Art. 27 de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009	X	X	X	
Autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale	D. 436-2	X	X	X	
Refus opposé à une personne détenue de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement	D. 436-3	X			
Signature d'un acte d'engagement concernant l'activité professionnelle des personnes détenues	R. 57-9-2	X	X	X	
Autorisation pour les personnes détenues de travailler pour leur propre compte ou pour des associations	D. 432-3	X	X		
Déclassement ou suspension d'un emploi	D. 432-4	X			
Autorisation de recevoir par dépôt à l'établissement pénitentiaire en dehors des visites, des publications écrites et audiovisuelles	D. 443-2	X	X		
Interdiction d'accéder à une publication écrite-audiovisuelle contenant des menaces graves contre la sécurité des personnes et des établissements ou des propos ou signes injurieux ou diffamatoires à l'encontre des agents et collaborateurs du service public pénitentiaire ou des personnes détenues	R. 57-9-8	X	X		
Réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur	D.124	X	X	X	X

Ecrouves, le 11 juin 2013

Le Directeur,
Alexandre BOUQUET

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-065 en date du 2 août 2013 ANNULE ET REMPLACE l'arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-060 du 5 juillet 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'élargissement de la bretelle de Brabois sur A33

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2013/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 13 mai 2013 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU l'arrêté départemental N° 13/CG/223/DIRAT ;

VU le dossier d'exploitation en date du 03 juillet 2013 présenté par le SIR Lorrain ;

VU l'avis du CG54 en date du 05 juillet 2014 ;

VU l'avis du CISGT «Myrabel» en date du 05 juillet 2013 ;

VU l'information du CRICR ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 04 juillet 2013 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A33 au niveau de l'échangeur CHU Brabois, sorties 2a et 2b	
POINTS REPERES (PR)	PR 6+000	
SENS	Sens + : sens Metz vers Strasbourg Sens – : sens Strasbourg vers Metz	
SECTION	Bretelle de sortie Metz-CHU et bretelle de sortie Strasbourg-CHU	
NATURE DES TRAVAUX	Création îlot directionnel, élargissement de voie (bretelle), dépose/repose d'éclairage public sur RD974	
PERIODE GLOBALE	Du 08 juillet au 27 août 2013	
SYSTEME D'EXPLOITATION	- Neutralisation de voies, limitations de vitesse - Fermetures de bretelles avec mise en place de déviation la nuit.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - Titulaire au droit des travaux - DIR EST sur A33 et déviations	MISE EN PLACE PAR : - SIGNATURE - CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE/HEURE	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
01	Le 08 juillet 2013* 09h00 Durée quelques heures <i>*Dates prévisionnelles sous réserves des aléas climatiques et techniques</i>	Sens Strasbourg/CHU Dans la bretelle de sortie de l'A33	Fourgon CEI qui maintient la circulation sur la voie de gauche en bas de bretelle et le long de la RD974	
02	Du 08 juillet 2013 au 27 août 2013*	Sens Strasbourg/CHU Dans la bretelle de sortie de l'A33	Voie de droite neutralisée par des séparateurs modulaires de voie de type K16	Sens Strasbourg/CHU - Limitation de vitesse à 50Km/h
03	Du 05 août 2013 au 08 août 2013* De 21h00 à 6h00	Sens Strasbourg/Metz PR6+300 AK5 au PR7+700	Neutralisation de la voie de droite Bretelle d'entrée Chavigny/Metz fermée Bretelle de sortie Strasbourg/CHU fermée	Sens Strasbourg/Metz - Limitation à 90 km/h - Interdiction de doubler pour tous les véhicules Déviations : Les usagers de la RD974 en provenance de Chavigny et souhaitant rejoindre l'A33 en direction de Metz suivront le fléchage « Dév.2 » de la RD974. Ils feront demi-tour au niveau du giratoire RD974/rue du Morvan/ Avenue de la forêt de Haye pour rejoindre l'A33 en direction de Metz en empruntant la bretelle d'entrée signalée « TOUL PARIS DIJON METZ » Déviations : Les usagers de l'A33 en provenance de Strasbourg et souhaitant atteindre la RD974 en direction de Nancy suivront le fléchage « Dév.1 », au niveau de l'échangeur de Brabois.
04	Du 12 août 2013 au 13 août 2013* De 21h00 à 6h00	Sens Strasbourg/Metz PR6+300 AK5 au PR7+700	Bretelle d'entrée Chavigny/Metz fermée Bretelle de sortie Strasbourg/CHU fermée	Déviations : Les usagers de la RD974 en provenance de Chavigny et souhaitant rejoindre l'A33 en direction de Metz suivront le fléchage « Dév.2 » de la RD974. Ils feront demi-tour au niveau du giratoire RD974/rue du Morvan/ Avenue de la forêt de Haye pour rejoindre l'A33 en direction de Metz en empruntant la bretelle d'entrée signalée « TOUL PARIS DIJON METZ ». Déviations : Les usagers de l'A33 en provenance de Strasbourg et souhaitant atteindre la RD974 en direction de Nancy suivront le fléchage « Dév. 1 », au niveau de l'échangeur de Brabois.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire des médias.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de EUROVIA,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 2 août 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjoint au Chef de la division d'exploitation de Metz,
Stéphane HEBENSTREIT

Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-066 du 8 août 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de la RD590a au niveau d'AZERAILLES

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de la voirie routière ;
VU le code de la route ;
VU le code de justice administrative ;
VU le code pénal ;
VU le code de procédure pénale ;
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.
VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2013/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 13 mai 2013 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.
VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.
VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;
VU le dossier d'exploitation en date du 10 juillet 2013 présenté par le SIR Lorrain ;
VU l'avis du CG54 en date du 15 juillet 2013 ;
VU l'avis de la commune d'Azerailles en date du 12 juillet 2013 ;
VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 31 juillet 2013 ;
VU l'information du CRICR ;
VU l'avis du district de Nancy en date du 10 juillet 2013 ;
CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

A R R E T E

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIES	RN59 – demi-échangeur d'Azerailles et RD590a	
POINTS REPERES (PR)	PR 17+791 et 17+920 sur RN59	
SENS	Sens + : Lunéville/Saint-Dié Sens – : Saint-Dié/Lunéville	
SECTION	Bretelle de sortie Lunéville/Azerailles	
NATURE DES TRAVAUX	RD590a - Réparation d'un caniveau devant passage à niveau et traitement d'une résurgence sur giratoire	
PERIODE GLOBALE	Du 26 au 30 août 2013	
SYSTEME D'EXPLOITATION	- Fermeture de la bretelle de sortie Lunéville/Azerailles au PR 17+791 sur RN59 - Fermeture de la bretelle d'entrée Azerailles/Lunéville, au niveau du giratoire d'Azerailles sur RD590a	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Lunéville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Lunéville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE/HEURE	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du 26 août 2013 09h00 au 30 août 2013 14h00 <i>Dates prévisionnelles sous réserves des aléas climatiques et techniques</i>	<u>RN59</u> <u>Sens Lunéville/ Saint-Dié</u> PR 17+191 <u>RN59</u> <u>Sens Saint-Dié/ Lunéville</u> PR 17+920	Fermeture de la bretelle de sortie Lunéville/Azerailles Fermeture de la bretelle d'entrée Azerailles/Lunéville au niveau du giratoire d'Azerailles RD590/RD590a.	<u>Déviations :</u> Les usagers en provenance de Lunéville souhaitant se rendre à Azerailles sortiront à l'échangeur précédent, l'échangeur de Saint-Clément, en direction de Chenevières pour rejoindre Azerailles par la RD590. <u>Déviations :</u> Les usagers en provenance d'Azerailles désirant emprunter la RN59 en direction de Lunéville seront invités à emprunter la RD590 pour rejoindre la RN59 en direction de Luné- ville par l'échangeur de Saint-Clément.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune d'Azerailles ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune d'Azerailles.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 8 août 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de la division d'exploitation de Metz,
Philippe LEFRANC

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Cellule habitat - santé

Arrêté N° 686/2013/ARS/DT54 du 22 juillet 2013 portant déclaration d'insalubrité remédiable de l'immeuble situé Chemin du Moulin Noir - 54690 LAY-SAINT-CHRISTOPHE

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.1331-26 à L.1331-30, L.1337-4, R.1331-4 à R.1331-11, R.1416-16 à R.1416-21 ;
VU le code de la construction et de l'habitation notamment les articles L.521-1 à L.521-4 et les articles L.541-2 ;
VU le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent ;
VU l'arrêté du 21 juillet 2009 et ses modificatifs, notamment du 6 juillet 2012 relatif à la composition du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de Meurthe-et-Moselle ;
VU la circulaire DGS/DGUHC/SD7C/IUH4 n° 293 du 23 juin 2003 relative à la mise à disposition d'une nouvelle grille d'évaluation de l'état des immeubles susceptibles d'être déclarés insalubres ;
VU l'enquête sanitaire des services de l'agence régionale de santé du 17 avril 2013 ;
VU l'avis du 11 juillet 2013 du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) sur la réalité et les causes de l'insalubrité de l'immeuble susvisé et sur la possibilité d'y remédier ;
CONSIDERANT que l'état de l'immeuble constitue un danger pour la santé et la sécurité des personnes qui l'occupent (ou sont susceptibles de l'occuper), notamment aux motifs suivants :
- un degré hygrométrique élevé, occasionnant la prolifération de moisissures, et plusieurs points d'infiltrations et de fuites d'eau, préjudiciables à la santé des occupants ;
- des installations de chauffage vétustes et non adaptées à la configuration des lieux avec risque d'intoxication au monoxyde de carbone et d'incendie ;
- une installation électrique rudimentaire et non sécurisée avec risque d'électrocution et d'incendie ;
- des équipements sanitaires dégradés ;
- un système de ventilation non fonctionnel n'assurant pas un renouvellement permanent d'air neuf et une évacuation des gaz viciés ;
- une détérioration généralisée des revêtements (sols, murs, plafonds) ;
- une dégradation des structures portées et porteuses ;
- un système d'évacuation et de traitement des eaux usées non-conforme ;
- une détérioration du système d'évacuation des eaux pluviales ;
- une organisation intérieure des logements non fonctionnelle ;
- un non respect des règles d'hygiène et de sécurité élémentaires.
CONSIDERANT que le CODERST est d'avis qu'il est possible de remédier à l'insalubrité de l'immeuble ;

ARRETE

Article 1er : L'immeuble situé Chemin du Moulin Noir – 54690 LAY-SAINT-CHRISTOPHE - référence cadastrale AB 68 – propriété de M. WEBER Jacques et Mme WEBER-POMMERET Paulette ou leurs ayants droits, demeurant 1, rue des Jardins – 54690 LAY-SAINT-CHRISTOPHE, est déclaré insalubre remédiable.

Article 2 : Afin de remédier à l'insalubrité constatée, il appartiendra aux propriétaires mentionnés à l'article 1 de réaliser selon les règles de l'art, et dans le délai de 1 an à compter de la notification du présent arrêté, les mesures ci-après :

- recherche et suppression efficace et durable des sources d'humidité (condensation, infiltrations, fuites) ;
 - mise en place d'un système de chauffage adapté à la configuration des lieux ;
 - mise en conformité de l'installation électrique ;
 - remise en état/ remplacement des équipements sanitaires ;
 - mise en place d'un système de ventilation assurant un renouvellement permanent d'air neuf ;
 - remise en état/remplacement des revêtements intérieurs (murs, sols, plafonds) ;
 - remise en état des couvertures, tuiles et zingueries ;
 - remise en état et en sécurité des escaliers et planchers ;
 - mise en place d'une filière d'assainissement conforme ;
 - remise en état des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales ;
 - modification de l'organisation intérieure du logement, avec création d'une salle d'eau/WC à l'intérieur du logement ;
- ainsi que toutes mesures propres à rendre le logement conforme à la législation sanitaire en vigueur.

Article 3 : En cas de travaux susceptibles d'altérer les matériaux et/ou revêtements (ponçage, abattage de cloisons, intervention sur des matériaux amiantés...), les diagnostics amiante et plomb devront être fournis aux entreprises amenées à intervenir dans l'immeuble.

Article 4 : Compte tenu de la nature et de l'importance des désordres constatés, l'immeuble susvisé est interdit à l'habitation à titre temporaire pendant la durée des travaux et au plus tard à compter du 15 octobre 2013 jusqu'à la mainlevée du présent arrêté.

L'immeuble visé ci-dessus ne peut être ni loué, ni mis à la disposition à quelque usage que ce soit, en application de l'article L. 1331-28-2 du code de la santé publique.

Les propriétaires mentionnés à l'article 1 doivent, dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent arrêté, informer le préfet de l'offre d'hébergement qu'ils ont faite aux occupants pour se conformer à l'obligation prévue à l'article L.521-3-1 du code de la construction et de l'habitation.

Article 5 : La mainlevée du présent arrêté d'insalubrité ne pourra être prononcée qu'après constatation de la conformité de la réalisation des travaux aux mesures prescrites pour la sortie d'insalubrité, par l'autorité compétente.

Les propriétaires mentionnés à l'article 1 tiennent à disposition de l'administration tout justificatif attestant de la réalisation des travaux, dans les règles de l'art.

Article 6 : Le coût des mesures d'hébergement en application du présent arrêté est évalué sommairement à 25000 euros.

Le présent arrêté fera l'objet d'une première inscription au fichier immobilier, à la diligence du préfet, pour le montant précisé ci-dessus, en application des articles 2384-1 et 2384-3 du code civil.

Si la mainlevée du présent arrêté d'insalubrité a été notifiée aux propriétaires mentionnés à l'article 1, ou à ses ayants-droit, la publication, à leurs frais, de cette mainlevée emporte caducité de la première inscription, dans les conditions prévues à l'article 2384-4 du code civil.

Article 7 : Les propriétaires mentionnés à l'article 1 sont tenus de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L. 521-1 à L. 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe au présent arrêté.

Le non respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L. 1337-4 du code de la santé publique ainsi que par les articles L. 521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe.

Article 8 : Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1 ci-dessus ainsi qu'aux occupants de l'immeuble concerné. Il sera également affiché à la mairie de LAY-SAINT-CHRISTOPHE ainsi que sur la façade de l'immeuble.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur général de l'agence régionale de santé, le maire de LAY-SAINT-CHRISTOPHE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 10 : Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques, dont dépend l'immeuble pour chacun des locaux concernés aux frais des propriétaires mentionnés à l'article 1.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs du département.

Il sera transmis au maire de la commune de LAY-SAINT-CHRISTOPHE, au procureur de la république, au directeur départemental des territoires, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement (CAF et MSA), ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département.

Article 11 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès de la ministre chargée de la santé (Direction générale de la santé – SD7C – 8, avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de NANCY – 5, place Carrière, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Nancy, le 22 juillet 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

L'annexe jointe au présent arrêté est consultable à l'ARS – Délégation Territoriale 54 – Cellule habitat-santé.

Etablissements de santé

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0635 du 19 juin 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU au 1er juillet 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 056 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 014 073

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU la loi n°2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;

VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU l'arrêté du 3 mai 2013, fixant pour l'année 2013 le montant des dotations des régimes obligatoires de base d'assurance maladie au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;

VU l'arrêté ARS N° 2013/0359 du 30 avril 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou pour l'exercice 2013 ;

ARRETE

Article 1er : A partir du 1er juillet 2013 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

HOSPITALISATION COMPLETE

13 : Psychiatrie adulte (cas général) 531.00 €

14 : Psychiatrie infanto juvénile 660.00 €

16 : Centre d'accueil et de crise (U.A.U.P.) 850.00 €

17 : Soins post aigus 310.00 €

33 : Placement familial thérapeutique adultes ou enfants 228.00 €

34 : Centre de post-cure 435.00 €

HOSPITALISATION DE JOUR

54 : Psychiatrie adulte (cas général) 369.00 €

55 : Psychiatrie infanto juvénile 369.00 €

HOSPITALISATION DE NUIT

60 : Psychiatrie 263.00 €

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénit - 54035 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le délégué territorial de Meurthe et Moselle et le directeur du Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0649 du 25 juin 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Service de soins de suite de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE au 1er juillet 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 585

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la loi n°2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté du 3 mai 2013, fixant pour l'année 2013 le montant des dotations des régimes obligatoires de base d'assurance maladie au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU l'arrêté ARS N° 2013/0360 du 30 avril 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Service de soins de suite de Flavigny-sur-Moselle pour l'exercice 2013 ;

ARRETE

Article 1er : A partir du 1er juillet 2013 sera appliqué pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant :

HOSPITALISATION COMPLETE

35 : SSR non spécialisé 234,22 €

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénéit - 54035 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le délégué territorial de Meurthe et Moselle et le directeur du Service de soins de suite de Flavigny-sur-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0659 du 2 juillet 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables au COCEE de FLAVIGNY-SUR-MOSELLE au 1er juillet 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 973

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la loi n°2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté du 3 mai 2013, fixant pour l'année 2013 le montant des dotations des régimes obligatoires de base d'assurance maladie au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU l'arrêté ARS N° 2013/0363 du 30 avril 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au COCEE de Flavigny-sur-Moselle pour l'exercice 2013 ;

ARRETE

Article 1er : A partir du 1er juillet 2013 sera appliqué pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant :

HOSPITALISATION COMPLETE

35 : SSR non spécialisé, hospitalisation complète 284,82 €

57 : SSR non spécialisé, hospitalisation incomplète 195,65 €

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénéit - 54035 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le délégué territorial de Meurthe et Moselle et le directeur du COCEE de Flavigny-sur-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0683 du 11 juillet 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier Intercommunal de POMPEY-LAY-SAINT-CHRISTOPHE au 1er juillet 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 003 399 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 270

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la loi n°2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté du 3 mai 2013, fixant pour l'année 2013 le montant des dotations des régimes obligatoires de base d'assurance maladie au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU l'arrêté ARS N° 2013/0496 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Intercommunal de Pompey-Lay-St-Christophe pour l'exercice 2013 ;

ARRETE

Article 1er : A partir du 1er juillet 2013 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant :

HOSPITALISATION COMPLETE

35 : Soins de suite et réadaptation non spécialisé 511.00 €

Article 2 : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 1112-18 du Code de la Santé Publique, sont redevables envers le Centre hospitalier Intercommunal de Pompey-Lay-St-Christophe d'une majoration tarifaire fixée à :

20.00 € par jour pour le supplément régime particulier

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénéit - 54035 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe et Moselle et le directeur du Centre hospitalier Intercommunal de Pompey-Lay-St-Christophe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0688 du 16 juillet 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Institut Régional de Réadaptation de NANCY au 1er juillet 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 019 726 - N° FINESS ETABLISSEMENTS : NANCY 540 009 701 - FLAVIGNY 540 013 737 - LAY-SAINT-CHRISTOPHE 540 009 412

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la loi n°2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté du 3 mai 2013, fixant pour l'année 2013 le montant des dotations des régimes obligatoires de base d'assurance maladie au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU l'arrêté ARS N° 2013/0443 du 21 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation de Nancy pour l'exercice 2013 ;

ARRETE

Article 1er : A partir du 1er juillet 2013 sera appliqué pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant :

HOSPITALISATION COMPLETE

36 : SSR avec mention spécialisée 599,49 €

HOSPITALISATION DE JOUR

58 : SSR avec mention spécialisée 273,11 €

59 : Séances SSR (traitements et cures ambulatoires) 143,59 €

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénéit - 54035 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le délégué territorial de Meurthe et Moselle et le directeur de l'Institut Régional de Réadaptation de Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0739 du 25 juillet 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de LUNEVILLE au 1er juillet 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la loi n°2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté du 3 mai 2013, fixant pour l'année 2013 le montant des dotations des régimes obligatoires de base d'assurance maladie au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU l'arrêté ARS N° 2013/506 du 29 MAI 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2013 ;

ARRETE

Article 1er : A partir du 1er juillet 2013 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

HOSPITALISATION COMPLETE

11 : Médecine et Obstétrique	2 230.00 €
12 : Chirurgie et Gynécologie	2 400.00 €
20 : Spécialités coûteuses	3 650.00 €

HOSPITALISATION DE JOUR

50 : Médecine ou hôpital de jour gériatrique	2 130.00 €
90 : Chirurgie ambulatoire	2 400.00 €

TRANSPORTS MEDICALISES

SMUR terrestre (par demi-heure médicalisée)	853.00 €
---	----------

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénit - 54035 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le délégué territorial de Meurthe et Moselle et le directeur du Centre Hospitalier de LUNEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0753 du 30 juillet 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) au 1er juillet 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU la loi n°2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU l'arrêté du 3 mai 2013, fixant pour l'année 2013 le montant des dotations des régimes obligatoires de base d'assurance maladie au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
VU l'arrêté ARS N° 2013/0514 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur pour l'exercice 2013 ;

ARRETE

Article 1er : A partir du 1er juillet 2013 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

HOSPITALISATION COMPLETE

12 : Chirurgie	1 420.00 €
20 : Spécialités coûteuses	2 385.00 €

HOSPITALISATION DE JOUR

90 : Chirurgie ambulatoire

1 400.00 €

Article 2 : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 1112-18 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à 54 € par jour pour les disciplines suivantes :

12 : Chirurgie

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénéit - 54035 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le délégué territorial de Meurthe et Moselle et le Secrétaire général du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0756 du 31 juillet 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON au 1er août 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU la loi n°2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;

VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU l'arrêté du 3 mai 2013, fixant pour l'année 2013 le montant des dotations des régimes obligatoires de base d'assurance maladie au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;

VU l'arrêté ARS N° 2013/0507 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre hospitalier de PONT A MOUSSON pour l'exercice 2013 ;

ARRETE

Article 1er : A partir du 1er août 2013 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

HOSPITALISATION COMPLETE

11 : Médecine et U.H.T.C.D.

1 200.00 €

35 : SSR non spécialisé

400.00 €

TRANSPORTS MEDICALISES

SMUR terrestre (par demi-heure médicalisée)

975.00 €

Article 2 : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 1112-18 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Centre hospitalier de PONT A MOUSSON d'une majoration journalière tarifaire pour régime particulier, fixée ainsi qu'il suit pour les disciplines suivantes :

11 : Médecine 40.00 €

35 : SSR non spécialisé 32.00 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénéit - 54035 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le délégué territorial de Meurthe et Moselle et la Directrice du centre hospitalier de PONT A MOUSSON sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté ARS N° 2013-0763 du 6 août 2013 fixant les règles générales de modulation et les critères d'évolution des tarifs des prestations des activités de soins de suite ou de réadaptation et de psychiatrie des établissements de santé mentionnés au d) de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Sécurité Sociale, notamment, les articles L.162-22-1, L.162-22-3, L.162-22-6, R.162-31 et R.162-41-1 ;

VU le Code de la Santé publique ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2005 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation, des médicaments et des produits et prestations pour les activités de soins de suite ou de réadaptation et les activités de psychiatrie exercées par les établissements mentionnés au d) de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale et pris pour l'application de l'article L.162-22-1 du même code ;

VU l'arrêté du 21 février 2013 fixant pour l'année 2013 l'objectif quantifié national mentionné à l'article L.162-22-2 du code de la sécurité sociale ;
 VU l'arrêté ministériel du 3 juin 2013 fixant les éléments tarifaires pour l'année 2013, mentionnés aux 1° à 3° du I de l'article L.162-22-3 du code de la sécurité sociale, des établissements de santé mentionnés au d de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
 VU l'avis de la Fédération de l'Hospitalisation Privée reçu le 31 juillet 2013 ;
 VU l'avis de la Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Aide à la Personne reçu le 2 août 2013 ;

ARRETE

Article 1er : Le taux d'évolution moyen des tarifs des prestations de soins de suite ou de réadaptation et de psychiatrie est fixé comme suit en Lorraine :

Soins de suite et de Réadaptation	Psychiatrie
1. 0.55 %	2. 0.55 %

Article 2 :**SOINS DE SUITE ET DE REEDAPTATION**

- Un taux d'évolution de – 0.35 % est appliqué à l'ensemble des tarifs de prestations des établissements suivants :
 - SSR "le Château" à Baccarat
 - SSR "la Louvière" à Senones
- Un taux d'évolution de – 0.50 % est appliqué à l'ensemble des tarifs de prestations des établissements suivants :
 - SSR "Les Elieux" à Seichamps
 - SSR Mon Repos" à Rasey-Xertigny
- Un taux d'évolution de – 0.75 % est appliqué à l'ensemble des tarifs de prestations des établissements suivants :
 - Polyclinique de Gentilly et de Saint Don à Nancy
 - Clinique Saint Jean à Nancy
- Un taux d'évolution de – 0.88 % est appliqué à l'ensemble des tarifs de prestations des établissements suivants :
 - Polyclinique Pasteur à Essey lès Nancy
 - Clinique Ambroise Paré à Thionville

PSYCHIATRIE

- Un taux d'évolution de – 0.20 % est appliqué au prix de journée de la Clinique Sainte Marguerite à Novéant sur Moselle
- Un taux d'évolution de – 1.19 % est appliqué au prix de journée du Centre Mathilde Salomon à Phalsbourg

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au bulletin des actes administratifs des départements de Meurthe-et-Moselle, Moselle, Meuse et Vosges.

Nancy, le 6 août 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
 Claude d'HARCOURT

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0766 du 7 août 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables à l'Institut de Cancérologie de Lorraine A. VAUTRIN au 1er août 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;
 VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;
 VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
 VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
 VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
 VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
 VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;
 VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
 VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
 VU la loi n°2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;
 VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
 VU l'arrêté du 3 mai 2013, fixant pour l'année 2013 le montant des dotations des régimes obligatoires de base d'assurance maladie au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé ;
 VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;
 VU l'arrêté ARS N° 2013/0512 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut de Cancérologie de Lorraine A.VAUTRIN pour l'exercice 2013 ;

ARRETE

Article 1er : A partir du 1er août 2013 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

COURT SEJOUR	
12 : Chirurgie	1 243.00 €
20 : Spécialités coûteuses	1 243.00 €
53 : Chimiothérapie	1 243.00 €
HOSPITALISATION COMPLETE	
11 : Médecine-Gynécologie	1 243.00 €
HOSPITALISATION DE JOUR	
90 : Chirurgie ambulatoire	1 243.00 €
50 : Médecine-Gynécologie	829.00 €
SEANCES DE RADIOTHERAPIE	
22 : Irradiation corporelle totale (ICT)	1 210.00 €
23 : Autres séances d'irradiations	233.00 €
24 : Séances Cyberknife	1 800.00 €

Article 2 : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R.1112-18 du Code de la Santé Publique sont redevables envers l'Institut de Cancérologie de Lorraine A.VAUTRIN d'une majoration tarifaire fixée à

57.00 € par jour en hospitalisation complète

30.00 € par jour en ambulatoire

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénit - 54035 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le Délégué Territorial de Meurthe et Moselle et le Directeur de l'Institut de Cancérologie de Lorraine A.VAUTRIN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013/0767 du 7 août 2013 portant fixation des tarifs de prestations applicables à la Maternité Régionale au 1er août 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU la loi n°2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la sécurité sociale pour 2013 ;

VU l'arrêté du 28 mars 2013 fixant pour l'année 2013 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU l'arrêté du 3 mai 2013, fixant pour l'année 2013 le montant des dotations des régimes obligatoires de base d'assurance maladie au fonds d'intervention régional des agences régionales de santé ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2013/144 du 29 mars 2013 relative à la campagne tarifaire 2013 des établissements de santé ;

VU l'arrêté ARS N° 2013/0504 du 29 mai 2013 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité régionale pour l'exercice 2013 ;

ARRETE

Article 1er : A partir du 1er août 2013 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

HOSPITALISATION COMPLETE

12 : Chirurgie carcinologique et gynécologique 1 830.00 €

11 : Médecine gynécologique 1 830.00 €

21 : Médecine néonatale et pédiatrique indifférenciées 2 280.00 €

20 : Spécialités coûteuses 1 940.00 €

HOSPITALISATION DE JOUR

50 : Hôpital de jour 930.00 €

Article 2 : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 1112-18 du Code de la Santé Publique sont redevables envers la Maternité régionale d'une majoration journalière tarifaire pour régime particulier, fixée à 52 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (6, rue du Haut Bourgeois-CO 50015 - 54035 - NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le délégué territorial de Meurthe et Moselle et le Directeur de la Maternité régionale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Le Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0783 du 19 août 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2013, par la Maternité Régionale de NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 816 878 € soit :

1) 2 807 348 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 445 966 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

142 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

38 776 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

319 602 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2 862 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 2 261 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 6 300 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 969 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

969 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maternité Régionale de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle,

Le Médecin de la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle,

Dr Odile DE JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0784 du 19 août 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2013, par le Centre Hospitalier de TOUL ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 844 229 € soit :

- 1) 1 798 377 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 507 357 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 26 706 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 5 832 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 256 705 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 1 777 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 14 452 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 29 150 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 2 250 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

2 250 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle,

Le Médecin de la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle,

Dr Odile DE JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0785 du 19 août 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité

médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2013, par le Centre Hospitalier de LUNEVILLE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 765 631 € soit :

1) 1 705 697 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 511 419 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

26 374 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 930 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

160 519 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

4 455 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 32 344 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 20 867 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

4) 6 723 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :

6 723 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle,

Le Médecin de la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle,

Dr Odile DE JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0786 du 19 août 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2013, par le Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 642 043 € soit :

- 1) 639 272 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 545 368 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 22 888 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 70 295 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 721 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 2 771 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle,

Le Médecin de la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle,

Dr Odile DE JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0787 du 19 août 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 767 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2013, par le Centre Hospitalier de BRIEY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 588 279 € soit :

- 1) 2 522 682 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 193 441 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 46 747 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 1 082 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 278 545 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 2 867 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 39 186 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 26 411 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle,

Le Médecin de la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle,

Dr Odile DE JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0788 du 19 août 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2013, par le Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 135 445 € soit :

- 135 445 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 135 445 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE-SUR-MADON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle,

Le Médecin de la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle,

Dr Odile DE JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0789 du 19 août 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 882 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2013, par l'Association Hospitalière de JOEUF ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 251 373 € soit :

251 373 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

159 126 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

90 746 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

1 501 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle,

Le Médecin de la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle,

Dr Odile DE JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0790 du 19 août 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2013, par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

AR R E T E

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 29 968 592 € soit :

- 1) 26 265 402 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 23 366 341 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 95 061 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 2 774 245 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 3 136 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
 - 26 619 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- Dont 127 357 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes pour l'année 2011
- 2) 2 543 363 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 1 011 274 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 148 553 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
 - 145 967 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,
 - 2 586 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle,

Le Médecin de la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle,

Dr Odile DE JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0791 du 19 août 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Institut de Cancérologie Lorrain Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE-LES-NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2013, par l'Institut de Cancérologie Lorrain Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 625 219 € soit :

- 1) 3 192 786 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
3 025 667 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
164 175 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
2 944 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 433 525 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 3 278 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) -4 370 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
-4 370 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à l'Institut de Cancérologie Lorrain Alexis Vautrin à VANDOEUVRE-LES-NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle,
Le Médecin de la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Dr Odile DE JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0792 du 19 août 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 014 081 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations

d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2013, par la Maison Hospitalière de BACCARAT ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 57 455 € soit :

57 455 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

57 455 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle,

Le Médecin de la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle,

Dr Odile DE JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0793 du 19 août 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en

médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2013, par la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 221 822 € soit :

1) 221 806 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

219 798 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

2 008 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2) 16 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle,

Le Médecin de la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle,

Dr Odile DE JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 2013-0794 du 19 août 2013 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de juin 2013

N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité

médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 14 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 18 août 2012 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 8 août 2012 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé

pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'Etat ;
VU l'arrêté du 18 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 22 février 2013 fixant pour l'année 2013 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de juin 2013, par le Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 491 265 € soit :

- 1) 2 236 808 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 047 012 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
8 206 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
181 192 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
398 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 32 777 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 219 198 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;
- 4) 2 482 € au titre de l'aide médicale d'Etat, montant qui se décompose ainsi :
2 358 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et des suppléments AME,
124 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle,
Le Médecin de la délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Dr Odile DE JONG

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

Produits de santé et biologie

Arrêté N° 2013-0744 du 26 juillet 2013 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyse de biologie médicale du centre de médecine préventive sis 2 rue du Doyen Jacques Parisot à VANDOEUVRE-LES-NANCY (54500) - autorisation N° 54-45

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;
VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;
VU la loi n° 2013-442 du 30 mai 2013 portant réforme de la biologie médicale ;
VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;
VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;
VU l'arrêté S.G.A.R. n° 2006-556 en date du 30 novembre 2006 portant approbation et enregistrement des statuts de l'Union de Caisses de Sécurité Sociale Centre de Médecine Préventive UC-CMP ;
VU l'arrêté n° 2011-121 du 28 mars 2011 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale de l'Union des Caisses du Centre de Médecine Préventive, UC-CMP, sis 2 rue du Doyen Jacques Parisot - Vandoeuvre-les-Nancy (54500), autorisé sous le n° 54-45 ;
CONSIDERANT la lettre du 21 janvier 2013 de Monsieur Christian PALLAS, Directeur Général du Centre de Médecine Préventive relative à la nomination, à compter du 01 septembre 2012 de Madame Lise MORLON-MONNE en qualité de biologiste médical, pharmacien ;

ARRETE

Article 1er : L'article 1er de l'arrêté n° 2011-121 du 28 Mars 2011 sus visé, autorisant sous le n° 54-45, le fonctionnement du laboratoire de biologie médicale de l'Union des Caisses du Centre de Médecine Préventive sis 2 rue du Doyen Jacques Parisot - Vandoeuvre-les-Nancy (54500) est modifié comme suit :

Adresse inchangée :

Laboratoire de biologie médicale (Numéro FINESS : 540008679)
Union des Caisses du Centre de Médecine Préventive, UC-CMP
2 rue du Doyen Jacques Parisot - 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY
Biologiste médical responsable :

- Madame Isabelle CHOUVIAC, biologiste médical, pharmacien ;

Biologistes médicaux :

- Madame Frédérique GAMBIER, biologiste médical, pharmacien ;

- Monsieur Philippe WEBER, biologiste médical, pharmacien ;

- Madame Lise MORLON-MONNE, biologiste médical, pharmacien

Activités réalisées :

- Biochimie générale et spécialisée, hématocytologie, sérologie infectieuse, bactériologie

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un biologiste médical responsable ou d'un biologiste médical, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à l'Agence Régionale de Santé de Lorraine. L'autorisation pourra être retirée si les conditions légales et réglementaires cessent d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5 place Carrière - 54000 NANCY pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est notifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Christian PALLAS, Directeur Général de l'Union des Caisses du Centre de Médecine Préventive et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des Produits de Santé,
 - Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Conseil Central de la section G),
 - Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle et de Moselle,
- et publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de la région Lorraine, et des départements de Meurthe et Moselle et de Moselle.

Nancy, le 26 juillet 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté N° 2013-0758 du 1er août 2013 constatant la cessation définitive d'activité d'une officine de pharmacie sise 30 rue de Sète à LONGUYON (54260)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, Cinquième partie, Livre 1er et notamment ses articles L. 5125-7 dernier alinéa, R. 5125-30 et R. 5132-37 ;
VU la licence n° 54#00073 du 19 juin 1942 autorisant la création de l'officine de pharmacie au 30 rue de Sète à Longuyon (54260) ;
VU l'arrêté DDASS/OSV N°00617-09 du 25 mai 2009 enregistrant sous le n°1278 la déclaration d'exploitation de la SELAS « Pharmacie MARX » sise 30 rue de Sète à Longuyon (54260), faisant connaître qu'elle exploite l'officine de pharmacie « Pharmacie MARX » avec, pour associé exploitant Monsieur Arnaud DORION et associé non exploitant Monsieur Denis DORION ;
VU le courrier du 4 juin 2013 par lequel Monsieur Denis DORION et Monsieur Arnaud DORION informant l'Agence Régionale de Santé de Lorraine de leur intention de mettre fin à l'exploitation de l'officine de pharmacie « Pharmacie MARX » à Longuyon ;
VU le courrier en date du 24 juillet 2013 par lequel Monsieur Arnaud DORION, pharmacien, déclare cesser définitivement, à compter du 12 juillet 2013, l'exploitation de l'officine de pharmacie « Pharmacie MARX », sise 30 rue de Sète à Longuyon (54260) dont il est titulaire et restituer la licence correspondante ;
CONSIDERANT que, conformément au dernier alinéa de l'article L. 5125-7 du Code de la Santé Publique, la fermeture de l'officine entraîne la caducité de la licence ;

ARRETE

Article 1er : la licence n° 54#00073 du 19 juin 1942 autorisant la création de l'officine de pharmacie au 30 rue de Sète à Longuyon (54260) est caduque à compter du 12 juillet 2013

Article 2 : les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois, à compter de la notification pour les intéressés ou de l'exécution des formalités de publication pour les tiers :

- auprès de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé - 14 avenue Duquesne - 75350 PARIS 07 SP - pour le recours hiérarchique ;
- devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5 place de la Carrière - CO N° 20038 - 54036 NANCY CEDEX - pour le recours contentieux.

Article 3 : le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Arnaud DORION et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle,
 - Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens,
 - Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine,
 - Monsieur le Président de l'Union des Syndicats de Pharmaciens d'Officine,
 - Monsieur le Président du syndicat des pharmaciens de Meurthe et Moselle,
- et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Lorraine et du département de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 1er août 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Décision ARS N° 2013-0874 du 2 août 2013 portant refus à M. Denis SZCZYRK de créer et d'exploiter un site de commerce électronique de médicaments

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 5121-5, L. 5125-33 à L. 5125-39 et R. 5125-70 à R. 5125-74 ;
VU l'ordonnance n°2012-1427 du 19 décembre 2012 relative au renforcement de la sécurité de la chaîne d'approvisionnement des médicaments sur Internet et à la lutte contre la falsification de médicaments ;
VU le décret n°2012-1562 du 31 décembre 2012 relatif au renforcement de la chaîne d'approvisionnement des médicaments et à l'encadrement de la vente de médicaments sur internet ;
VU l'arrêt du Conseil d'Etat du 26 juin 2013 annulant l'article 7 de l'ordonnance n°2012-1427 du 19 décembre 2012 ;
VU l'arrêté du 20 juin 2013 relatif aux bonnes pratiques de dispensation des médicaments par voie électronique, publié au journal officiel du 23 juin 2013 ;
CONSIDERANT la demande présentée par M. Denis SZCZYRK pour la création et l'exploitation d'un site de commerce électronique de médicaments le 11 juin 2013, et les documents complémentaires demandés le 18 juin 2013 par l'Agence régionale de santé de Lorraine, reçus le 28 juin 2013 ;
CONSIDERANT les conditions décrites pour l'exercice du commerce électronique des médicaments par l'intermédiaire du site pharmaceutica.fr, dans le dossier déposé et complété par M. Denis SZCZYRK en date du 28 juin 2013 ne sont pas conformes aux bonnes pratiques de dispensation décrites en annexe de l'arrêté du 20 juin 2013, entrées en vigueur le 12 juillet 2013 ;
CONSIDERANT que l'hébergeur du site internet en projet n'a pas reçu l'agrément requis pour héberger des données de santé ;

D E C I D E

Article 1er : L'autorisation demandée par M. Denis SZCZYRK en date du 11 juin 2013, complétée le 28 juin 2013, aux fins de créer et d'exploiter un site de commerce électronique de médicaments est refusée.

Article 2 : M. Denis SZCZYRK est autorisé à présenter un nouveau dossier pour la création et l'exploitation d'un site de commerce électronique de médicaments conforme aux bonnes pratiques de dispensation décrites en annexe de l'arrêté du 20 juin 2013, entrées en vigueur le 12 juillet 2013.

Article 3 : Le Directeur de la performance et de la gestion du risque de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à M. Denis SZCZYRK et publiée aux recueils des actes administratifs de la préfecture de Région et des quatre préfectures de département de la région Lorraine.

Article 4 : La présente décision pourra faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Après du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé - 14 avenue Duquesne - 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5 Place Carrière - 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux,
à compter de sa notification pour M. Denis SZCZYRK ou de sa publication aux recueils des actes administratifs pour les tiers.
Nancy, le 2 août 2013

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Décision ARS N° 2013-0876 du 6 août 2013 portant autorisation à Mme ANDERLINI Isabelle et M. WALTER Jean-Bernard de créer et d'exploiter un site de commerce électronique de médicaments

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 5121-5, L. 5125-33 à L. 5125-39 et R. 5125-70 à R. 5125-74 ;
VU l'ordonnance n°2012-1427 du 19 décembre 2012 relative au renforcement de la sécurité de la chaîne d'approvisionnement des médicaments sur Internet et à la lutte contre la falsification de médicaments ;
VU le décret n°2012-1562 du 31 décembre 2012 relatif au renforcement de la chaîne d'approvisionnement des médicaments et à l'encadrement de la vente de médicaments sur internet ;
VU l'arrêt du Conseil d'Etat du 26 juin 2013 annulant l'article 7 de l'ordonnance n°2012-1427 du 19 décembre 2012 ;
VU l'arrêté du 20 juin 2013 relatif aux bonnes pratiques de dispensation des médicaments par voie électronique, publié au Journal officiel du 23 juin 2013 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 26 juin 1942 portant l'octroi de la licence n° 122 d'une officine de pharmacie sise à TOUL (54200) 15, place des Trois Evêchés ;

VU la déclaration n° 1172 enregistrée le 30 novembre 2004 pour l'exploitation, sous la forme de la SELARL Pharmacie de la Place Ronde, de l'officine sise à TOUL (54200) 15, place des Trois Evêchés par Mme LE MAGUERESSE-ANDERLINI Isabelle et M. WALTER Jean-Bernard, associés exploitants ;

CONSIDERANT la demande présentée par Mme ANDERLINI Isabelle et M. WALTER Jean-Bernard pour la création et l'exploitation d'un site de commerce électronique de médicaments reçue à l'Agence régionale de santé de Lorraine le 17 juin 2013 ;

CONSIDERANT les conditions décrites pour l'exercice du commerce électronique des médicaments par l'intermédiaire du site « pharmacie-place-ronde.fr » dans le dossier déposé ;

CONSIDERANT que l'officine sise à TOUL (54200) 15, place des Trois Evêchés est effectivement ouverte au public ;

DECIDE

Article 1er : Mme Isabelle ANDERLINI et M. Jean-Bernard WALTER sont autorisés à créer et à exploiter le site de commerce électronique de médicaments « pharmacie-place-ronde.fr » à partir de l'officine qu'ils exploitent.

Sans préjudice d'éventuelles modifications législatives ou réglementaires, la présente autorisation est limitée au commerce électronique des médicaments ayant obtenu l'autorisation de mise sur le marché mentionnée à l'article L. 5121-8 du code de la santé publique ou un des enregistrements mentionnés aux articles L. 5121-13 et L. 5121-14-1 dudit code, dont la délivrance n'est pas soumise à prescription obligatoire.

Article 2 : Mme Isabelle ANDERLINI et M. Jean-Bernard WALTER devront se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et respecter les bonnes pratiques de dispensation des médicaments par voie électronique.

Article 3 : Mme Isabelle ANDERLINI et M. Jean-Bernard WALTER informeront le Conseil régional de l'Ordre des pharmaciens de Lorraine de la création du site « pharmacie-place-ronde.fr », dans les quinze jours suivant la notification de la présente décision.

Article 4 : Le Directeur de la performance et de la gestion du risque de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à Mme Isabelle ANDERLINI et M. Jean-Bernard WALTER et publiée aux recueils des actes administratifs de la préfecture de Région et des quatre préfectures de département de la Région Lorraine.

Article 5 : La présente décision pourra faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Après du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé - 14 avenue Duquesne - 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5 Place Carrière - 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux,
à compter de sa notification pour Mme Isabelle ANDERLINI et M. Jean-Bernard WALTER ou de sa publication aux recueils des actes administratifs pour les tiers.
Nancy, le 6 août 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE**

Arrêté du 13 août 2013 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du département de Meurthe-et-Moselle (IDCC n° 9541)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code du travail, notamment les articles L. 2261-26, R. 2231-1, D. 2261-6 et D. 2261-7 ;

VU l'arrêté du 26 décembre 1977 du ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche portant extension de la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du Département de Meurthe-et-Moselle ainsi que les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

VU l'avenant n° 85 du 11 janvier 2013 dont les signataires demandent l'extension ;

VU l'avis d'extension publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Département de Meurthe-et-Moselle paru le 12 juillet 2013 ;

VU l'avis des membres de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission agricole des conventions et accords) ;

VU l'accord donné conjointement par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité, de l'aménagement du territoire ;

VU l'arrêté n° 13.BI.16 du 1er juillet 2013 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-François RAFFY, Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de la Directrice Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi ;

ARRETE

Article 1er : Les clauses de l'avenant n° 85 en date du 11 janvier 2013 à la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du Département de Meurthe et Moselle sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention [sous réserve de l'application des dispositions réglementaires relatives au salaire minimum de croissance].

Article 2 : L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article premier est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective précitée.

Article 3 : Le Secrétaire général de la Préfecture, la Directrice Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 août 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Avenant n° 85 du 11 janvier 2013 à la convention collective de travail du 29 avril 1967 des exploitations de polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers et des CUMA de Meurthe-et-Moselle - IDCC : 9541

Entre :

- La Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles de la Meurthe et Moselle,
 - Le Syndicat Professionnel des Entrepreneurs de Travaux Agricoles, d'Aménagements Ruraux et Forestiers de Lorraine,
 - La Fédération Départementale des CUMA de Meurthe et Moselle,
- d'une part,

et :

- L'Union Régionale des Syndicats F.O.,
 - L'Union Régionale des Syndicats C.F.T.C.,
 - L'Union Départementale des Syndicats C.F.D.T.,
 - L'Union Départementale des Syndicats C.G.T.,
 - Le Syndicat National des Cadres des Entreprises Agricoles C.F.E. – C.G.C.,
- d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1er : Le SMIC est un salaire de référence horaire, garanti par la loi et applicable à tous les emplois.

Suite à revalorisation du taux du SMIC, les salaires des diverses catégories d'emploi de la convention collective concernant les exploitations de polyculture-élevage et des coopératives d'utilisation du matériel agricole du département de MEURTHE ET MOSELLE sont modifiés comme suit :

Aucun salarié ne peut percevoir un salaire inférieur, sous réserve des dispositions légales spécifiques à certains travailleurs.

Le SMIC est fixé à **9.43 €** depuis le 1er janvier 2013.

GRILLE DES SALAIRES OUVRIERS REMUNERATION A L'HEURE

POSITIONS	Salaires horaires en Euros	Salaires mensuels en Euros (pour 151,67 h)
Niveau I – Echelon 1	9,43 €	1430,25 €
Echelon 2	9,51 €	1442,38 €
Niveau II – Echelon 1	9,61 €	1457,55 €
Echelon 2	9,68 €	1468,17 €
Niveau III – Echelon 1	9,78 €	1483,33 €
Echelon 2	9,89 €	1500,02 €
Niveau IV – Echelon 1	10,28 €	1559,17 €
Echelon 2	10,56 €	1601,64 €

GRILLE DES SALAIRES DES OUVRIERS
REMUNERATION A LA TACHE

Chapitre 1 : Base de calcul :

Base de calcul : taux horaire du Niveau I – Echelon I + indemnité de congés payés de 10 %, soit :

Au 01/01/2013 : 9,43 € + 0,94 € = 10,37 €

Chapitre 2 :

Les normes de cueillette et de récolte, par produit, sont fixées comme suit :

	PRIX A LA CAISSE (caisse = 100 kg)
<u>Mirabelles cueillies</u> : 32 kg/heure	32,41 €
<u>Mirabelles ramassées et triées</u> : 60 kg/heure	17,28 €
<u>Mirabelles tout venant</u> : 90 kg/heure	11,52 €
<u>Mirabelles cueillies sur verger piéton</u>	Gré à gré
<u>Quetsches cueillies</u> : 64 kg/heure	16,20 €
<u>Quetsches ramassées et triées</u> : 80 kg/heure	13,00 €
<u>Quetsches tout venant</u> : 110 kg/heure	9,43 €
<u>Fraises de plein champ, cueillies saines et mises en barquettes</u> :	
- première et dernière semaines de cueillette : 10 kg/heure	103,70 €
- autres semaines : 15 kg/heure	69,13 €
<u>Pommiers de moins de 3 mètres</u> : 130 kg/heure	8,00 €
<u>Pommiers de plus de 3 mètres</u> : 110 kg/heure	9,43 €
<u>Poiriers de moins de 3 mètres</u> : 150 kg/heure	7,00 €
<u>Poiriers de plus de 3 mètres</u> : 130 kg/heure	8,00 €
<u>Framboises de plein air en barquettes</u> : 3,5 kg/heure	295,29 €
<u>Cerises douces</u> : + 3 mètres : 12 kg/heure	86,42 €
- 3 mètres : 15 kg/heure	69,13 €
<u>Cerises acides</u> : 9 kg/heure	115,22 €
<u>Myrtilles</u> : 5.5 kg/heure	188,55 €

Les modalités de rémunération doivent être indiquées dans le contrat de travail écrit.

Un barème devra être remis au salarié lors de l'embauche, lorsqu'il est rémunéré à la tâche.

Chapitre 3 : Pesée

La pesée ou le comptage des caisses se fera en présence du salarié à qui sera remis un relevé journalier ou un bon pour chaque pesée.

GRILLE DES SALAIRES DES TECHNICIENS ET AGENTS DE MAITRISE

Nouvelle Classification (Avenant 79 du 17/06/2010)	Salaires horaires en Euros	Salaires mensuels en Euros (pour 151,67 h)
Niveau I Echelon 1 – Technicien I Echelon 2 – Agent de maîtrise et technicien	10,80 € 11,20 €	1638,04 € 1698,70 €
Niveau II Technicien Agent de maîtrise	12,50 €	1895,88 €

GRILLE DES SALAIRES DES CADRES

Nouvelle Classification (Avenant 79 du 17/06/2010)	Salaires horaires en Euros	Salaires mensuels en Euros (pour 151,67 h)
Cadres – Niveau I – Echelon 1	12,80 €	1941,38 €
Cadres – Niveau I – Echelon 2	13,93 €	2112,76 €
Cadres – Niveau II	17,00 €	2578,39 €

Article 2 : Les dispositions du présent avenant prennent effet à compter du 1er janvier 2013.

Article 3 : Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'Unité Territoriale 54 de la DIRECCTE LORRAINE, en l'absence d'opposition après un délai de 15 jours suivant la signature.

Laxou, le 11 janvier 2013

Suivent les signatures.

SIGNATAIRES de l'AVENANT n° 85 du 11 janvier 2013 à la convention collective concernant les exploitations polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers et des CUMA de Meurthe et Moselle (IDCC : 9541)

Organisations patronales	Nom du signataire	Signature
La Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles de Meurthe et Moselle		
Le Syndicat Professionnel des Entrepreneurs de Travaux Agricoles, d'Aménagement Ruraux et Forestiers de LORRAINE		
La Fédération Départementale des CUMA de Meurthe-et-Moselle.		
Organisations syndicales de salariés	Nom du signataire	Signature
Union Départementale des syndicats C.F.D.T.		
Union Régionale des syndicats C.F.T.C.		
Union Régionale des syndicats F.O.		
Union Départementale des syndicats C.G.T.		
Le Syndicat National des Cadres et Entreprises Agricoles C.F.E. / C.G.C.		

Arrêté du 13 août 2013 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations horticoles et pépinières du département de Meurthe-et-Moselle (IDCC n° 9542)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code du travail, notamment les articles L. 2261-26, R. 2231-1, D. 2261-6 et D. 2261-7 ;

VU l'arrêté du 04 juillet 1972 du ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche portant extension de la convention collective de travail du 19 juin 1969 modifiée par ses avenants n°2 du 17/02/1970, n°3 du 27/01/1971 et n°4 du 12/05/1971 concernant les exploitations horticoles et pépinières du Département de Meurthe et Moselle ainsi que les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

VU l'avenant n° 88 du 22 janvier 2013 dont les signataires demandent l'extension ;

VU l'avis d'extension publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle paru le 12 juillet 2013 ;

VU l'avis des membres de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission agricole des conventions et accords) ;

VU l'accord donné conjointement par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche ;

ARRETE

Article 1er : Les clauses de l'avenant n° 88 du 22 janvier 2013 à la convention collective de travail du 19 juin 1969 concernant les exploitations horticoles et pépinières du Département de Meurthe et Moselle sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention [sous réserve de l'application des dispositions réglementaires relatives au salaire minimum de croissance].

Article 2 : L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article premier est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective précitée.

Article 3 : Le Secrétaire général de la Préfecture, le Directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 août 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Avenant n° 88 du 22 janvier 2013 à la convention collective de travail du 19 juin 1969 concernant les exploitations d'horticulture et pépinières du département de Meurthe-et-Moselle (IDCC : 9542)

Entre :

- Le Syndicat des exploitations d'Horticulture de Meurthe et Moselle,
d'une part,

et :

- Les Unions Départementales des Syndicats C.F.D.T.,
- L'Union Régionale des Syndicats F.O.,
- L'Union Régionale des Syndicats C.F.T.C.,
- Les Unions Départementales des Syndicats C.G.T.,
- Le Syndicat National des Cadres d'Entreprises Agricoles C.F.E. - C.G.C.,
d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1er : Le SMIC est un salaire de référence horaire, garanti par la loi et applicable à tous les emplois.

Les salaires horaires afférents aux OUVRIERS et EMPLOYES de la convention collective du travail du 19 juin 1969 sont fixés comme suit :
Aucun salarié ne peut percevoir un salaire inférieur, sous réserve des dispositions légales spécifiques à certains travailleurs.

Le SMIC est fixé à **9,43 €** depuis le 01 janvier 2013.

OUVRIERS ET EMPLOYES

CATEGORIES	Tarifs horaires	Salaires mensuels (pour 151,67 h)
Niveau I - Echelon 1	9,43 €	1430,25 €
Niveau I - Echelon 2	9,50 €	1440,87 €
Niveau II - Echelon 1	9,66 €	1465,13 €
Niveau II - Echelon 2	9,76 €	1480,30 €
Niveau III - Echelon 1	9,92 €	1504,57 €
Niveau III - Echelon 2	10,05 €	1524,28 €
Niveau IV - Echelon 1	10,46 €	1586,47 €
Niveau IV - Echelon 2	10,52 €	1595,57 €

Article 2 : Les salaires horaires afférents aux Techniciens/Agents de maîtrise et aux Cadres, sont fixés comme suit :

CATEGORIES	Montants horaires	Salaires mensuels (pour 151,67 h)
TAM Niveau I – Echelon 1	10,70 €	1622,87 €
TAM Niveau I – Echelon 2	10,87 €	1648,65 €
TAM Niveau II	12,10 €	1835,21 €

CATEGORIES	Montants horaires	Salaires mensuels (pour 151,67 h)
CADRES Niveau I	14,10 €	2 138,55 €
CADRES Niveau II	17,68 €	2 681,53 €

Article 3 : Les dispositions du présent avenant prennent effet à compter du 1er février 2013.

Article 4 : Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'Unité Territoriale 54 de la DIRECCTE LORRAINE, en l'absence d'opposition après un délai de 15 jours à compter de la signature.

Laxou, le 22 janvier 2013

Suivent les signatures.

SIGNATAIRES de l'AVENANT n° 88 du 22 janvier 2013 à la convention collective
concernant les exploitations d'horticulture et pépinières de Meurthe et Moselle (IDCC : 9542)

Organisations patronales	Nom du signataire	Signature
Le Syndicat des Exploitations Horticoles et Pépinières de Meurthe-et-Moselle		

Organisations syndicales de salariés	Nom du signataire	Signature
Les Unions départementales des syndicats C.F.D.T.		
L'Union régionale des syndicats F.O.		
Les Unions départementales des syndicats C.G.T.		
L'Union régionale des syndicats C.F.T.C.		
Le Syndicat National des Cadres d'Entreprises Agricoles C.F.E. / C.G.C.		

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Décision du 5 juillet 2013 SP/2013-02 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne à ECROUVES

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-24 du code du travail,

VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,

VU le courrier du 28/06/2013 de M. Jean-Christophe CLAIROTTE, gérant de l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) « Assist'info54 » (SIREN n° 533164232) sise 213 rue du lieutenant Ehlé à Écrouves (54200) demandant le retrait de l'agrément simple n° N/020811/F/054/S/030 délivré le 2 août 2011, afin de pouvoir fournir des prestations hors du cadre des services à la personne, SUR proposition du responsable de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

D E C I D E

Article unique : L'agrément simple N/020811/F/054/S/030 délivré le 2 août 2011 à l'entreprise individuelle CLAIROTTE Jean-Christophe (SIREN n° 533164232) sise 213 rue du lieutenant Ehlé à Écrouves, est retiré.

Nancy, le 5 juillet 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Récépissé du 26 juillet 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne à SAINT-NICOLAS-DE-PORT enregistrée sous le N° SAP/752667295 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

C O N S T A T E

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 26/07/2013 par l'entreprise individuelle AIGUIER Joël, auto-entrepreneur, sise 16 rue du Point du Jour à SAINT NICOLAS DE PORT (54210).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de AIGUIER Joël, sous le n° SAP/752667295.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

L'activité déclarée par l'EI AIGUIER Joël est la suivante, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage.

Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 26 juillet 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 26 juillet 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Le Directeur du Travail,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Philippe SOLD

Décision du 29 juillet 2013 d'agrément d'une entreprise solidaire à NANCY au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande validée par l'autorité administrative le 15 mai 2013 présentée par Monsieur Jean-Luc SENAULT – Président de l'association CLAIR LOGIS – 3 rue Emile Friant – 54000 NANCY ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

D E C I D E

Article 1er : L'association CLAIR LOGIS – 3 rue Emile Friant – 54000 NANCY – SIRET 783 339 989 000 31 code APE 853E

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 29 juillet 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté SAP/501905392 du 5 août 2013 portant renouvellement et extension de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Jœuf

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,
VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,
VU le cahier des charges de l'agrément fixé par l'arrêté du 26 décembre 2011,
VU l'agrément qualité n° N/210408/F/054/Q/019 délivré le 21 avril 2008 et modifié les 12 février, 3 avril et 30 octobre 2009 à la SARL Tout Assistance, devenue Wikiservices le 27 juin 2011, sise 148 rue de Franchepré à Jœuf (54240),
VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 18 janvier 2013 et complétée le 19 mars 2013,
VU la saisine des présidents des Conseils généraux de Meurthe-et-Moselle et de Moselle le 19 mars 2013,
SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

ARRETE

Article 1er : L'agrément de la SARL Wikiservices, sise 148 rue de Franchepré à Jœuf, est renouvelé et étendu pour une durée de cinq ans à compter du 21 avril 2013.

La prochaine demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

Article 2 : La SARL Wikiservices est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : prestataire.

Zones d'intervention :

- Meurthe-et-Moselle
- Moselle

Article 3 : Sous peine de retrait de cet agrément, si la SARL Wikiservices envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

Article 4 : Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

Article 5 : Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 5 août 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Récépissé du 6 août 2013 de déclaration d'un organisme de services à la personne à Jœuf enregistrée sous le N° SAP/501905392 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATE

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès

de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 18 janvier 2013 par la SARL Wikiservices, sise 148 rue de Franchepré à Jœuf (54240).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SARL Wikiservices, sous le n° SAP/501905392,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par la SARL Wikiservices sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Soutien scolaire à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Télé/Visio assistance ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 21 avril 2013.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 6 août 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Pour le Directeur régional adjoint,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Décision du 6 août 2013 portant retrait de déclaration d'un organisme de services à la personne à AZERAILLES

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.28 du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n°21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

VU la déclaration d'activité de services à la personne déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 15 décembre 2011 par l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) CREMEL Valérie (Food'Lorraine Service), sise 123 bis rue du général Leclerc à Azerailles (54122), enregistrée sous le n° SAP/535164867,

CONSIDÉRANT l'absence de production d'états mensuels d'activité pour les années 2012 et 2013, du tableau statistique annuel au titre de l'année 2012 au plus tard le 30 juin 2013, en dépit d'un mél d'alerte le 24 avril 2013, et du bilan annuel d'activité au titre de l'année 2012 au plus tard le 30 juin 2013, en dépit d'un mél d'alerte le 28 juin 2013,

CONSIDÉRANT l'absence de réponse à la mise en demeure expédiée le 23 juillet 2013 par lettre recommandée avec avis de réception,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur régional adjoint, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Le retrait d'inscription en tant qu'organisme de services à la personne de l'entreprise individuelle CREMEL Valérie, sise 123 bis rue du général Leclerc à Azerailles, enregistrée sous le n° SAP/535164867.

Le présent retrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

L'EI CREMEL Valérie en informera sans délai l'ensemble des bénéficiaires de ses prestations de services par lettre individuelle.

À défaut de justification de l'accomplissement de cette obligation et après mise en demeure restée sans effet, le préfet publiera aux frais de l'EI CREMEL Valérie sa décision dans deux journaux locaux ou dans un journal local et un journal à diffusion nationale lorsque les activités de services à la personne en cause sont exercées sur le territoire d'au moins deux régions.

Vandœuvre, le 6 août 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
Pour le Directeur régional adjoint,
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
Le responsable du pôle emploi,
Raymond DAVID

Voies de recours

La présente décision est susceptible d'être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification en exerçant :

- un recours gracieux auprès du préfet de département (Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine – BP 50219 – 23 boulevard de l'Europe – 54506 VANDŒUVRE-LES-NANCY CEDEX),
- un recours hiérarchique auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'emploi (DGCIS – Mission des services à la personne – Immeuble Bervil – 12 rue Villiot – 75 572 PARIS CEDEX 12),
- un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nancy (5 place de la Carrière – CO 20038 – 54036 NANCY CEDEX).

Décision du 13 août 2013 portant retrait de déclaration d'un organisme de services à la personne à SAINT-NICOLAS-DE-PORT

Références :

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),
 VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
 VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,
 VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,
 VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,
 VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.28 du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,
 VU l'arrêté n°21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,
 VU la déclaration d'activité de services à la personne déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 26 juillet 2013 par l'entreprise individuelle (auto-entrepreneur) AIGUIER Joël, sise 16 rue du Point du Jour à SAINT NICOLAS DE PORT (54210), enregistrée sous le n° SAP/752667295,
 VU le courrier du 13 août 2013 de Monsieur AIGUIER Joël, gérant de l'entreprise, demandant à ce que celle-ci ne soit plus enregistrée en tant qu'organisme de services à la personne afin de pouvoir fournir des prestations hors du cadre des services à la personne,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Le retrait d'inscription en tant qu'organisme de services à la personne de l'entreprise individuelle AIGUIER Joël, sise 16 rue du Point du Jour à SAINT NICOLAS DE PORT, enregistrée le 26 juillet 2013 sous le n° SAP/752667295.

Le présent retrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 13 août 2013

Pour le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation,
 Pour le Directeur régional adjoint,
 Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
 Le Directeur délégué,
 Philippe DIDELOT

Arrêté du 12 août 2013 fixant la liste des conseillers du salarié du département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 1232-2, L 1232-4, L 1232-7 et L 1237-12 du code du travail,
 VU les articles R 1232-1 à 3 du code du travail,
 VU les articles D 1232-4 à D 1232-6 du code du travail,
 VU l'arrêté préfectoral du 23 août 2010 nommant jusqu'au 15 septembre 2013 les conseillers du salarié,
 VU les propositions de Monsieur le Directeur Régional adjoint de la DIRECCTE LORRAINE, directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,
 APRES consultation des organisations représentatives visées à l'article L 2272-1 du code du travail,

ARRETE

Article 1er : La liste des personnes habilitées à venir assister sur sa demande un salarié lors de l'entretien préalable à son licenciement ou lors d'un entretien préparatoire à une rupture conventionnelle du contrat de travail, en l'absence d'institutions représentatives du personnel dans l'entreprise, est composée comme suit :

NOM - PRENOM	ADRESSE - TELEPHONE	PROFESSION	ARRONDISSEMENT(S)	SYNDICAT
AISSANI Malika	54 rue du 19 mars 1962 54490 PIENNES 06 22 72 44 77	ASH	BRIEY	CGT
BELHOUT Akila	19 rue Bonsecours 54000 NANCY 06 16 91 04 17	Employée de restauration	NANCY	FO
BERCHE Jean-Christophe	Entrée 1 Résidence Haut Rivage Rue Edgar Quinet 54130 SAINT MAX 06 32 37 79 81	Educateur spécialisé	NANCY	SUD- SOLIDAIRES
BERNARD Laurent	4 route de Neufchâteau 88300 AULNOIS 06 80 58 37 83	Technicien	NANCY - TOUL	FO
BIZET Raphaël	149 bis rue Roger Bérim 54270 ESSEY LES NANCY 06 81 89 42 58	Agent de la DIRECCTE	NANCY (susceptible d'être sollicité dans tous les secteurs d'activité à l'exclusion des services à la personne)	SUD- SOLIDAIRES
BLAISE Emilie	46 rue Docteur Louis Michel 54000 NANCY 06 84 83 73 41	Assistante administrative	NANCY	CFDT
BOGE Monique	41 bis rue de Réménauville 54000 NANCY 06 05 45 30 51	Retraitée	NANCY	FO

BONIFACE Jacques	74 rue de la Forêt 54520 LAXOU 03 83 90 97 80	Travailleur social	NANCY	SUD- SOLIDAIRES
BONJEAN Myriam	2 rue Pierregaud 54200 TOUL 06 03 31 67 16	Technicienne	TOUL	CGT
BOUBEKEUR Karim	23 rue des Jeux 54570 FOUG 06 24 57 61 45	Métallurgiste	TOUL	CGT
BOURGEOIS Francis	2 rue Gustave Petit 54000 NANCY 07 86 41 72 05 ou 09 51 33 81 94	Ingénieur retraité	NANCY	CFE-CGC
BOUSSERT Séverine	Résidence des Arcs 32 rue de la Haie le Comte 54130 SAINT MAX 06 73 82 87 53	Cadre juridique	NANCY	CFE-CGC
BRETON Eric	12 rue du Fort 54550 MAIZIERES 07 86 43 75 88	Agent de sécurité	NANCY	CFTC
BRIATTE Christophe	24 Grande Rue 54330 GOVILLER 06 79 97 20 06	Chef de rayon	NANCY	CFDT
BULEON Stéphanie	62 rue des Fabriques 54000 NANCY 06 25 19 54 53	Gestionnaire conseil	NANCY	FO
BURTIN Chantal	1 rue du Jardin de l'Ecole 54110 COURBESSEUX 06 26 99 56 64	Agent de maîtrise retraîtée	LUNEVILLE	CFDT
CARRIERE Françoise	28 lotissement les Genêts 54720 CHENIERES 06 87 94 78 52	Assistante de direction	BRIEY	CFE-CGC
CELKA Thierry	50 rue de Nancy 54630 FLAVIGNY SUR MOSELLE 06 82 96 22 59	Moniteur éducateur	LUNEVILLE	SUD- SOLIDAIRES
CHAYEM Arezki	1 allée André Nicolas 54210 SAINT NICOLAS DE PORT 06 81 49 27 32	Chauffeur de bus	NANCY	CGT
CHENET Jean-Claude	13 rue Beauvau 54000 NANCY 03 83 28 56 98	Enseignant	NANCY	FO
CHRETIEN Eric	26 rue du Jardin Roussel 54280 SEICHAMPS 06 32 60 06 89	Electricien	NANCY	CGT
CHEVALME Gilbert	Provence E4 Cité des Provinces 54520 LAXOU 06 11 25 35 32	Vendeur préparateur	NANCY	CGT
CLEMENT Patrick	3a rue Berthelot 57255 Sainte MARIE AUX CHENES 06 50 45 63 07	Conseiller clientèle	BRIEY	CFDT
DA CUNHA Jorge	6 rue de Chadelle 54400 LONGWY-Haut 06 07 54 33 49	Agent de maîtrise	BRIEY	CFE-CGC
DEPREZ Gilles	63 allée des Bouleaux 54200 ECROUVES 06 81 40 76 83 ou 03 83 43 06 87	Agent de conduite SNCF	TOUL	SUD- SOLIDAIRES
DIAF Salim	5 rue du Portugal 54500 VANDOEUVRE LES NANCY 06 85 22 46 26	Formateur-assistant contrôleur	NANCY	CFTC
DISSOUBRAY Marc	8 allée des Jonquilles 54840 VELAIN EN HAYE 06 74 28 00 60	Retraité EDF	NANCY	CGT
DOMINGUES Myriam	4 Résidence Valcourt 54200 BICQUELEY 06 75 86 82 30	Attachée territoriale	TOUL	SUD- SOLIDAIRES
DRUGEON Jean-François	6 bis quai de la Bataille 54000 NANCY 06 46 62 41 43	Employé Pôle Emploi	NANCY	CGT
EINSWEILLER Marc	8 ruelle du Bas du Village 54710 FLEVILLE DEVANT NANCY 06 85 91 47 84 ou 06 06 41 83 33	Ingénieur service après-vente	NANCY	CFE-CGC
FINCK Bertrand	10 rue du Pont de Pierre 54130 SAINT MAX 06 84 09 51 35 ou 03 83 95 32 04	Vente automobile	NANCY - TOUL	CFE-CGC
FRAGNIERE Marie-Noëlle	14 bis rue de Thuilley 54123 VITERNE 06 25 61 33 28	Secrétaire médicale	NANCY - BRIEY	UNSA
FRIES Stéphane	3 route de Saffais 54290 HAUSSONVILLE 06 26 55 89 08	Chauffeur livreur	NANCY	CGT
GACEM Safia	10 rue de l'Europe 54400 LONGWY 06 27 46 02 92	Hôtesse de caisse	BRIEY	CGT
GALLOIS Frédéric	21 place des Vosges 54000 NANCY 06 63 40 13 74	Conseiller commercial	NANCY	FO

GAVARD David	1 rue du Réservoir 54430 REHON 06 77 91 12 43	Technicien méthodes	BRIEY	CFDT
GRANDJEAN William	29 rue Edmond Delorme 54300 LUNEVILLE 06 30 19 52 08	Facteur	LUNEVILLE	SUD- SOLIDAIRES
GRASMICK Rachel	Rue de la Forêt 54250 CHAMPIGNEULLES 06 85 27 99 46	Mutualité	NANCY	CFE-CGC
GUILLIEM Olivier	45 rue de Nancy 54930 DIARVILLE 06 88 21 69 26	Technicien	NANCY - LUNEVILLE - TOUL	FO
GUTIERREZ Lionel	10 rue Pierre et Marie Curie 54110 DOMBASLE 06 83 00 22 93	Responsable de ventes	NANCY	FO
HALVICK Franck	124 place de l'église 57810 AVRICOURT 03 87 07 50 53 ou 06 21 96 23 75	Chauffeur	LUNEVILLE	CFDT
HASSEL Daniel	10 rue Châteaubriand 54800 CONFLANS EN JARNISY 03 82 33 50 34 ou 06 06 48 19 55	Retraité	BRIEY	CFDT
HAXAIRE Patrick	31 Grande Rue 54360 MEHONCOURT 03 83 72 48 60	Educateur spécialisé	NANCY	CGT
HUBERT Claude	2 rue de la Mairie 54680 CRUSNES 06 20 40 16 92	Retraité	BRIEY	CGT
KOSTKA Michel	12 rue Griffonge 54120 BROUVILLE 06 45 50 93 04	Verrier	LUNEVILLE	CGT
LAIDIE Pierre	4 rue du Québec 54260 LONGUYON 03 82 39 20 95 ou 06 80 08 28 37	Retraité	BRIEY	CFDT
LAMIELLE Olivier	4 bis rue de l'ancien Pont 54630 FLAVIGNY SUR MOSELLE 06 09 59 78 49	Chauffeur SPL	NANCY	CFDT
LEBOEUF Nicolas	2 rue du chanoine Boulanger 54220 MALZEVILLE 06 68 34 78 74	Conseiller bancaire	NANCY	FO
LECLAIRE Dominique	79 rue Pierre Demathieu 55100 VERDUN 06 86 63 82 22	Préleveur auditeur (automobile)	BRIEY	SUD- SOLIDAIRES
LOUVION Annie-France	30 Bd du 26 ^{ème} RI entrée 1 54000 NANCY 06 81 98 48 53	Retraîtée	NANCY	CFTC
LOUYOT Régis	24 rue des Tanneurs 54200 TOUL 06 86 05 36 03	Enseignant	TOUL - NANCY	UNSA
MACHADO Guillaume	12 rue de Lorraine 54800 HATRIZE 06 15 04 92 90	Conducteur autonome	BRIEY	CFTC
MACHADO Louis	5 rue Georges Clemenceau 54660 MOUTIERS 06 19 37 34 03	Animateur qualité	BRIEY	CFTC
MAGNETTE Patrick	41 rue des Glacis 54400 LONGWY 06 07 99 62 49	Retraité	BRIEY	CGT
MARINIA Armand	2 allée du Béarn 54400 LONGWY 06 63 06 21 11	Cadre responsable sécurité	BRIEY	CGT
MARTON Florent	9 rue des Lilas 54110 VARANGVILLE 06 28 92 02 16	Vendeur technique	NANCY - TOUL	CFDT
MARTZ Christiane	Rue Olympe de Gouges B14 Bâtiment Voltaire 54200 TOUL - 06 33 92 80 45	Gardienn logements sociaux	TOUL	CGT
MATHEY Patrick	53 rue Debussy 54800 JARNY 03 82 22 52 19	Retraité	BRIEY	CFDT
MAXANT Boris	10 rue de la Forêt 54400 LONGWY 06 24 46 77 61	Animateur culturel	BRIEY	CGT
MENGIN Michel	40 rue du Stade 54430 REHON 06 33 93 58 00	Retraité	BRIEY	FO
MERABET Fadila	76 rue Léonard Boursier 54000 NANCY 06 89 26 06 71	Technicienne d'assurances	NANCY - TOUL	FO
MEYER Christian	11 rue des Sorbiers 54425 PULNOY 06 72 70 68 99 ou 03 83 53 23 55	Responsable d'applications informatiques	NANCY	CFE-CGC
MONCHABLON Bruno	34 rue des Hirondelles 54840 GONDREVILLE 07 70 47 86 03	Employé de banque	NANCY - TOUL	CFE-CGC
NICOLAU Pascal	19 rue du Portail 54230 NEUVES MAISONS 03 83 53 58 94 ou 09 51 21 13 41	Chauffeur livreur	NANCY	CGT

NIEL Frédérique	5 rue de Bourgogne 54390 FROUARD 07 86 65 78 90	Juriste d'entreprise	NANCY - TOUL	FO
NOEL Philippe	10 bis rue Notre Dame de Lorette 88110 RAON L'ETAPE 06 77 14 80 02	Agent de maîtrise	LUNEVILLE	CFE-CGC
PAIR Philippe	7 rue des Dahlias 54110 VARANGEVILLE 03 83 48 36 23	Retraité	LUNEVILLE- NANCY	SUD- SOLIDAIRES
PASQUER Marie-Claude	14 rue de l'abbé Pierson Génaville 54150 LES BAROCHES 06 78 04 23 10	Conseiller assurance maladie	BRIEY	CFDT
PELLE Martine	70 rue de la Creuse 88500 OFFROICOURT 06 10 14 38 50	Conseillère en assurances	LUNEVILLE	FO
PETITDEMANGE Stéphane	71 rue Neuve 54570 LANEUVEVILLE Derrière Foug 06 74 34 69 82	Vendeur technique	TOUL	CFDT
PIERSON Annie	75 rue du Réservoir 54430 REHON 06 15 12 30 54	Pré-retraîtée	BRIEY	FO
PRADAT Serge	12 rue Marquette 54000 NANCY 06 20 77 78 35	Juriste d'entreprise	NANCY - TOUL	FO
PUGIN Jérôme	61 rue Michel Rondet 54490 PIENNES 03 82 21 99 34 ou 06 44 02 84 48	Postier	BRIEY	CFDT
REMOND Pierre	97 rue de Liège 54440 HERSERANGE 06 72 62 78 69	Retraité	BRIEY	CGT
REMY Jean-Luc	16 chemin de la Fosse Pierrière 54500 VANDOEUVRE LES NANCY 03 83 54 02 16	Chargé de recherche retraité	NANCY	CFDT
RICOU Dominique	42 rue de Thibeauclos 54570 FOUG 06 83 11 28 78	Gérant restauration	TOUL	CFDT
RIVOT François	159 rue Charles III 54000 NANCY 06 81 82 90 39	Employé de banque	NANCY	CGT
SAUER Jacques	1 rue Maréchal NEY 54140 JARVILLE LA MALGRANGE 06 74 63 99 27	Opérateur logistique	NANCY	CGT
SCHNEEGANS Caroline	20 rue du Général PATTON 54410 LANEUVEVILLE DEVANT NANCY 06 49 72 27 59	Commerciale	NANCY	CFDT
SCHNEIDER Christian	7 rue Charles DUSSAUX 54000 NANCY 06 29 90 18 15	Opérateur télévente	NANCY	FO
TERNARD Jacques	236 avenue de Boufflers 54000 NANCY 09 81 20 62 50	Retraité	NANCY	CFDT
TOMETY Doh Appélinto	650 rue Salvador Allendé 54230 NEUVES MAISONS 06 80 40 87 58 ou 03 83 47 19 96	Commercial	NANCY	CFDT
VARINOT Gérard	134 rue Robert Schuman 54200 TOUL 03 83 64 47 27	Retraité métallurgie	TOUL	SUD- SOLIDAIRES
VIAL Gilles	50 rue Gambetta 54300 LUNEVILLE 06 59 90 09 23	Médecin conseil	LUNEVILLE	UNSA
VIARD Daniel	10 rue du Général de Gaulle 54121 VANDIERES 06 74 07 52 30 ou 03 83 82 67 08	Agent de maîtrise retraité	NANCY	CFE-CGC
VILLEMEN Patricia	Bâtiment Anjou Cité des Provinces 54520 LAXOU 06 79 97 69 71	Agent France Télécom	NANCY	SUD- SOLIDAIRES
VOGEL Pierre	4 rue du Maréchal Leclerc 54800 JOUAVILLE 06 16 72 27 83	Agent de fabrication automobile	BRIEY	CGT
VUITTON Elisabeth	4 bis rue du Tram 54230 CHAVIGNY 06 32 81 61 60	Educatrice spécialisée	NANCY	FO
WATTIEZ Evelyse	1 rue Mangin 54660 MOUTIERS 03 82 46 21 47 ou 06 18 56 13 11	Technicienne mairie	BRIEY	CFDT

Article 2 : La durée de leur mandat est fixée à 3 ans à compter du 15 septembre 2013.

Article 3 : Leur mission permanente s'exerce exclusivement dans le département de Meurthe-et-Moselle et ouvre droit au remboursement des frais de déplacement qu'elle occasionne dans ce département.

Article 4 : La liste prévue à l'article 1^{er} ci-dessus sera tenue à la disposition des salariés concernés à la DIRECCTE Lorraine, Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle, dans chaque section d'inspection du travail et dans chaque mairie du département. Elle est publiée au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 12 août 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

SECRETARIAT DE DIRECTION

PACTE - Fiche de déclaration des offres de recrutement (Agent technique)

L'EMPLOYEUR

Ministère / Collectivité : MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Direction / Etablissement : DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Service : DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE ET MOSELLE

Adresse : N° : 50 Rue : des Ponts CO60069

Commune : NANCY

Code postal : 54036 NANCY Cedex

Courriel : ddip54@dgfip.finances.gouv.fr

Responsable du recrutement : Sylvie ROMAIN

Fonction : Responsable des ressources humaines

Téléphone : 03 83 17 70 15

Courriel : sylvie.romain@dgfip. finances.gouv.fr

L'OFFRE DE RECRUTEMENT

Corps / Cadre d'emplois : Agent de catégorie C de la Fonction Publique de l'Etat

Emploi exercé : Agent technique des finances publiques

Date de début : 01/12/2013

Date de fin : 30/11/2014

Rémunération brute mensuelle : 1 1430 €

Durée hebdomadaire de travail : 35 heures

Conditions particulières d'exercice de l'emploi : Port de charges (manutention, déménagement de bureaux et d'archives).

Descriptif de l'emploi : Divers travaux liés à l'entretien de bâtiments.

Lieu d'exercice de l'emploi : NANCY

Domaine de formation souhaité : Entretien général des bâtiments (électricité, téléphonie, plâtrerie, plaquiste, plomberie, peinture...)

PROCEDURE DE RECRUTEMENT

Date limite de dépôt des candidatures : 20/09/2013

Lieu des épreuves de sélection : NANCY

Remplissez complètement la fiche de déclaration et transmettez-la à l'agence locale compétente et aux directeurs régionaux des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de ce ou de ces mêmes départements .

CADRE RESERVE AU POLE EMPLOI

Date de réception :

N° d'enregistrement :

Pour de plus amples informations sur le PACTE, consultez le site www.fonction-publique.gouv.fr - rubrique Pacte.

PACTE - Fiche de déclaration des offres de recrutement (Agent administratif)

L'EMPLOYEUR

Ministère / Collectivité : MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Direction / Etablissement : DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE ET MOSELLE

N° SIRET : 13001143000019

Service : DIVISION DES RESSOURCES HUMAINES

Adresse : N° : 50 Rue : des Ponts CO60069

Commune : NANCY

Code postal : 54036 NANCY Cedex

N° tél. : 03 83 17 70 10

Courriel : ddip54@dgfip.finances.gouv.fr

Responsable du recrutement : Sylvie ROMAIN

Fonction : Responsable des ressources humaines

Téléphone : 03 83 17 70 15

Courriel : sylvie.romain@dgfip. finances.gouv.fr

L'OFFRE DE RECRUTEMENT

Corps / Cadre d'emplois : Agent de catégorie C de la Fonction Publique de l'Etat

Emploi exercé : Agent administratif des finances publiques

Date de début : 01/12/2013

Date de fin : 30/11/2014

Rémunération brute mensuelle : 1 430 €

Durée hebdomadaire de travail : 35 heures

Conditions particulières d'exercice de l'emploi : Etre âgé(e) de 16 à 25 ans
Avoir un niveau de diplôme inférieur au Baccalauréat

Descriptif de l'emploi : Gestion administrative et comptable de dossiers, accueil du public

Lieu d'exercice de l'emploi : 1 à LONGWY

Domaine de formation souhaité : Notions de calcul et comptabilité, rédaction de textes simples.

Nombre de postes ouverts : 1

PROCEDURE DE RECRUTEMENT

Date limite de dépôt des candidatures : 20/09/2013

Lieu des épreuves de sélection : NANCY

Remplissez complètement la fiche de déclaration et transmettez-la à l'agence locale compétente et aux directeurs régionaux des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de ce ou de ces mêmes départements .

CADRE RESERVE AU POLE EMPLOI

Date de réception :

N° d'enregistrement :

Pour de plus amples informations sur le PACTE, consultez le site www.fonction-publique.gouv.fr - rubrique Pacte.

Arrêté du 2 septembre 2013 portant délégation de signature

Le comptable, responsable du service des impôts des entreprises et des particuliers de TOUL,

VU le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

VU le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L. 247 A et R* 247-4 et suivants ;

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

ARRETE

Article 1er : En l'absence du comptable, délégation de signature est donnée à Messieurs Sébastien MASSON et Julien SIMON, inspecteurs, adjoints au responsable du service des impôts des entreprises et des particuliers de Toul, à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 60 000 € ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 60 000 € ;

3°) les décisions sur les demandes de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée de contribution économique territoriale, sans limite de montant pour les entreprises dont tous les établissements sont situés dans le ressort du service ;

4°) les décisions sur les demandes de remboursement de crédit de TVA, dans la limite de 100 000 € par demande ;

5°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;

6°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

7°) au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné :

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 20 000 € ;

b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

c) tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 2 : Délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, et, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet :

1°) dans la limite de 15 000€, aux inspecteurs des finances publiques désignés ci après :

- MASSON Sébastien

- SIMON Julien

2°) dans la limite de 10 000€, aux agents des finances publiques de catégorie B désignés ci après :

- ADRAYNI Anne - GIROT Christian

- BONTEMPS Roselyne - GRANDGIRARD Rose Marie

- BUIL Francine - PANO Séverine

- CABALLERO Nicole - RICHARD Rachel

- CUINAT Danièle - SCHMITT Bernadette

3°) dans la limite de 2 000€, aux agents de finances publiques de catégorie C désignés ci après :

- COQ Myriam - SAINT MARTIN Mireille

- DALLY Isabelle - SGOBARO Evelyne

- NOVAK Delphine

Article 3 : Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités et frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

3°) les avis de mise en recouvrement et les mises en demeure de payer ;

4°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

Nom et prénom	Grade	Limite des décisions gracieuses	Durée maximale des délais de paiement	Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé
MASSON Sébastien	Inspecteur	15 000 €	6 mois	10 000 euros
SIMON Julien	Inspecteur	15 000 €	6 mois	10 000 euros
ADRAYNI Anne	Contrôleur	10 000 €	6 mois	5 000 euros
AMBERT Colette	Contrôleur principal	10 000 €	6 mois	5 000 euros
GHERAERT Laurence	Contrôleur principal	10 000 €	6 mois	5 000 euros
GIROT Christian	Contrôleur principal	10 000 €	6 mois	5 000 euros
GRANDGIRARD Rose-Marie	Contrôleur	10 000 €	6 mois	5 000 euros
FOUQUET Patrice	Contrôleur principal	10 000 €	6 mois	5 000 euros
RICHARD Rachel	Contrôleur principal	10 000 €	6 mois	5 000 euros
SCHMITT Bernadette	Contrôleur principal	10 000 €	6 mois	5 000 euros
JAMEY Mitsue	Agent administratif	2 000,00 €	6 mois	2 000 euros

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Toul, le 2 septembre 2013

Le comptable,
Responsable du service des impôts des entreprises et des particuliers,
Philippe POETTE

Arrêté du 2 septembre 2013 portant délégation permanente de signature

Le comptable du pôle de recouvrement spécialisé de NANCY,

VU le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;
VU le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247, L. 257 A et R* 247-4 et suivants ;
VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;
VU l'arrêté du 23 Juillet 2010 portant création de pôles de recouvrement spécialisé dans les services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

ARRETE

Article 1er : Délégation permanente de signature est donnée à Madame Ludivine MONCEL-MOREAU, inspectrice des finances publiques, à l'effet de :

- statuer sur les demandes contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, des décisions gracieuses de rejet, de remises ou de modération dans la limite de 15 000 € ;
- statuer sur les demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 100 000 € ;
- et plus généralement signer, au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné, l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites, les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice, et tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 2 : Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Martial VARIGNY, inspecteur des finances publiques, à l'effet de :

- statuer sur les demandes contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, des décisions gracieuses de rejet, de remises ou de modération dans la limite de 15 000 € ;
- statuer sur les demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 100 000 € ;
- et plus généralement signer, au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné, l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites, les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice, et tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 3 : Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Philippe DRAPIER, inspecteur des finances publiques, à l'effet de :

- statuer sur les demandes contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, des décisions gracieuses de rejet, de remises ou de modération dans la limite de 15 000 € ;
- statuer sur les demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 100 000 € ;
- et plus généralement signer, au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné, l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites, les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice, et tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 4 : Délégation permanente de signature est donnée à Monsieur Alain NICOT, contrôleur principal des finances publiques, à l'effet de :

- statuer sur les demandes contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, des décisions gracieuses de rejet, de remises ou de modération dans la limite de 10 000 € ;
- statuer sur les demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 100 000 € ;
- et plus généralement signer, au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné, l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites, les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice, et tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 5 : Délégation permanente de signature est donnée à Madame Sylvie THOMASSIN, contrôleur principal des finances publiques, à l'effet de :

- statuer sur les demandes contentieuses d'admission totale, d'admission partielle, de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ou, des décisions gracieuses de rejet, de remises ou de modération dans la limite de 10 000 € ;
- statuer sur les demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 100 000 € ;
- et plus généralement signer, au nom et sous la responsabilité du comptable soussigné, l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites, les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice, et tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 6 : La présente décision de délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de NANCY.

Nancy, le 2 septembre 2013

Le comptable,
Responsable du pôle de recouvrement spécialisé de Nancy,
Gérald CAVALLI

POLE GESTION FISCALE**Arrêté de conservation cadastrale en date du 22 juillet 2013 se rapportant à la mise à jour du plan**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;
VU le décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre ;
VU la loi n° 74-645 du 18 juillet 1974 relative à la mise à jour périodique de valeurs locatives servant de base aux impositions directes locales ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'avis de Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques ;
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les opérations de conservation cadastrale, concourant à la mise à jour des bases des impôts directs locaux, des diverses taxes assimilées et à l'actualisation du plan cadastral, seront effectuées dans l'ensemble des communes du département pour la période du 01/01 au 31/12/2014.

La programmation, l'exécution et le contrôle des opérations de conservation cadastrale seront assurés par la Direction Départementale des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Les périodes d'intervention en commune et l'identité des agents chargés des travaux, seront portées à la connaissance préalable du Maire au moins 15 jours avant la date des opérations.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en mairie au moins 10 jours avant le début des travaux pour information des administrés.

Article 4 : Les agents chargés des opérations de conservation cadastrale, dûment accrédités, peuvent être amenés à réaliser, dans le respect des dispositions légales, des travaux topographiques dans les propriétés publiques et privées situées sur le territoire des communes du département. Ces agents devront être porteurs d'une ampliation du présent arrêté et la présenter à toute réquisition.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Finances Publiques et les Maires du département sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 juillet 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 24 juillet 2013 portant remplacement du magistrat du siège chargé d'assurer les fonctions de président titulaire de la commission de conciliation du département de Meurthe-et-Moselle prévue par l'article 1653 A du code général des Impôts

La Garde des sceaux, Ministre de la justice,

VU l'article 1653 A du Code Général des Impôts ;

VU l'arrêté du 18 janvier 2012 portant désignation de Madame Marie-Jeanne SERY-LOUP, en qualité de présidente titulaire de la commission de conciliation du département de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Est désignée pour exercer les fonctions de présidente titulaire de la commission de conciliation du département de Meurthe-et-Moselle, Madame Francine GIROD, vice-présidente au tribunal de grande instance d'Epinal, à compter du 1er septembre 2013, en remplacement de Madame Marie-Jeanne SERY-LOUP, appelée à d'autres fonctions.

Article 2 : Madame le premier président de la cour d'appel de Nancy est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait le 24 juillet 2013

Pour la Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Par délégation :
La Sous-directrice des ressources humaines de la magistrature,
Valérie DELNAUD

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

ACTEURS, VILLE ET TERRITOIRES

Arrêté du 12 août 2013 portant agrément d'un espace de rencontre à LAXOU

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code civil, notamment ses articles 373-2-1, 373-2-9 et 375-7 ;

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles D216-1 à D216-7 ;

VU le décret n°2012-1153 du 15 octobre 2012 relatif aux espaces de rencontre destinés au maintien des liens entre un enfant et ses parents ou un tiers, notamment son article 2 ;

VU la demande reçue le 02 juillet 2013, présentée par l'association REALISE, sise 4 boulevard Lyautey 54600 VILLERS-LES-NANCY, en vue d'obtenir l'agrément de l'espace de rencontre « Espace Famille » dont elle est gestionnaire ;

SUR proposition de la directrice départementale de la cohésion sociale ;

ARRETE

Article 1er : L'espace de rencontre « Espace Famille » situé 80 boulevard Foch - 54520 LAXOU est agréé à compter de la date de publication du présent arrêté. Il est inscrit sur la liste des espaces de rencontre pouvant être désignés par une autorité judiciaire.

Article 2 : L'agrément peut être retiré si les conditions prévues à l'article D.216-4 du code de l'action sociale et des familles ne sont plus réunies. La personne gestionnaire de l'espace de rencontre qui ne remplit plus les conditions de l'agrément en est informée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen permettant d'établir une date certaine. Elle dispose d'un délai d'un mois pour faire valoir ses observations.

Article 3 : Dans les deux mois suivant sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy.

Article 4 : Le secrétaire général et la directrice départementale de la cohésion sociale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à l'association REALISE et aux présidents des tribunaux de grande instance de Nancy et Brie.

Nancy, le 12 août 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 12 août 2013 portant agrément d'un espace de rencontre à LUNEVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code civil, notamment ses articles 373-2-1, 373-2-9 et 375-7 ;

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles D216-1 à D216-7 ;

VU le décret n°2012-1153 du 15 octobre 2012 relatif aux espaces de rencontre destinés au maintien des liens entre un enfant et ses parents ou un tiers, notamment son article 2 ;

VU la demande reçue le 25 juillet 2013, présentée par le centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) du Lunévillois, sis 9 rue Basset 54300 LUNEVILLE, en vue d'obtenir l'agrément de l'espace de rencontre « Entre Parent'Aïse » dont il est gestionnaire ;

SUR proposition de la directrice départementale de la cohésion sociale ;

ARRETE

Article 1er : L'espace de rencontre « Entre Parent'Aïse » situé 9 rue Basset - 54300 LUNEVILLE est agréé à compter de la date de publication du présent arrêté. Il est inscrit sur la liste des espaces de rencontre pouvant être désignés par une autorité judiciaire.

Article 2 : L'agrément peut être retiré si les conditions prévues à l'article D.216-4 du code de l'action sociale et des familles ne sont plus réunies. La personne gestionnaire de l'espace de rencontre qui ne remplit plus les conditions de l'agrément en est informée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen permettant d'établir une date certaine. Elle dispose d'un délai d'un mois pour faire valoir ses observations.

Article 3 : Dans les deux mois suivant sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy.

Article 4 : Le secrétaire général et la directrice départementale de la cohésion sociale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée au CIDFF de Lunéville et aux présidents des tribunaux de grande instance de Nancy et Brie.

Nancy, le 12 août 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 12 août 2013 portant agrément d'un espace de rencontre à LONGWY et à HOMECOURT (antenne)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code civil, notamment ses articles 373-2-1, 373-2-9 et 375-7 ;

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles D216-1 à D216-7 ;

VU le décret n°2012-1153 du 15 octobre 2012 relatif aux espaces de rencontre destinés au maintien des liens entre un enfant et ses parents ou un tiers, notamment son article 2 ;

VU la demande reçue le 1er juillet 2013, présentée par le centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) de Longwy, sis maison des services du grand Longwy, 14 rue Stanislas BP 10037 54405 LONGWY Haut cedex, en vue d'obtenir l'agrément de l'espace de rencontre « L'Escarpolette » dont il est gestionnaire ;

SUR proposition de la directrice départementale de la cohésion sociale ;

ARRETE

Article 1er : L'espace de rencontre « L'Escarpolette » situé 2 rue Pierre Curie à LONGWY et 2 rue du Haut Soulieu à HOMECOURT (antenne) est agréé à compter de la date de publication du présent arrêté. Il est inscrit sur la liste des espaces de rencontre pouvant être désignés par une autorité judiciaire.

Article 2 : L'agrément peut être retiré si les conditions prévues à l'article D.216-4 du code de l'action sociale et des familles ne sont plus réunies. La personne gestionnaire de l'espace de rencontre qui ne remplit plus les conditions de l'agrément en est informée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen permettant d'établir une date certaine. Elle dispose d'un délai d'un mois pour faire valoir ses observations.

Article 3 : Dans les deux mois suivant sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy.

Article 4 : Le secrétaire général et la directrice départementale de la cohésion sociale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée au CIDFF de Longwy et aux présidents des tribunaux de grande instance de Nancy et Brie.

Nancy, le 12 août 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté n° 2013/15 du 13 août 2013 - Intégration et accès à la nationalité française - Programme 104 - Actions liées au programme régional d'intégration des populations immigrées de Lorraine - PRIPI - Axe 3-2

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi organique n°2005-779 du 12 juillet 2005 relative aux lois de finances ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n°2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande de subvention présentée par l'organisme suivant, ci-après dénommé le bénéficiaire : Association « accueil et réinsertion sociale » / ARS, 12 boulevard Jean Jaurès 54000 Nancy ;

VU la délégation de crédits d'un montant de 119 000€ sur le programme 104 « Intégration et accès à la nationalité française », action 12 sous-action 02, du Ministère de l'Intérieur ;

VU le comité régional de sélection du Programme Régional d'Intégration des Personnes Immigrées (PRIPI) du 28 mai 2013 et le comité de pilotage du PRIPI du 9 juillet 2013 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture et de la directrice départementale de la cohésion sociale ;

ARRETE

Article 1 - OBJET ET MONTANT DE LA SUBVENTION : Une subvention de 25 000 € est accordée au bénéficiaire susvisé, pour l'opération suivante : « Accompagnement social en direction des publics étrangers en situation régulière sur le territoire français », suite à la circulaire du ministère de l'Intérieur n° NOR INTK12 29185C du 28 novembre 2012.

Cette mission qui sera assurée par un travailleur social durant 6 mois, vise à favoriser l'intégration de 31 ménages. Elle consistera à évaluer sur le plan administratif, social, professionnel et économique les différentes situations afin de mobiliser une offre de logement et d'accompagnement adaptée à chacune d'entre elles. Le professionnel apportera un soutien technique aux ménages dans les différentes démarches administratives et assurera la liaison avec les différents opérateurs, bailleurs et associations qui seront amenés à les accueillir et les accompagner.

Article 2 - DELAIS DE REALISATION : La présente subvention est accordée pour l'exercice 2013.

Article 3 - MODALITES DE VERSEMENT : Le paiement des sommes dues sera effectué en totalité à la notification du présent arrêté sur le compte suivant : Crédit agricole CRCA Laxou Nancy entreprise – compte n°16106 1001 69109214140 / 07.

La subvention sera imputée sur les crédits du domaine fonctionnel 0104/12-02 du Ministère de l'Intérieur - code activité : 010402010102.

Article 4 - JUSTIFICATION D'EMPLOI DE LA SUBVENTION : Le bénéficiaire adressera, sous le présent timbre, un compte rendu qualitatif et financier de l'opération à l'issue de sa réalisation ou lors de toute nouvelle demande de subvention ou, en tout état de cause, dans les 6 mois suivant la fin de l'action.

Article 5 - CONTROLE : L'Etat se réserve le droit de procéder ou de faire procéder à tout contrôle de la réalisation de l'action et du bon emploi de la subvention accordée pendant ou après la réalisation de l'action. Le bénéficiaire s'engage à faciliter ce contrôle et, notamment, l'accès aux documents comptables et administratifs.

En cas d'inexécution partielle ou totale de l'action subventionnée, ou d'exécution non conforme au projet agréé, il sera procédé à un ordre de reversement des sommes indûment perçues.

Article 6 - EXECUTION : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 13 août 2013

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale de la Cohésion Sociale,
Sabine DUBOIS LE PAN

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

Unité forêt - chasse

Arrêté n° 312 du 4 juillet 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 9 septembre 1978 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de TIERCELET

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1^{er} mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Tiercelet ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012/DDT/SG/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 septembre 1978 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Tiercelet ;

VU la demande du groupement foncier agricole « le bois le kleiss » représenté par M. NAU Jean-Pierre ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'annexe 1 de l'arrêté du 9 septembre 1978 est abrogée.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Tiercelet.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Tiercelet par les soins du maire.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Tiercelet sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée de tiercelet,
- M. le chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. NAU Jean-Pierre, gérant du groupement foncier agricole "le Bois le Kleiss".

Nancy, le 4 juillet 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur départemental,
Le Directeur adjoint,
Marc MENEHIN

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2013 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Tiercelet Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

Commune	Section	Désignation des terrains
TIERCELET	A	Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous : <u>Commune</u> 29 - 30 pour un total de 49 ha 68 a 30 ca
	A	<u>Groupement forestier de Xefosse</u> 34 pour un total de 95 ha 01 a 30 ca
	X	<u>Groupement foncier agricole "le Bois le Kleiss"</u> 268 - 269 - 487 à 489 - 491 - 493 à 497 - 556 - 558 - 560 pour un total de 32 ha 49 a 77 ca (partie d'un ensemble de plus de 40 ha contiguë avec les communes de Villers-la-Montagne et Brehain-la-Ville)

Arrêté n° 313 du 4 juillet 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 mars 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de VILLERS-LA-MONTAGNE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;
 VU les arrêtés ministériels du 1^{er} mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Villers-la-Montagne ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 2012/DDT/SG/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;
 VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 1972 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Villers-la-Montagne ;
 VU la demande du groupement foncier agricole « le bois le kleiss » représenté par M. NAU Jean-Pierre ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'annexe 1 de l'arrêté du 29 mars 1972 est abrogée.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Villers-la-Montagne.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Villers-la-Montagne par les soins du maire.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le maire de la commune de Villers-la-Montagne sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée de Villers-la-Montagne,
- M. le chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. NAU Jean-Pierre, gérant du groupement foncier agricole "le Bois le Kleiss".

Nancy, le 4 juillet 2013

Le Préfet,
 Pour le Préfet et par délégation,
 Pour le Directeur départemental,
 Le Directeur adjoint,
 Marc MENECHIN

Annexe I à l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2013 portant liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Villers-la Montagne

Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

Commune	Section	Désignation des terrains
VILLERS-LA-MONTAGNE		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous :
	A	<u>Commune</u>
	B	3 - 4 pour un total de 300 ha (dont 250 ha loués à la société de chasse et 50 ha réservés pour la zone industrielle)
	B	<u>Groupement foncier agricole "le Bois le Kleiss"</u> 25 à 31 pour un total de 39 ha 47 a 90 ca (partie d'un ensemble de plus de 40 ha contiguë avec les communes de Tiercelet et Brehain-la-Ville)

Arrêté n° 314 du 4 juillet 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 17 janvier 1973 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de DENEUVRE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;
 VU les arrêtés ministériels du 1^{er} mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Deneuvre ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 2012/DDT/SG/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;
 VU l'arrêté préfectoral du 17 janvier 1973 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Deneuvre ;
 VU la demande du groupement forestier du fays, représenté par Mme Catherine CHAROY ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'annexe 1 de l'arrêté du 17 janvier 1973 est abrogée.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Deneuvre.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Deneuvre par les soins du maire.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville et le maire de la commune de Deneuvre sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée de Deneuvre,
- M. le chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- Mme Catherine CHAROY, représentant le groupement forestier du fays.

Nancy, le 4 juillet 2013

Le Préfet,
 Pour le Préfet et par délégation,
 Pour le Directeur départemental,
 Le Directeur adjoint,
 Marc MENEHIN

**Annexe I à l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2013 portant liste des terrains devant être soumis
 à l'action de l'association communale de chasse agréée de Deneuvre**

Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

Commune	Section	Désignation des terrains
DENEUVRE	C	Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous : <u>Mme de PONCINS (Lyon)</u> 205 soit un total de 88 ha 85 a 70 ca
		<u>Direction des travaux du Génie de Nancy (Armée)</u> Terrain domanial de la Rochotte (champ de tir) soit un total de 48 ha
	AN	<u>G.F. du FAYS</u> 1 à 5 - 20 soit un total de 256 ha 62 a 63 ca

Arrêté n° 315 du 4 juillet 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 13 septembre 1984 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de BIONVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;
 VU les arrêtés ministériels du 1^{er} mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Bionville ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 2012/DDT/SG/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;
 VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 1984 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Bionville ;
 VU la demande du groupement forestier des familles GENY représenté par M. GENY Bernard ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'annexe 1 de l'arrêté du 13 septembre 1984 est abrogée.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Bionville.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Bionville par les soins du maire.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville et le maire de la commune de Bionville sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée de Bionville,
- M. le chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. GENY Bernard, gérant du groupement forestier des familles GENY.

Nancy, le 4 juillet 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur départemental,
Le Directeur adjoint,
Marc MENEHIN

**Annexe I à l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2013 portant liste des terrains devant être soumis
à l'action de l'association communale de chasse agréée de Bionville**

Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

Commune	Section	Désignation des terrains
BIONVILLE		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous :
		<u>Domaine fluvial de l'Etat</u> pour un total de 17 ha 54 a 33 ca
	A	<u>Commune d'ALLARMONT</u> 1 à 4 pour un total de 226 ha 47 a 36 ca
	A	<u>Commune de LUVIGNY</u> 6 pour un total de 85 ha 94 a 80 ca
	A	<u>Commune de VEXAINCOURT</u> 14 pour un total de 108 ha 87 a 94 ca
	A C	<u>M. de FOUCAULT et d'AURE</u> 16 87 - 89 - 98 - 105 - 107 - 109 - 111 à 123 - 175 - 419 pour un total de 158 ha 14 a
	A C D	<u>Indivision de SARS</u> 7 1 - 7 - 8 - 9 - 15 à 17 - 62 à 64 - 189 196 - 197 - 208 - 222 - 226 pour un total de 153 ha 63 a 02 ca
	A	<u>Groupement forestier des familles GENY</u> 11 pour un total de 32 ha 18 a 16 ca (partie d'un ensemble de plus de 40 ha contiguë avec les communes de Petitmont et Saint-Sauveur)

Arrêté n° 320 du 11 juillet 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1971 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de LALOEUF

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU les arrêtés ministériels du 1^{er} mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Laloef ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 2012/DDT/SG/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;
 VU l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1971 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Laloeuf ;
 VU la demande de M. le maire de la commune de Laloeuf établie par lettre recommandée avec avis de réception du 20 juillet 2009 ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'annexe 1 de l'arrêté du 22 octobre 1971 est abrogée.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Laloeuf.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Laloeuf par les soins du maire.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le maire de la commune de Laloeuf sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée de Laloeuf,
- M. le chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- M. le maire de la commune de Laloeuf.

Nancy, le 11 juillet 2013

Le Préfet,
 Pour le Préfet et par délégation,
 Pour le Directeur départemental,
 Le Directeur adjoint,
 Marc MENEHIN

**Annexe I à l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2013 portant liste des terrains devant être soumis
 à l'action de l'association communale de chasse agréée de Laloeuf**

Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

Commune	Section	Désignation des terrains
LALOEUF		Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous : <u>Commune</u>
	AE	25 - 27 - 28 à 40 - 44 à 45
	ZB	12 - 27
		soit un total de 115 ha 85 a 06 ca

Arrêté n° 321 du 11 juillet 2013 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 mars 1972 relatif à la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de GELAUCCOURT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;
 VU les arrêtés ministériels du 1^{er} mars 1968 et du 20 mars 1970 ordonnant la création d'une association communale de chasse agréée dans la commune de Gelauccourt ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 2012/DDT/SG/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;
 VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 1972 fixant la liste des terrains devant être soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Gelauccourt ;
 VU la demande de M. le maire de la commune de Laloeuf établie par lettre recommandée avec avis de réception du 20 juillet 2009 ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'annexe 1 de l'arrêté du 29 mars 1972 est abrogée.

Article 2 : Les terrains désignés en annexe 1 du présent arrêté à l'exclusion toutefois de leurs parties situées dans un rayon de 150 mètres autour de toute habitation ou closes au sens de l'article L. 424-3 du code de l'environnement sont soumis à l'action de l'association communale de chasse agréée de Gelauccourt.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant 10 jours au moins aux emplacements habituels dans la commune de Gelauccourt par les soins du maire.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le maire de la commune de Gelauccourt sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée de Gelaucourt,
 - M. le chef du service départemental de garderie de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
 - M. le président de la fédération départementale des chasseurs.
 Nancy, le 11 juillet 2013

Le Préfet,
 Pour le Préfet et par délégation,
 Pour le Directeur départemental,
 Le Directeur adjoint,
 Marc MENEHIN

**Annexe I à l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2013 portant liste des terrains devant être soumis
 à l'action de l'association communale de chasse agréée de Gelaucourt**

Terrains à comprendre dans le territoire de l'association

Commune	Section	Désignation des terrains
GELAU COURT	ZD	Tout le territoire chassable de la commune après déduction des terrains désignés ci-dessous : Commune de LALOEUF 38 soit un total de 1 ha 60 a 51 ca (partie d'un ensemble de plus de 40 ha contiguë avec la commune de Laloeuf)

Projet : Arrêté n° 319 du 15 juillet 2013 relatif à la régulation de l'Ouette d'Egypte (*alopochen aegyptiacus* L) en Meurthe-et-Moselle - 2013/2014

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la convention de Rio sur la diversité biologique du 22 juin 1992, notamment son article 8 h ;
 VU la convention de Berne, relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel en Europe du 19 septembre 1979 ;
 VU le code de l'environnement, et notamment les articles L 411-3 et suivants, et R 411-31 et suivants ;
 VU l'arrêté du 19 pluviôse an V concernant la chasse des animaux nuisibles ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU l'arrêté ministériel du 24 mars 2006 modifié relatif à l'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau ;
 VU l'arrêté du 19 janvier 2009 modifié relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau ;
 VU le dossier établi par l'office national de la chasse et de la faune sauvage sur la situation de l'Ouette d'Egypte (*Alopochen aegyptiacus* L.) en Meurthe-et-Moselle ;
 VU l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage en date du 21 juin 2013 ;
 CONSIDÉRANT la présence avérée, croissante et envahissante de l'Ouette d'Egypte dans le département de Meurthe-et-Moselle ;
 CONSIDÉRANT les menaces que l'Ouette d'Egypte fait peser sur les écosystèmes, les habitats et les espèces locales, les dommages qu'elle est susceptible de causer à la biodiversité, aux milieux naturels, aux espèces autochtones et aux productions agricoles du département ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Les titulaires du droit de chasse et leurs ayants-droit sont chargés du tir de toutes les Ouettes d'Egypte (*Alopochen aegyptiacus* L.) qu'ils pourront rencontrer dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Cette régulation s'effectue dans les mêmes conditions que la chasse des oies classées gibier (du premier jour de la troisième décade d'août au 31 janvier).

Article 3 : Le compte rendu du nombre d'Ouettes tirées devra être adressé dans les 48 heures qui suivent le tir au service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage (O.N.C.F.S.), qui en établira la synthèse annuelle pour la fin du mois de février :

- Mél : sd54@oncfs.gouv.fr

- Fax : 03 83 73 09 73

Article 4 : les agents de l'office national de la chasse et de la faune sauvage et les lieutenants de louveterie sont autorisés à chasser l'Ouette d'Egypte toute l'année.

Article 5 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental des territoires, le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, la déléguée régionale de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, le chef du service départemental de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, les agents chargés de la police de la chasse sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée :

- au directeur de la sécurité publique,
- au colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,
- au président de l'association départementale des lieutenants de louveterie,
- au président de la fédération départementale des chasseurs,
- au président de l'Association départementale des chasseurs de gibier d'eau,
- aux membres de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage.

Nancy, le 15 juillet 2013

Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général,
 Jean-François RAFFY

**REGULATION DE L'OUETTE D'EGYPTE (*Alopochen aegyptiacus*)
COMPTE RENDU DE PRELEVEMENT 2013/2014**

Coordonnées du tireur :

NOM et Prénom :

Adresse :

Téléphone et/ou adresse mél :

Localisation et nature des oiseaux tirés :

Commune	Date du tir	Nombre d'oiseaux adultes	Nombre d'oiseaux juvéniles

Fait à

Signature :

**A renvoyer dans les 48 heures qui suivent le tir
au Service Départemental de Meurthe-et-Moselle de l'ONCFS
Mél : sd54@oncfs.gouv.fr
FAX : 03.83.73.09.73**

Arrêté n° 330 du 6 août 2013 prononçant une distraction du régime forestier territoire communal de VILLERS-LA-MONTAGNE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier et notamment les articles L.211-1, L.214-3 et R.214-1 à R.214-8 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ; et l'arrêté n° 2012/DDT/SH/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU la délibération du conseil municipal de Villers la Montagne en date du 18 février 2011 demandant la distraction du régime forestier de la parcelle cadastrale section A n°472 (ex n°461), territoire communal de Villers la Montagne ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts en date du 12 juillet 2013 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE**Article 1er** : Il est fait distraction du régime forestier de la parcelle de terrain désignée ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Villers la Montagne	Villers la Montagne	Haute Pierre	A	472	0 ha 00 a 08
				Total	0 ha 00 a 08

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence départementale de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée au maire de Villers-la-Montagne.

Nancy, le 6 août 2013

Pour le Préfet et par délégation,
P/le Directeur Départemental,
Le chef du service agriculture forêt chasse,
Philippe SCHOTT

Arrêté n° 331 du 6 août 2013 prononçant une distraction du régime forestier territoire communal de VILCEY-SUR-TREY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier et notamment les articles L.211-1, L.214-3 et R.214-1 à R.214-8 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ; et l'arrêté n° 2012/DDT/SH/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la délibération du conseil municipal de Vilcey sur Trey en date du 7 septembre 2012 demandant la distraction du régime forestier de la parcelle cadastrale section C 87 (ex C-74partie), territoire communal de Vilcey sur Trey ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts en date du 12 juillet 2013 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires,

ARRETE**Article 1er** : Il est fait distraction du régime forestier de la parcelle de terrain désignée ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Vilcey sur Trey	Vilcey sur Trey	Frère la source	C	87	0 ha 21 a 49
				Total	0 ha 21 a 49

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence départementale de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée au maire de Vilcey sur Trey et à Monsieur le président du syndicat intercommunal des eaux du Trey Saint Jean à Thiaucourt.

Nancy, le 6 août 2013

Pour le Préfet et par délégation,
P/le Directeur Départemental,
Le chef du service agriculture forêt chasse,
Philippe SCHOTT

AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES

Arrêté du 12 juillet 2013 portant approbation de la modification du plan de prévention des risques miniers (PPRM) sur les communes de ANDERNY, BETTAINVILLERS, MAIRY-MAINVILLE, MANCIEULLES et TRIEUX

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;

VU le code minier ;

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 à R. 562-10-2 ;

VU le décret n° 2011-765 du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des PPRN ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2010 approuvant le PPRM sur les communes de Anderny, Bettainvillers, Mairy-Mainville, Mancieulles, Sancy, Trieux et Tucquegnieux ;

VU les études des aléas miniers réalisées par Géodéris ;

VU la réforme de la surface de plancher introduite par le décret n° 2011-2054 du 29 décembre 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2012 prescrivant la modification du PPRM sur les communes de Anderny, Bettainvillers, Mairy-Mainville, Mancieulles et Trieux ;

VU la concertation finalisée par la clôture des registres d'enquête le 27 mars 2013 pour Anderny, le 18 mars 2013 pour Bettainvillers, le 14 mars 2013 pour Mairy-Mainville, le 8 mars 2013 pour Mancieulles, le 11 mars 2013 pour Trieux et le 15 mars 2013 pour l'établissement public de coopération intercommunale du Bassin de Landres ;

VU le rapport de M. le Directeur Départemental des Territoires ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

ARRETE

Article 1er : La modification du plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M) est approuvée sur les communes d'Anderny, Bettainvillers, Mairy-Mainville, Mancieulles et Trieux. Les risques pris en compte au titre du présent P.P.R.M sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans le journal ci-dessous désigné : Le Républicain Lorrain

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché dans les mairies des communes sus-visées et à l'établissement public de coopération intercommunale du Bassin de Landres pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : La modification du PPR approuvée sera tenue à la disposition du public dans les mairies des communes sus-visées et à l'établissement public de coopération intercommunale du Bassin de Landres, à la Direction Départementale des Territoires, à la Sous-Préfecture de Briey et à la Préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat, les maires des communes sus-visées, le président de l'établissement public de coopération intercommunale du Bassin de Landres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

- M. le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile.

Nancy, le 12 juillet 2013

Pour le Préfet,
Le secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Unité procédures d'urbanisme

Commune de CHAOUILLEY - Arrêté N° 2013/DDT54/ADUR/007 du 6 août 2013 portant rectificatif de l'arrêté n° 06 DE 009 PFU relatif à la carte communale de CHAOUILLEY en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 110, L. 121-1, L. 124-1 à L. 124-4 et R. 124-1 à R. 124-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral n°06 DE 009 PFU du 25 juin 2006 approuvant la carte communale ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 17 juin 2010 autorisant M. le Maire à délivrer les permis de construire, d'aménager ou de démolir et à se prononcer sur un projet faisant l'objet d'une déclaration préalable ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté préfectoral du 25 juin 2006 est modifié comme suit : l'article 4 est annulé et remplacé par :

En vertu de l'article L. 422-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire et autres autorisations d'urbanisme seront délivrés par le maire au nom de la commune.

L'assistance technique des services de l'État en matière de permis de construire pourra s'exercer conformément à l'article L. 422-8 du code de l'urbanisme.

Article 2 : La délibération et le présent arrêté préfectoral sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la préfecture, le Directeur Départemental des Territoires et le maire de CHAOUILLEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 6 août 2013

Pour le Préfet,
Le secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

AUTRES SERVICES

TRIBUNAL INTERREGIONAL DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE DE NANCY

Contentieux N° 12-023 NC 54 : Association Départementale d'Aide aux Personnes Agées de Meurthe-et-Moselle contre Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (arrêtés du 9 mai 2012)

SEANCE N° 325 du 21 juin 2013 à 14 H

LECTURE EN SÉANCE PUBLIQUE DU 21 JUIN 2013

Président : M. VINCENT

Rapporteur : Mme ROUSSELLE

Commissaire du Gouvernement : M. FERAL

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

LE TRIBUNAL INTERRÉGIONAL DE LA TARIFICATION SANITAIRE ET SOCIALE DE NANCY,

VU la requête, présentée par l'association départementale d'aide aux personnes âgées de Meurthe et Moselle, représentée par son président, dont le siège est 13-15 boulevard Joffre à Nancy, enregistrée le 22 juin 2012 au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy et complétée par mémoire enregistré le 2 novembre 2012, tendant à l'annulation des arrêtés du président du conseil général de Meurthe et Moselle 2012 DISAS-161-PA/PH et 2012 DISAS-162-PA/PH en date du 9 mai 2012 et relatifs aux tarifs horaires des prestations d'aide à domicile pour les bénéficiaires respectivement de l'allocation personnalisée d'autonomie et de la prestation de compensation du handicap et à la réformation ces arrêtés par le rétablissement à la hauteur de 12 854 791 euros de ses crédits 2012 et à ce que les tarifs horaires de ses interventions soient fixés à 21,69 euros de l'heure, en moyenne, pour les prestations PCH, 21,57 euros de l'heure pour les prestations en semaine de l'APA et 27,50 euros pour les dimanches et jours fériés pour les prestations APA, avec effet rétroactif à compter du 1er janvier 2012 ; l'association demande au tribunal d'ordonner l'exécution sous astreinte de 100 euros par jour de retard au-delà de 15 jours après la notification du jugement ainsi que la condamnation du conseil général de Meurthe et Moselle à lui verser 3 000 euros au titre des dispositions de l'article 700 du NCPC ;

Elle fait valoir que :

- les abattements ne sont pas motivés ;
- s'agissant des charges du groupe I, elle demande le rétablissement d'une somme de 1 093 218 € et conteste l'application d'un taux directeur de 2.2 % ; les frais de déplacement ne sont pas couverts ; subsidiairement, le déficit qui en découle, évalué à 66 500 euros, devra être intégralement pris en charge dans le cadre des négociations budgétaires des exercices futurs ;
- s'agissant des charges du groupe II, elle demande que leur montant soit fixé à 11 754 985 euros et fait valoir qu'elle se doit de respecter les conventions collectives, ainsi que l'indemnisation des temps de trajet, la prise en charge de la part employeur d'une complémentaire santé et diverses autres majorations ; elle demande également la prise en compte de l'impact financier de la suppression des exonérations de charges sociales appliquées depuis le 1er janvier 2011 ;
- s'agissant des charges du groupe III, elle demande la somme de 245 808 euros et conteste l'application du taux directeur de 2.2% ; elle fait valoir qu'elle n'a réalisé aucun investissement durant les trois dernières années et que certains équipements doivent être remplacés ;
- s'agissant des recettes en atténuation, elle demande qu'elles soient limitées à 455 587 euros du fait de la non reconduction de la convention de partenariat avec la mutuelle Novadap et donc de la perte des loyers et prestations de services que cette dernière prenait en charge ;
- s'agissant de la reprise du résultat déficitaire des exercices 2009 et 2010, elle demande qu'il soit fixé à 216 366 euros, son activité couvrant l'ensemble du champ d'activité tarifée y compris les prestations au profit des ressortissants des caisses de retraites, alors que le tarif de facturation de ces caisses est inférieur au prix de revient horaire de l'association ; elle fait observer que le principe de la reprise de l'intégralité du déficit 2009 avait été acté par le conseil général lors de l'approbation du compte administratif ;

VU le mémoire en défense, enregistré le 28 septembre 2012, présenté pour le département de Meurthe- et-Moselle par Me Llorens, avocat ; il conclut au rejet de la requête et à ce que l'association soit condamnée à lui verser la somme de 3 000 euros au titre des frais irrépétibles ;

Il fait valoir que :

- s'agissant des dépenses du groupe I, les propositions budgétaires de l'ADAPA font apparaître des anomalies en ce qui concerne les frais de déplacement ;
- en tout état de cause, il était fondé, en application de l'article R. 314-22 du code de l'action sociale et des familles, à opposer le caractère limitatif de la dotation départementale pour pratiquer un taux de 2,2 % ;
- s'agissant des dépenses du groupe II, il pouvait également limiter leur augmentation pour le même motif, à 1,2% ;
- s'agissant des dépenses du groupe III, l'association n'établit pas l'impossibilité pour elle de limiter l'augmentation des coûts ;
- il n'appartient pas au département d'indemniser l'ADAPA de la perte de recettes liée à la fin de la convention avec une mutuelle et, au contraire, il incombe à l'association de trouver par elle-même de nouveaux financements ;

VU les décisions attaquées ;

VU les autres pièces du dossier ;

VU le code de l'action sociale et des familles ;

APRÈS avoir entendu à la séance publique du 21 juin 2013 à laquelle les parties ont été dûment convoquées :

- Mme ROUSSELLE, président du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, en son rapport ;
- Mme PILLOY, directrice générale de l'association, en ses observations ;
- M. FERAL, premier conseiller du corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, commissaire du gouvernement, en ses conclusions ;

APRÈS en avoir délibéré ;

SUR les conclusions à fin d'annulation :

CONSIDÉRANT qu'en se bornant à se référer à la délibération du conseil général en date du 7 février 2011 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses en application de l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, le président du conseil général du Pas de Calais n'a pas motivé sa décision au sens des dispositions de l'article L. 314-7 du dit code ; qu'il suit de là que l'association requérante est fondée à soutenir que les arrêtés querelés doivent être annulés pour ce motif ;

SUR la fixation du tarif :

En ce qui concerne les dépenses du groupe I :

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L. 314-5 du code de l'action sociale et des familles : « Pour chaque établissement et service, l'autorité compétente en matière de tarification peut modifier le montant global des recettes et dépenses prévisionnelles, mentionnées au 3° du I de l'article L. 314-7, qui sont à la charge de l'Etat ou des organismes de sécurité sociale, compte tenu du montant des dotations régionales définies ci-dessus ; la même procédure s'applique en cas de révision, au titre du même exercice, des dotations régionales initiales. L'autorité compétente en matière de tarification peut également supprimer ou diminuer les prévisions de dépenses qu'elle estime injustifiées ou excessives compte tenu, d'une part, des conditions de satisfaction des besoins de la population, telles qu'elles résultent notamment des orientations des schémas prévus à l'article L. 312-5, d'autre part, de l'évolution de l'activité et des coûts des établissements et services appréciés par rapport au fonctionnement des autres équipements comparables dans la région (...) ; qu'aux termes de l'article R. 314-22 du même code : « En réponse aux propositions budgétaires, l'autorité de tarification fait connaître à l'établissement ou au service les modifications qu'elle propose. Celles-ci peuvent porter sur : 5° Les dépenses dont la prise en compte paraît incompatible avec les dotations limitatives de crédit mentionnées aux articles L. 313-8, L. 314-3 à L. 314-5, au regard des orientations retenues par l'autorité de tarification, pour l'ensemble des établissements et services dont elle fixe le tarif ou pour certaines catégories d'entre eux » ; que le département de Meurthe et Moselle a procédé à des abattements afin de limiter la progression des dépenses du groupe I à 2,2% ;

CONSIDÉRANT que, pour contester les abattements ainsi pratiqués, l'association n'apporte aucun justificatif du caractère indispensable au fonctionnement de la structure des majorations demandées, ni n'établit l'impossibilité de procéder à des redéploiements de crédits au sein du groupe I ; que, toutefois, s'agissant des frais de déplacement, représentant à eux seuls environ 60% des dépenses du groupe I, elle établit que la durée moyenne des interventions est en nette diminution depuis plusieurs années, pour se situer à 1,23 heure, ce qui entraîne une augmentation relative du nombre des déplacements et, par suite, une majoration de leur coût unitaire ; qu'il résulte de l'instruction, et notamment des documents fournis par l'association et non contestés par le conseil général, que l'estimation du coût total annuel prévisible des déplacements s'élève à 625 523,68 euros pour l'année 2012, soit 62 074,64 euros de plus que la somme de 563 449,04 euros initialement prévue à ce titre par le département de Meurthe et Moselle ;

CONSIDÉRANT qu'il résulte de ce qui précède que l'augmentation de 2,2 % accordée par le tarificateur, ayant conduit ce dernier à fixer à 830 088,84 euros le montant des dépenses du groupe I au titre de l'année 2012, en partant ainsi d'une base de 812 220 euros au titre de l'année 2011, ne permet pas à l'association de faire face à ces obligations ; qu'il y a lieu, par suite, en l'absence de toute discussion sur les autres postes du groupe I, de lui accorder une majoration égale à la différence entre cette augmentation et les limites énoncées ci-dessus et de fixer ainsi le montant des dépenses du groupe I à 874 294,64 euros ;

En ce qui concerne les dépenses du groupe II :

CONSIDÉRANT d'une part que, par arrêté en date du 23 décembre 2011, paru au Journal Officiel du 29 décembre 2011, le ministre du travail a étendu la convention collective nationale de la branche de l'aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile et d'avenants à cette convention en date du 21 mai 2010 ; que cette convention collective prévoit, notamment, la prise en charge par l'employeur des temps de trajet entre deux missions, d'une complémentaire santé ainsi que d'autres avantages, tels un jour de repos en cas d'attribution d'une médaille du travail ou de jours supplémentaires en fonction de l'ancienneté des salariés ; que cette convention collective présente, pour l'Association employeur, un caractère obligatoire et elle est opposable à l'autorité de tarification en vertu de l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles ; que le département de Meurthe et Moselle n'est, par suite, pas fondé à refuser de prendre en charge les incidences financières de cette convention collective au seul motif que les conséquences d'une telle prise en charge seraient incompatibles avec les orientations budgétaires définies par l'assemblée départementale ;

CONSIDÉRANT, d'autre part, que le dispositif d'exonération de charges patronales d'assurances sociales et d'allocations familiales dites « exonération services à la personne » a été supprimé par le législateur à compter du 1er janvier 2011 et qu'il n'incombe pas au Conseil général de pallier cette suppression, contrairement à ce que soutient l'association ;

CONSIDÉRANT qu'il résulte de tout ce qui précède que le montant des dépenses du groupe II de l'Association Départementale d'Aide aux Personnes Agées doit être fixé à 11 754 985 euros, somme demandée au titre de l'ensemble du groupe II, selon un mode de calcul non contesté par le département ;

En ce qui concerne les dépenses du groupe III :

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article R. 351-18 du code de l'action sociale et des familles « La motivation des moyens tirés de l'illégalité interne d'une décision de tarification doit comporter les raisons pour lesquelles il n'était pas possible, selon le requérant, d'adapter ses propositions budgétaires aux montants approuvés par l'autorité de tarification » ; qu'en l'espèce, en se bornant à indiquer qu'elle devra renouveler certains matériels sans apporter de précisions quant à la nature de ceux-ci ou les motifs du renouvellement ni justifier ne pouvoir y procéder par un redéploiement budgétaire, alors que ses propositions budgétaires faisaient apparaître une somme de 54 700 euros au titre des mesures nouvelles, l'Association Départementale d'Aide aux Personnes Agées n'a pas motivé sa demande au sens des dispositions précitées ; qu'il y a lieu, par suite, de maintenir le montant des dépenses du groupe III à 212 065 euros ;

S'agissant des recettes en atténuation :

CONSIDÉRANT qu'il résulte de l'instruction que l'Association Départementale d'Aide aux Personnes Agées effectuait des prestations pour le compte d'une mutuelle locale, moyennant une rémunération annuelle de 40 000 euros en 2011 ; que s'il a été mis fin à cette collaboration, il ne résulte d'aucune disposition législative ou réglementaire une obligation pour le département de compenser la perte financière résultant de cette cessation d'activité ; que les recettes en atténuation doivent, par suite, être maintenues à 444 828 euros ;

S'agissant de la reprise du résultat :

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article R. 314-52 du code de l'action sociale et des familles : « L'autorité de tarification peut, avant de procéder à l'affectation d'un résultat, en réformer d'office le montant en écartant les dépenses qui sont manifestement étrangères, par leur nature ou par leur importance, à celles qui avaient été envisagées lors de la procédure de fixation du tarif, et qui ne sont pas justifiées par les nécessités de la gestion normale de l'établissement » ;

CONSIDÉRANT que les dépenses liées aux interventions en faveur des bénéficiaires de la CARSAT relèvent, en application des dispositions combinées de l'article R. 314-105 du code de l'action sociale et des familles et du 6° de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, de la compétence du département ; que le département de Meurthe-et-Moselle, qui admet d'inclure ces bénéficiaires lors du calcul des dépenses de l'ADAPA n'est, par suite, pas fondé à soutenir que le déficit résultant de cette activité ne peut être repris en déduction du résultat annuel de l'association ; qu'il y a lieu en conséquence de fixer le montant du déficit imputable au titre de l'année 2010 sur l'exercice 2012 à la somme non contestée de 216 366 euros ;

Sur les conclusions à fin d'injonction :

CONSIDÉRANT qu'il n'y a pas lieu, dans les circonstances de l'espèce, de faire application des dispositions des articles L. 911-1 et L. 911-3 du code de justice administrative ;

Sur les conclusions tendant au remboursement des frais d'instance :

CONSIDÉRANT que les conclusions du département de Meurthe-et-Moselle, partie perdante, ne peuvent qu'être rejetées ; qu'il n'y a pas lieu, dans les circonstances de l'espèce, de faire droit aux conclusions de l'Association Départementale d'Aide aux Personnes Agées au titre des frais exposés par elle et non compris dans les dépens, qui ne sont justifiés ni dans leur principe, ni dans leur montant ;

DECIDE

Article 1er : Les arrêtés 2012 DISAS-161-PA/PH et 2012 DISAS-162-PA/PH en date du 9 mai 2012 du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle sont annulés.

Article 2 : Les dépenses de l'ADAPA au titre de l'année 2012 sont fixées à 874 294,64 euros s'agissant du groupe I, 11 754 985 euros s'agissant du groupe II et 212 065 euros s'agissant du groupe III. Les recettes en atténuation sont fixées à 444 828 euros et le montant du déficit repris à 216 366 euros.

Article 3 : La fixation des tarifs journaliers pour les prestations Allocation aux Personnes Agées et Prestation Compensation du Handicap est renvoyée au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, compte tenu des éléments budgétaires fixés à l'article 2.

Article 4 : Le surplus des conclusions de l'ADAPA est rejeté.

Article 5 : Les conclusions du département de Meurthe et Moselle tendant à la condamnation de l'ADAPA à l'indemniser de ses frais de procédure sont rejetées.

Article 6 : Le présent jugement sera notifié à l'Association Départementale d'Aide aux Personnes Agées de Meurthe-et-Moselle et au président du conseil général de Meurthe et Moselle.

Il sera inséré, par extraits, au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Délibéré par le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, dans sa séance du 21 juin 2013, où siégeaient Monsieur VINCENT, président, M. AUBRY, M. COUSTENOBLE, M. DELENA et M. SCHWARTZ, membres du tribunal, et Mme ROUSSELLE, rapporteur.

Le rapporteur,
P. ROUSSELLE

Le président,
P. VINCENT

La greffière,
S. GODARD

La République mande et ordonne au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle et à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution du présent jugement.

Pour expédition conforme,
La greffière,
S. GODARD

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

DIRECTION GENERALE - DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES

Délégation de signature du 24 juillet 2013

Monsieur Bernard DUPONT, directeur général, président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU le décret du 18 février 2013 le nommant directeur général du CHU de Nancy,

Article 1er : Donne délégation générale à Monsieur Ahmed EL-BAHRI, directeur adjoint, directeur des finances, pour signer en son nom et place l'ordonnancement des dépenses et des recettes.

Donne délégation à Monsieur Ahmed EL-BAHRI, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi direct par la Direction des Finances, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de cette dernière délégation ; elle est également communiquée au comptable de l'établissement.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur EL-BAHRI pour l'exercice de ces délégations, la suppléance est assurée par Madame Laurence TOURRE, directeur adjoint, directrice de la facturation, ou par Madame Clémence MAINPIN, directeur adjoint, directrice du contrôle de gestion et de la contractualisation, ou par Madame Diane PETTER, directeur adjoint, directrice des ressources humaines, ou par Madame Eliane TOUSSAINT, directrice générale adjointe.

Article 3 : La délégation générale d'ordonnancement est assortie de la mission de contrôle de la régularité des procédures de mandatement et d'une obligation de veiller à l'existence de crédits.

Article 4 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

Article 5 : La présente délégation se substitue à la délégation du 4 mars 2013.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 juillet 2013

Le Directeur Général,
Président du Directoire,
Bernard DUPONT

Les bénéficiaires de la délégation de signature :

- Ahmed EL-BAHRI
- Eliane TOUSSAINT
- Diane PETTER
- Laurence TOURRE
- Clémence MAINPIN

Délégation de signature du 8 août 2013

Monsieur Bernard DUPONT, directeur général, président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU le décret du 18 février 2013 le nommant directeur général du CHU de Nancy,

Article 1er : Donne délégation principale à Madame Eliane TOUSSAINT, directrice générale adjointe, pour signer en son nom et place toutes pièces administratives et comptables relatives à la gestion de l'établissement.

Et donne délégation secondaire à Monsieur Gabriel GIACOMETTI, directeur du pôle territoire, stratégie, coopérations, coordination des établissements du groupe public et à Madame Diane PETTER, directeur adjoint, directrice des ressources humaines, pour signer en ses nom et place, en cas d'empêchement de Madame TOUSSAINT, toutes pièces administratives et comptables relatives à la gestion de l'établissement.

Article 2 : Ces délégations sont assorties de l'obligation pour le titulaire :

- de respecter les procédures réglementaires en vigueur,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés,
- de rendre compte à la Direction générale des opérations effectuées.

Article 3 : Le titulaire de la délégation a la responsabilité des opérations qu'il effectue dans le cadre de sa délégation et est chargé d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 4 : La présente délégation se substitue à la délégation du 4 mars 2013.

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 août 2013

Le Directeur Général,
Président du Directoire,
Bernard DUPONT

Les bénéficiaires de la délégation de signature :

- Eliane TOUSSAINT
- Gabriel GIACOMETTI
- Diane PETTER

